

**REPUBLIQUE DU NIGER**

**CHOCS ET VULNERABILITE AU  
NIGER: ANALYSE DES  
DONNEES SECONDAIRES**



**Octobre 2010**

**Rapport global**



**© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)  
Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)**

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou [wfp.vaminfo@wfp.org](mailto:wfp.vaminfo@wfp.org)

**Pour plus d'informations, contacter:**

**Bureau de pays du PAM au Niger**

Lawan Tahirou, Bureau du PAM Niger: [lawan.tahirou@wfp.org](mailto:lawan.tahirou@wfp.org);

Gianluca Ferrera, Bureau du PAM Niger: [gianluca.ferrera@wfp.org](mailto:gianluca.ferrera@wfp.org);

**Bureau Régional du PAM, Sénégal**

Naouar Labidi : Conseillère régionale pour l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité – [Naouar.Labidi@wfp.org](mailto:Naouar.Labidi@wfp.org);

Koffi Akakpo: Regional Assessment officer – [Koffi.akakpo@wfp.org](mailto:Koffi.akakpo@wfp.org);

**Siège social du PAM, Rome, Italie**

Arif Husain, Conseiller principal pour les programmes [Arif.Husain@wfp.org](mailto:Arif.Husain@wfp.org)

Claudia Ahpoe, Conseillère principale pour les évaluations de sécurité alimentaire  
[Claudia.Ahpoe@wfp.org](mailto:Claudia.Ahpoe@wfp.org)

---

## TABLE DES MATIERES

---

1	RESUME.....	9
2	INTRODUCTION ET CONTEXTE.....	13
3	CHOCS ET VULNERABILITE AU NIGER .....	15
3.1	PLUVIOMETRIE ET CHOCS DE PRODUCTION.....	15
3.2	DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET PRIX .....	23
3.2.1	Une production agricole et pastorale 2009/2010 déficitaire .....	23
3.2.2	Production agricole en 2010 qui s’annonce excédentaire.....	25
3.2.3	L’approvisionnement des marchés locaux en 2010 s’est fait essentiellement à partir des flux transfrontaliers et régionaux .....	26
3.2.4	Des prix des céréales toujours en hausse depuis la flambée historique de 2008 .....	26
3.3	ACCES DES MENAGES A LA NOURRITURE .....	27
3.3.1	Des termes de l’échange bétail-céréales en dégradation en 2010.....	27
3.3.2	Des revenus agricoles et de la migration en baisse en 2010 .....	29
3.3.3	Stratégies développées par les ménages pour faire face aux différents chocs et leur impact sur les actifs et les moyens de subsistance des ménages.....	30
3.3.4	Endettement des ménages .....	35
3.3.5	Consommation alimentaire des ménages .....	36
3.4	IMPACT CUMULE DES CHOCS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE .....	40
3.4.1	Sur la situation alimentaire des ménages.....	43
3.4.2	Sur la situation nutritionnelle .....	45
4	ANALYSE COMPLEMENTAIRE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES MENAGES RURAUX A PARTIR DE L’ENQUETE VULNERABILITE DES MENAGES D’AVRIL 2010.....	47
4.1.1	Insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance.....	47
4.1.2	Dimension spatiale des moyens de subsistance .....	50

4.1.3	Pauvreté et insécurité alimentaire .....	51
4.1.4	Dépenses des ménages et insécurité alimentaire .....	54
4.1.5	Sources des aliments consommés par les ménages .....	59
4.1.6	Les principaux chocs qui ont affecté les ménages en 2010 .....	62
4.1.7	Population affectée par l'insécurité alimentaire selon le milieu de résidence .....	64
4.1.8	Distribution géographique de l'insécurité alimentaire .....	64
4.1.9	Profil courant de l'insécurité alimentaire au Niger (enquête vulnérabilité d'avril 2010)...	66
5	LES FACTEURS DE RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU NIGER.....	68
5.1	Les facteurs structurels .....	68
5.2	Les facteurs conjoncturels .....	69
6	CONCLUSION ET PERSPECTIVES .....	69
7	ANNEXE .....	71
8	BIBLIGRAPHIE SOMMAIRE .....	77

---

## LISTE DES ACRONYMS

---

CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
DNPGCA	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEWS NET	Famine Early Warning System Network
INS	Institut National de la Statistique
MDA	Ministère du Développement Agricole
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SAP	Système d'Alerte Précoce
SIMA	Système d'Information sur les Marchés Agricoles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAM	Vulnerability Assesment and Mapping

---

## LISTE DES TABLEAUX

---

Tableau 1: Variables considérées dans le calcul de la note de vulnérabilité du SAP.....	17
Tableau 2: Evolution de la production céréalière brute per capita et du bilan céréalier au Niger (2000-2010) .....	24
Tableau 3: Evolution du bilan fourrager .....	24
Tableau 4 : Stratégies de survie des ménages .....	32
Tableau 5: Stratégies extrêmes développées par les ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire	34
Tableau 6: Endettement des ménages .....	36
Tableau 7: Evolution de la consommation alimentaire pauvre et limite (% de ménages) selon les zones agro écologiques .....	39
Tableau 8: % de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite par région .....	40
Tableau 9: Insécurité alimentaire selon les groupes de moyen de subsistance.....	49
Tableau 10: Répartition en % des ménages selon les groupes de moyens de subsistance .....	51
Tableau 11: Répartition des dépenses des ménages suivant le niveau d'insécurité alimentaire et les quintiles de dépenses .....	56
Tableau 12: Répartition des dépenses des ménages selon la région, le milieu de résidence et les zones agro écologiques .....	57
Tableau 13: Sources des aliments consommés par les ménages (% des aliments consommés qui provient de la source).....	59
Tableau 14: Répartition des ménages (en %) suivant la source de provenance principale du mil consommé au cours des 7 derniers jours. ....	61
Tableau 15: Chocs ayant affecté les ménages en 2010 .....	62
Tableau 16: Effectifs et taux des populations selon le niveau d'insécurité alimentaire par milieu de résidence.....	64
Tableau 17: Calcul du score de consommation alimentaire.....	72
Tableau 18: Sources de provenance des aliments consommés selon les regions (% des aliments consommés).....	73

Tableau 19: Source de provenance du mil consommé au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête par les ménages (% de ménages dont le mil consommé provient de la source) selon les régions ..... 73

Tableau 20: Taux et niveau d'endettement suivant les groupes de moyens de subsistance des ménages ..... 74

---

## LISTE DES GRAPHIQUES

---

Graphique 1: Evolution de la population du Niger .....	14
Graphique 2: % de départements affectés par des chocs de production selon les années .....	21
Graphique 3: Evolution du prix nominal du kg de mil au Niger .....	27
Graphique 4: Evolution des termes de l'échange bouc/mil sur le marché d'Abalack .....	29
Graphique 5 : Evolution des stratégies développées par les ménages .....	31
Graphique 6: Evolution de l'indice moyen de stratégie de survie selon niveau de vulnérabilité des départements .....	33
Graphique 7 : Evolution de l'insécurité alimentaire au Niger : % de ménages .....	43
Graphique 8 : Evolution du nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire au Niger .....	44
Graphique 9 : Evolution du taux de malnutrition aiguë global.....	46
Graphique 10: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance .....	49
Graphique 11: Distribution de l'insécurité alimentaire (% des ménages) suivant l'indice de richesse.....	53
Graphique 12: Distribution de l'insécurité alimentaire (% des ménages) suivant les terciles des dépenses .....	53
Graphique 13: Structure des dépenses globales des ménages en milieu rural.....	58
Graphique 14: Structure des dépenses alimentaires des ménages en milieu rural .....	58
Graphique 15: Contribution des différentes sources de revenu au revenu global selon les moyens de subsistance.....	74
Graphique 16: Evolution de l'indice moyen de survie selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages.....	75

Graphique 17: Evolution de l'indice de stratégie de survie suivant le niveau de pauvreté des ménages . 75

---

## LISTE DES CARTES

---

Carte 1: Nombre moyen de jours de pluie par an .....	15
Carte 2: Vulnérabilité récurrente et conjoncturelle .....	18
Carte 3 : Impact de la crise alimentaire de 2010 selon le type de vulnérabilité du département .....	20
Carte 4: Evolution de la sous nutrition aiguë globale .....	46
Carte 5: Chocs ayant affecté les ménages selon les départements .....	63
Carte 6: Distribution géographique de l'insécurité alimentaire sévère.....	65
Carte 7: Distribution géographique de l'insécurité alimentaire severe et modérée.....	66
Carte 8: % de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite selon les départements (avril 2010) .....	76



# 1 RESUME

## ***DES CHOCS DE PRODUCTION RECURRENTS***

---

***Depuis 1966, le pays a été confronté à neuf (9) chocs de production d'ampleur variable soit en moyenne un choc de production tous les cinq ans<sup>1</sup>.***

*La dernière décennie a été marquée par trois chocs de production majeurs causés par la sécheresse et/ou les invasions acridiennes: 2000/2001, 2004/2005 et 2009/2010. Ces chocs de production se sont soldés par une baisse drastique de la production céréalière, une augmentation du prix des céréales et une baisse des revenus agricoles et de l'élevage et des crises alimentaires d'ampleur et d'impact variables.*

*L'insuffisance de la production agricole pour couvrir les besoins alimentaires de la population qui croît à un rythme moyen de 3,3% par an contraint le pays à recourir à des importations dont le volume dépend également de la configuration de la campagne agricole qui s'achève et des conditions de marché selon qu'elles soient favorables ou non. Le pays importe en moyenne entre 250.000 et 300.000 tonnes de céréales par an. Dans ce contexte les fluctuations des productions céréalières et de leurs prix ont un impact majeur sur l'accès des ménages à la nourriture et sur leur sécurité alimentaire. Les populations les plus vulnérables et les régions les plus pauvres sont généralement les plus affectées par les crises alimentaires. La situation nutritionnelle des enfants est toujours précaire avec des taux de malnutrition se situant au-dessus des seuils d'urgence dans plusieurs régions du pays.*

*En 2005, le nombre de Nigériens souffrant de pénurie alimentaire sévère était estimé à 3.2 millions, parmi lesquels plus de 800,000 atteignaient un seuil critique de précarité alimentaire (SAP et USAID FEWSNET 2005).<sup>2</sup>*

*En 2009, le déficit de production céréalière (-30%) cumulée avec deux déficits fourragers consécutifs (31% des besoins en 2008 et 67% en 2009) ont entraîné une crise alimentaire qui a*

---

<sup>1</sup> Depuis les années 1960, le Niger a connu une insécurité alimentaire transitoire liée à la sécheresse en 1966/67 (Bandabari), 1973/74 (Dakoussou), 1984/85 (El Bohari), 1990/91, 1993/94, 1996/97 (Matche mai), 2000/01 et 2004/05 (Wazaka gaya ma). Parmi ces années, seules les années 1973/74, 1984/85, 1990/91, 1996/97 et 2004/2005 ont été classées comme des années de crises alimentaires sévères. (Gouvernement du Niger/DNPGCA 2007).

<sup>2</sup> Comme les définitions de crise alimentaire varient, identifier des seuils clairs pour définir les crises alimentaires est problématique. Alors qu'un certain nombre de ménages ont été affectés par l'insécurité alimentaire en 1997/1998 et 2000/2001, les données sur le nombre de ménages affectés ne sont pas disponibles pour le moment. Néanmoins, il est admis que la magnitude de la crise alimentaire 2004/2005 est la plus sévère de toute, en nombre de personnes affectées et en sévérité.

*affecté 7,1 millions de personnes dont 3,3 millions de manière sévère (SAP 2010). Cette année, bien que les marchés aient relativement bien fonctionné et rendu les vivres disponibles, la détérioration du pouvoir d'achat des ménages a entravé un accès adéquat des ménages à la nourriture.*

## ***EFFET CUMULATIF DES CHOCS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE***

---

*Les chocs des 10 dernières années ont particulièrement touché les zones pastorales et agro-pastorales, et en général les ménages socio-économiquement les plus fragiles. Ils ont conduit à une érosion progressive des actifs des ménages et à une incapacité à recouvrer leurs moyens de vie (capacités de production réduites; exode prolongé; réseaux sociaux affaiblis; dépendance de l'aide externe) en sorte que même les perspectives d'une bonne production agricole ne semblent pas suffire à restaurer les moyens de subsistance des ménages, en particulier des plus pauvres. Les ménages doivent vendre leurs stocks céréaliers au moment où les prix sont plus bas (contribuant à la baisse) et doivent s'approvisionner sur les marchés au moment où les prix sont plus élevés (contribuant à l'augmentation). Ces facteurs saisonniers sont connus et intégrés dans les systèmes de vie des ménages mais les variations climatiques et la volatilité des prix constituent une incertitude additionnelle qui affecte la gestion des actifs par les ménages. Depuis 2008, les prix des céréales ne sont plus redescendus aux niveaux avant crise, affectant ainsi le pouvoir d'achat des ménages dans toutes les zones.*

## ***LES FACTEURS DE RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIGER***

---

- **Les facteurs structurels**

*Parmi les facteurs les plus souvent cités, figurent la forte dépendance de la majorité de la population d'activités agro pastorales elles mêmes affectées par des aléas climatiques de tout genre. Les techniques de production n'ont pas suivi d'évolution majeure et la forte croissance démographique entraîne l'expansion des cultures sur des terres marginales non adaptées à la culture pluviale. L'accès à la terre devient également problématique et les tailles des superficies cultivées ont suivi des morcellements continus. Le faible niveau d'éducation est également souvent cité comme un facteur qui affecte le développement agricole. D'autre part, le faible niveau de revenu lié à la pauvreté constitue également un facteur de risque d'insécurité alimentaire et nutritionnel majeur. A ces problèmes s'ajoutent le manque d'infrastructures routières et de santé, le faible accès à l'eau potable, le pouvoir de décision à l'intérieur des ménages presque exclusivement détenu par les hommes, les habitudes alimentaires qui ont un*

*impact direct ou indirect sur la situation nutritionnelle des enfants. En outre les naissances rapprochées ainsi que la faible implication des hommes dans le planning familial, le faible taux d'allaitement exclusif avec des aliments de sevrage non adaptés à l'âge des enfants, les charges de travail très élevées pour les femmes ainsi que les pesanteurs socio culturelles constituent également des causes citées pour expliquer la malnutrition des enfants au Niger.*

- **Les facteurs conjoncturels**

*La variabilité climatique entraîne des chocs de production récurrents qui précipitent plusieurs ménages agro pastoraux dans une insécurité alimentaire transitoire pendant les années de faible production agricole et ou pastorale. De plus, le maintien des prix des denrées alimentaires de base à des niveaux relativement élevés depuis 2008 dans un contexte de dégradation continue du pouvoir d'achat des ménages a des répercussions négatives sur l'accès des ménages à la nourriture. L'insécurité civile et la dégradation des conditions sécuritaires dans plusieurs endroits du pays affectent également les activités productives locales et les revenus tirés des activités touristiques en particulier dans les régions nord du pays.*

## **CONCLUSION ET PERSPECTIVES**

---

*Les chocs des 10 dernières années ont particulièrement touché les zones pastorales et agro-pastorales, et davantage plus les ménages socio-économiquement les plus vulnérables. Ils ont conduit à une érosion progressive des actifs des ménages et à une incapacité à recouvrer leurs moyens de subsistance. Ce qui a eu pour conséquence une diminution de la capacité de production des ménages, un exode prolongé, un affaiblissement de réseaux sociaux et une dépendance plus élevée de l'aide extérieure. Le faible niveau de production combiné au faible niveau de revenu contraint les ménages ruraux à vendre leurs stocks à la récolte pour faire face à d'autres besoins vitaux et dépendre des marchés pour leur alimentation au moment où les prix sont les plus élevés. Le fonctionnement des marchés céréaliers au Niger est soumis à des facteurs tant internes qu'externes contribuant à augmenter les incertitudes et la volatilité des prix. Le Niger dépend particulièrement des importations de céréales des pays voisins surtout dans les années de faible production agricole et fait face parfois à des barrières protectionnistes qui accroissent le niveau de prix et augmentent la vulnérabilité des ménages comme pendant la crise alimentaire de 2005. Les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont multiples et sont d'ordre structurel et conjoncturel. Elles sont liées à la structure de l'économie dominée par les activités agro pastorales elles mêmes soumises aux aléas de tout genre, à la forte croissance démographique, aux manques d'infrastructures sanitaires et d'eau, au faible niveau d'éducation, aux facteurs culturels, à la volatilité de la production agricole et des prix...*

*La crise alimentaire de 2010 a été particulièrement sévère mais sa gestion et l'activation à temps des modalités des réponses ont permis de limiter son impact sur la sécurité alimentaire et*

*nutritionnelle. Néanmoins, en dépit des perspectives d'une bonne campagne agro pastorale, plusieurs ménages continueront à faire face à des difficultés alimentaires en raison de la décapitalisation, à la perte d'actifs, de l'endettement et de l'affaiblissement général de leurs moyens de subsistance. De plus, des poches de déficit de production agricole persisteront dans des zones structurellement vulnérables et dans certaines zones de la bande agricole en raison de déficit pluviométrique résiduel, des inondations, des ennemis de cultures. **En conséquence, les moyens de subsistance des populations pastorales et agro pastorales ayant perdu leur bétail et leurs actifs ne sauraient être entièrement restaurés dans le court terme.***

*Au regard de cette analyse, il ressort que la situation alimentaire et nutritionnelle au Niger reste précaire et nécessite à la fois des actions de court terme avec une vision de long terme. La plupart des mécanismes de transferts existants servent à assurer l'accès immédiat des ménages à la nourriture mais leur courte durée dans le temps ne permet pas d'assurer le redressement des ménages les plus affectés par les chocs récurrents. Ainsi les transferts conditionnels sont à privilégier. Ceux-ci représentent un investissement (temps ou biens) de la part du ménage mais doivent créer du capital (humain, physique, financier, social) et non être un simple prétexte au transfert lui-même, d'où l'importance de bien identifier la nature du capital à valoriser et les conditions du transfert.*

## 2 INTRODUCTION ET CONTEXTE

**Généralités.** Le Niger est un vaste pays sahélien de 1 267 000 km<sup>2</sup>, situé en Afrique de l'ouest, limité au nord par l'Algérie et la Libye, au sud par le Nigéria et le Bénin, à l'est par le Tchad et à l'ouest par le Mali et le Burkina Faso. Le territoire est divisé en huit régions, trente six départements et deux cent soixante cinq communes réparties en cinquante deux communes urbaines et deux cent treize communes rurales. Il est traversé par le fleuve Niger qui est son seul cours d'eau permanent sur une longueur de 550 km. Le pays est enclavé, la capitale (Niamey) se trouve à 1 035 km de Cotonou (Bénin), port maritime le plus proche. Le climat de type aride, est caractérisé par une courte saison humide de trois à quatre mois, donnant lieu à des précipitations dans le premier tiers sud du pays, variant entre 200 mm et 850 mm du nord au sud (plus de 600 mm sur 1% du territoire seulement), et une saison sèche de huit à neuf mois sur l'ensemble du pays, qui du reste est désertique sur 67 % de sa superficie.

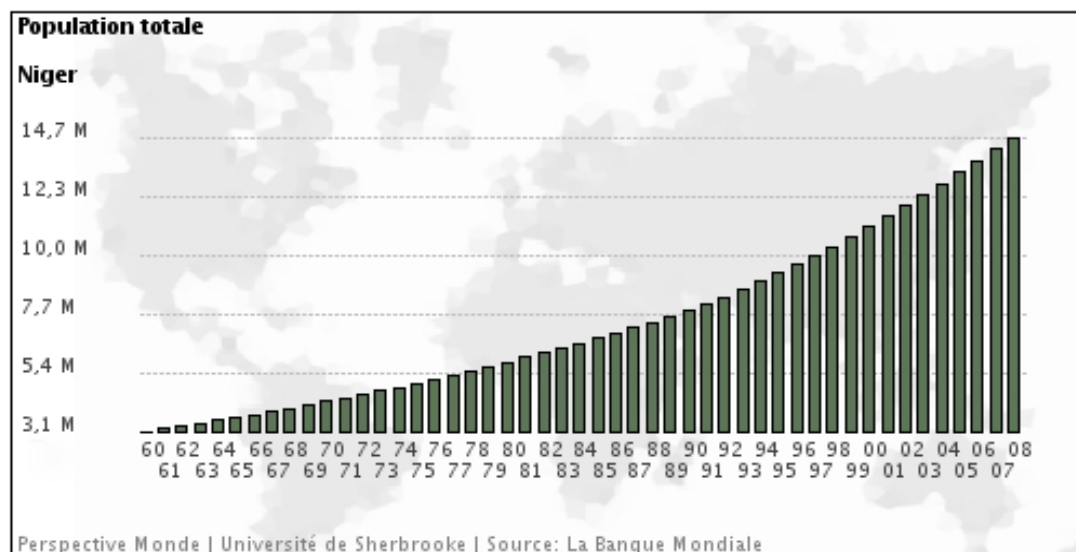
Le pays est très pauvre et est à déficit vivrier structurel. Avec un Revenu National Brut (RNB) par habitant de 240 dollars EU et un taux de pauvreté estimé à 59,8% de la population en 2008, le pays est classé parmi les plus pauvres au monde selon l'indice de développement du PNUD en 2009. Selon la Banque Mondiale, environ 85% de la population vit avec moins de deux dollars EU par jour et 65% avec moins d'un dollar par jour. Les indicateurs sociaux du Niger sont faibles, que ce soit en termes d'espérance de vie (55,8 ans), de mortalité infantile (81 décès pour 1 000 naissances vivantes), d'alphabétisation des adultes (28,7 % en 2005) ou du taux brut de scolarisation primaire (62.1 % en 2007).

L'agriculture et l'élevage restent les principales activités économiques du pays avec une contribution d'environ 40% du produit intérieur brut et occupe 85% de la population active. Malgré son importance, le secteur agricole peine à se moderniser et reste largement tributaire des aléas climatiques. En outre, la forte croissance démographique (3,3% par an et un indice synthétique de fécondité de 7,1 enfants par femme soit l'un des plus élevés du monde) que connaît le pays accroît la pression foncière avec comme résultat un morcellement continu des superficies cultivées, des rendements de plus en plus décroissants et l'expansion sur des terres marginales non adaptées à la culture pluviale. Cette forte dépendance de l'agriculture pluviale prédispose le pays à une grande vulnérabilité alimentaire et les années de faibles productions agricoles sont généralement sanctionnées par des crises alimentaires dont l'ampleur et la profondeur varient selon le niveau de déficit et les facteurs conjoncturels qui y prévalent.

La population estimée à 15,2 millions d'habitants en 2010 est inégalement répartie. Au nord, la zone saharienne aride couvre 75% du pays mais concentre moins du quart de la population dont l'activité principale est l'élevage. Le reste du pays qui occupe 25% du territoire concentre les trois quart de la population. La zone saharo-sahélienne semi-aride occupe 15% du territoire et

détermine un espace de transition propice aux activités agro pastorales. La bande méridionale sahélienne où se concentre la grande majorité de la population couvre à peine 10 % du territoire et l'activité dominante est l'agriculture pluviale essentiellement axée sur la culture du mil.

**Graphique 1: Evolution de la population du Niger**



*Depuis 1966, le pays a été confronté à neuf (9) chocs de production d'ampleur variable soit en moyenne un choc de production tous les cinq ans<sup>3</sup>.*

La dernière décennie a été marquée par trois chocs de production majeurs causés par la sécheresse et/ou les invasions acridiennes: 2000/2001, 2004/2005 et 2009/2010. Ces chocs de production se sont soldés par une baisse drastique de la production céréalière (-30% en 2009 par rapport à 2008, -23% en 2004 par rapport à 2003), une augmentation du prix des céréales et une baisse des revenus agricoles et de l'élevage et des crises alimentaires d'ampleur et d'impact variables.

L'insuffisance de la production agricole pour couvrir les besoins alimentaires de la population contraint le pays à recourir à des importations dont le volume dépend également de la configuration de la campagne agricole courante et des conditions de marché selon qu'elles soient favorables ou non. Le pays importe en moyenne entre 250.000 et 300.000 tonnes de céréales par an. Dans ce contexte les fluctuations des productions céréalières et de leurs prix ont un impact

<sup>3</sup> Depuis les années 1960, le Niger a connu une insécurité alimentaire transitoire liée à la sécheresse en 1966/67 (Bandabari), 1973/74 (Dakoussou), 1984/85 (El Bohari), 1990/91, 1993/94, 1996/97 (Matche mai), 2000/01 et 2004/05 (Wazaka gaya ma). Parmi ces années, seules les années 1973/74, 1984/85, 1990/91, 1996/97 et 2004/2005 ont été classées comme des années de crises alimentaires sévères. (Gouvernement du Niger/DNPGCA 2007).

majeur sur l'accès des ménages à la nourriture et sur leur sécurité alimentaire. Les populations les plus vulnérables et les régions les plus pauvres sont généralement les plus affectées par les crises alimentaires. La situation nutritionnelle des enfants est toujours précaire avec des taux de malnutrition se situant au-dessus des seuils d'urgence dans plusieurs régions du pays.

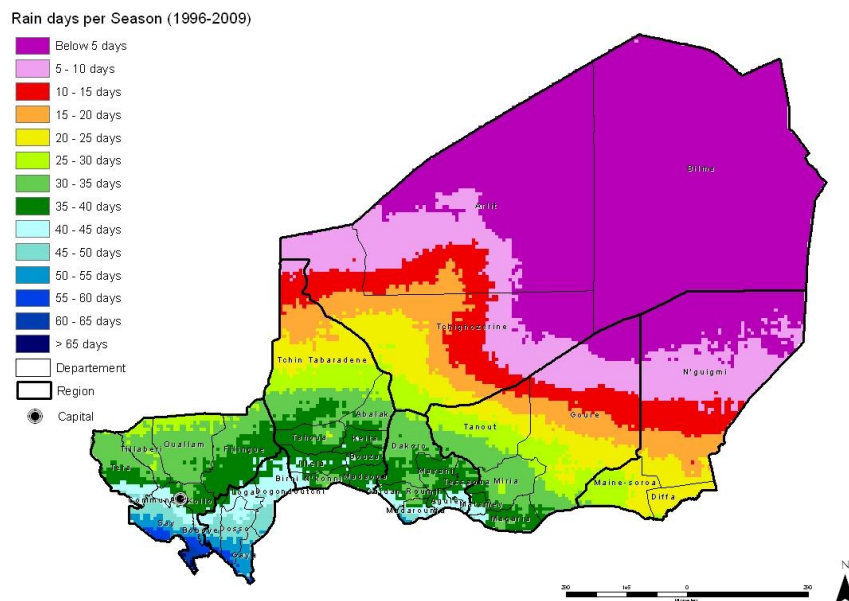
### 3 CHOCS ET VULNERABILITE AU NIGER

#### 3.1 PLUVIOMETRIE ET CHOCS DE PRODUCTION

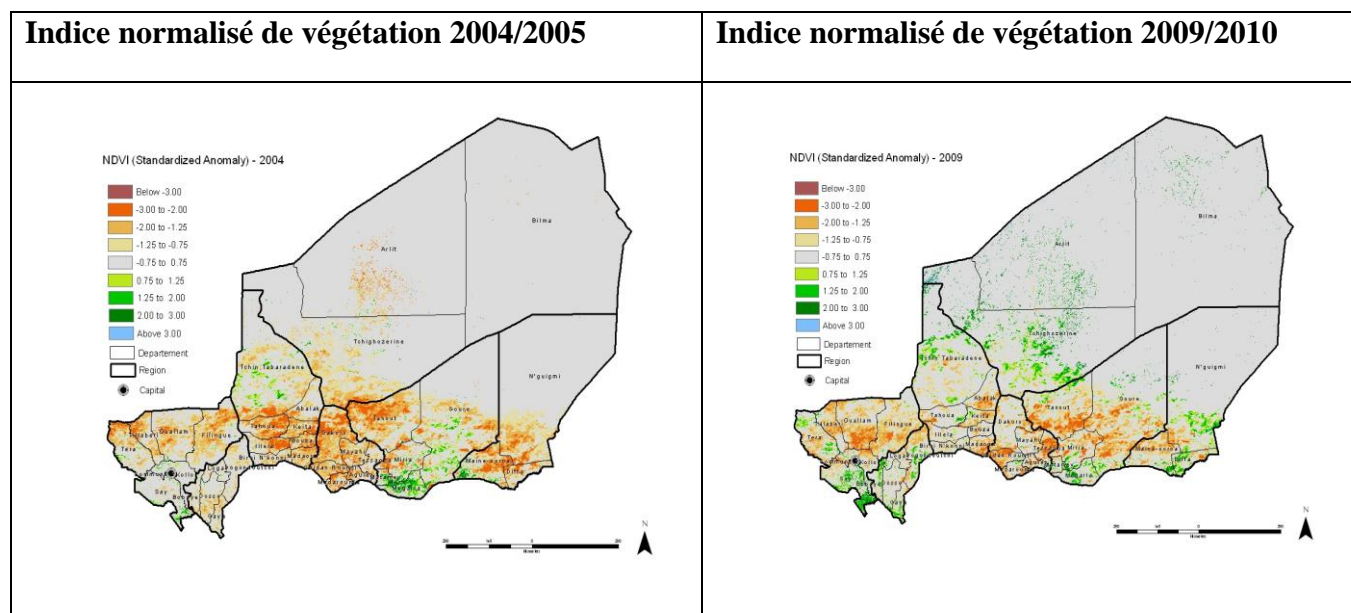
*Un pays essentiellement désertique et faiblement arrosé avec de grandes variabilités du sud au nord.*

L'analyse historique des données pluviométriques montre que les variations climatiques sont beaucoup plus importantes dans les zones pastorales et agro pastorale les rendant ainsi plus vulnérables aux chocs de production. La carte ci-dessous donne les précipitations moyennes annuelles et montre que seulement une infime partie du pays enregistre une pluviométrie de 500 à 850 mm de pluie par an soit entre 40 et 60 jours de pluies dans l'année. L'autre partie de la zone agricole enregistre des précipitations variant de 400 à 500 mm de pluie par an soit environ 30 à 40 jours de pluies. La zone agro pastorale enregistre des précipitations allant de 300 à 400 mm de pluie par an soit entre 25 et 35 jours de pluie dans l'année tandis que la zone pastorale enregistre à peine entre 200 et 300 mm soit 20 à 25 jours de pluies dans l'année.

**Carte 1: Nombre moyen de jours de pluie par an**



Les cartes ci-dessous comparent également les variations dans la production végétale sur la base de l'indice normalisé de végétation et suggère qu'en fait les zones le plus touchées par les déficits de production agricole et pastorale sont quasiment les mêmes en 2004 qu'en 2009.



Le dispositif de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger est basé sur l'établissement d'un diagnostic suivi de la mise en place d'un système de suivi. Le SAP dispose de plusieurs outils pour apprécier et suivre la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays. L'indice de vulnérabilité est l'un des instruments de ce dispositif qui permet d'identifier les départements les plus vulnérables à l'intérieur desquels des zones vulnérables sont également identifiées. Le calcul de la note de vulnérabilité repose sur trois instruments majeurs : i) la fiche d'identification des zones vulnérables ; ii) le barème de notation et iii) l'indice de vulnérabilité. Tous ces trois éléments ont été utilisés pour la première fois durant la campagne agro pastorale de 1992/1993. Une série historique sur les notes de vulnérabilité est donc produite depuis 1992 avec cependant une révision méthodologique en août 2001. Le tableau ci-dessous donne les différentes variables dont l'appréciation et la pondération des différents éléments selon le système de production et de la dépendance par rapport au marché conduisent à la production de la note.

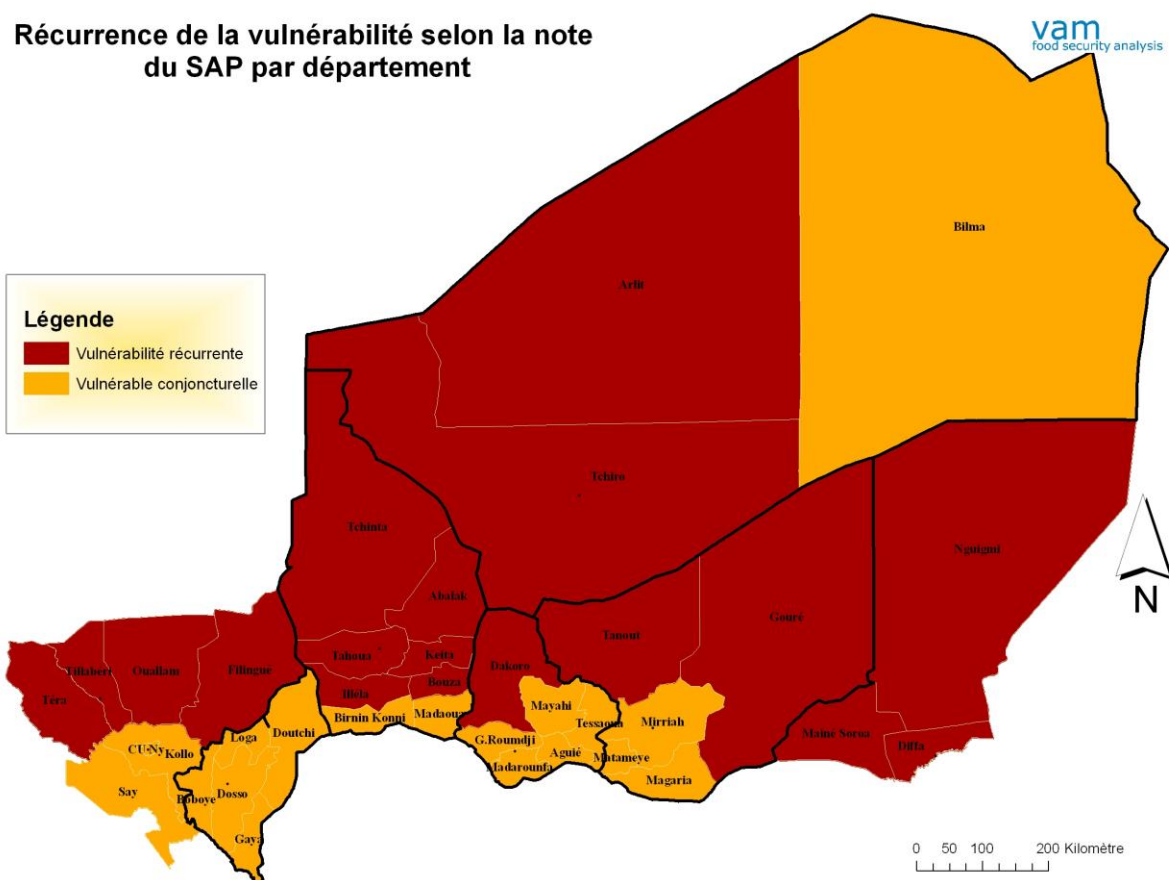


**Tableau 1: Variables considérées dans le calcul de la note de vulnérabilité du SAP**

<b>Variables considérées dans le calcul de la note de vulnérabilité</b>	
1) Situation pluviométrique	6) L'état des marchés
2) Situation de l'agriculture vivrière	7) La situation sanitaire et nutritionnelle
3) Situation de l'agriculture de rente	8) Les éléments d'alerte
4) Situation pastorale	9) La capacité d'ajustement
5) Sources de revenus secondaires	10) Le diagnostic (indice) de l'année précédente

Cette note permet d'identifier de façon conjoncturelle les départements (et les zones) les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire mais son analyse historique permet d'appréhender également la dimension structurelle de la vulnérabilité. En d'autres termes, les départements ayant enregistré de façon récurrente des notes de vulnérabilité élevées peuvent être considérés comme étant plus vulnérables. La présente section analyse la note de vulnérabilité de 2001 à 2009 et permet d'identifier comme le montre la carte ci-dessous les départements à vulnérabilité récurrente et ceux à vulnérabilité conjoncturelle. Un département est classé à vulnérabilité récurrente s'il est classé au moins cinq fois vulnérable et au moins une fois extrêmement vulnérable au cours des 9 dernières années (2001-2009).

Carte 2: Vulnérabilité récurrente et conjoncturelle



Il ressort de cette analyse que l'ensemble des départements à vulnérabilité récurrente sont essentiellement soit en zone pastorale ou en zone agro pastorale. Au-delà du fait que cette configuration des résultats montre la forte vulnérabilité aux chocs climatiques de ces zones les moins arrosées du pays, elle révèle également une insuffisance majeure de la note de vulnérabilité beaucoup plus influencée par la disponibilité alimentaire. Les dimensions d'accès et d'utilisation alimentaires étant du coup sous estimées.

*Les départements à vulnérabilité récurrente ont été affectés par des chocs de production d'ampleur variable plus d'une année sur deux au cours des 9 dernières années augmentant ainsi la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages. Au cours de ces 14 dernières années, le Niger a connu quatre sécheresses de grande ampleur dont trois ont débouché sur des crises alimentaires. Au cours de ces 44 dernières années, le pays a été confronté à neuf (9) chocs de production d'ampleur variable soit en moyenne un choc de production tous les cinq ans.*

Une analyse historique de la note de vulnérabilité du Système d'Alertes Précoces (SAP) permet de regrouper les départements en cinq catégories selon leur niveau de vulnérabilité et de l'impact de la crise alimentaire de 2010 sur la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages :

- 1) **Des départements à vulnérabilité récurrente<sup>4</sup> et très affectés par la crise alimentaire de 2010 selon l'enquête vulnérabilité de 2010.** 12 départements (1 département sur 3) sont concernés : Ouallam, Tillabéri (région de Tillabéri) ; Tchintabaraden, Abalak, Keita, Bouza (Région de Tahoua) ; Dakoro (région de Maradi) ; Tanout (Région de Zinder) ; N'Guigmi, Maïné Soroa, Diffa (Région de Diffa) ; Tchirozérine (Région d'Agadez) ;
- 2) **Les départements à vulnérabilité récurrente<sup>5</sup> et modérément affectés par la crise alimentaire de 2010 selon l'enquête vulnérabilité d'avril 2010<sup>6</sup>** ; 4 départements sont concernés: Téra, Fillingué (région de Tillabéri) ; Illéla (Région de Tahoua) ; Arlit (Région d'Agadez).
- 3) **Les départements conjoncturellement vulnérables et très affectés par la crise alimentaire de 2010 selon l'enquête vulnérabilité d'avril 2010**; 8 départements sont concernés : Tahoua et Madaoua (Région de Tahoua) ; Guidan Roumdji, Madarounfa, Aguié, Mayahi, Tessaoua (Région de Maradi) ; Gouré (Région de Zinder) ;
- 4) **Les départements conjoncturellement vulnérables et modérément affectés par la crise alimentaire de 2010** ; 8 départements : Say (Région de Tillabéri) ; Dosso, Loga, Douchi (Région de Dosso) ; Birnni Konni (Région de Tahoua) ; Matameye, Mirriah, Magaria (Région de Zinder).
- 5) **Les départements conjoncturellement vulnérables et faiblement affectés par la crise alimentaire de 2010** ; 3 départements : Kollo (Région de Tillabéri), Gaya, Boboye (Région de Dosso).

---

<sup>4</sup> Classés vulnérables au moins 5 fois et extrêmement vulnérable au moins une fois au cours des 9 dernières années

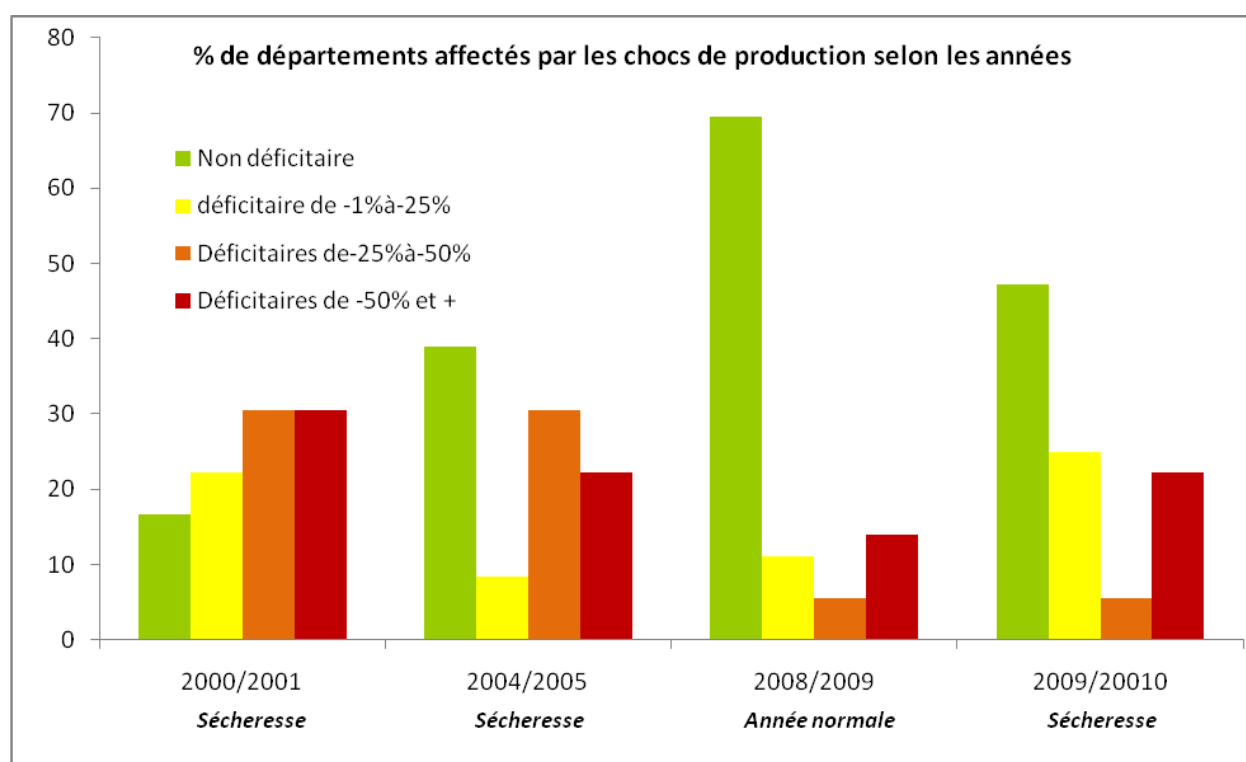
<sup>5</sup> Classés vulnérables au moins 5 fois et extrêmement vulnérable au moins une fois au cours des 9 dernières années

<sup>6</sup> Le taux d'insécurité alimentaire severe est supérieur à la moyenne nationale qui est de 22%



L'analyse historique des données de production disponible montre que de manière générale la sécheresse provoque systématiquement un déclin de la production mais la sévérité de l'impact du choc et son ampleur ne sont pas toujours de même envergure. Par exemple, bien que la sécheresse de 2000/2001 ait provoqué un déficit céréalier de plus de 50% dans 31% des départements, celles de 2004/2005 et de 2009/2010 ont causé un déficit céréalier de 50% et plus dans 22% seulement des départements mais avec cependant un impact plus important sur le plan alimentaire et nutritionnel. Dans les années normales telles que 2008/2009, le pourcentage des départements déficitaires est d'environ 15% (soit 5 départements sur les 36 que compte le pays).

**Graphique 2: % de départements affectés par des chocs de production selon les années**



Ces fluctuations climatiques se traduisent par une grande variabilité de la production. Le coefficient de variation, CVs<sup>8</sup>, va de 0,11 dans le département de Magaria (Zinder) à 0,75 dans le département de Tillabéri. Dans l'ensemble, les régions de Maradi et Zinder (qui comptent pour environ 40% de la production nationale de mil) ont les coefficients de variation les plus faibles (0,22 et 0,27, respectivement), alors que les régions déficitaires de Tillabéri et Tahoua ont les coefficients de variation les plus élevés. Cette situation suggère que les ménages ruraux vivant

2004/2005 ont été classées comme des années de crises alimentaires sévères. (Gouvernement du Niger/DNPGCA 2007).

<sup>8</sup> Le coefficient de variation correspond à la norme d'écart de la production de céréales par habitant dans un département donné sur toute une période, divisée par la moyenne de production de céréales par habitant. Source : Banque Mondiale – sécurité alimentaire et filets sociaux au Niger (2008)

dans les régions prônes à la sécheresse (Tahoua et Tillabéri) sont sans doute plus exposés à un niveau plus élevé de risque de production. Les fluctuations climatiques sont globalement plus importantes dans la zone agro pastorale et pastorale du pays.

D'autres facteurs comme, la durée de recouvrement entre deux chocs, le déficit fourrager et le fonctionnement des marchés concourent à déterminer la sévérité de l'impact des chocs de production. En 2005, le dysfonctionnement des marchés occasionné par le faible niveau des disponibilités locales et les difficultés d'importation au niveau de la sous région et sur le plan international ont contribué à exacerber la crise alimentaire.

En 2005, le nombre de Nigériens souffrant de pénurie alimentaire sévère était estimé à 3.2 millions, parmi lesquels plus de 800,000 atteignaient un seuil critique de précarité alimentaire (SAP et USAID FEWSNET 2005).<sup>9</sup>

En 2009, le déficit de production céréalière cumulée avec deux déficits fourragers consécutifs (31% des besoins en 2008 et 67% en 2009) ont entraîné une crise alimentaire qui a affecté 7,1 millions de personnes dont 3,3 millions de manière sévère (SAP 2010). Cette année, bien que les marchés aient relativement bien fonctionné et rendu les vivres disponibles, la détérioration du pouvoir d'achat des ménages affecté l'accès à la nourriture des ménages.

Dans les deux cas, les enfants ont été les premières victimes avec des taux de malnutrition aiguë global au-delà du seuil d'urgence de 15%. La crise alimentaire de 2010 est survenue dans un contexte de hausse généralisée des prix des denrées alimentaires de base qui se sont maintenus à des niveaux très élevés depuis 2008.

---

<sup>9</sup> Comme les définitions de crise alimentaire varient, identifier des seuils clairs pour définir les crises alimentaires est problématique. Alors qu'un certain nombre de ménages ont été affectés par l'insécurité alimentaire en 1997/1998 et 2000/2001, les données sur le nombre de ménages affectés ne sont pas disponibles pour le moment. Néanmoins, il est admis que la magnitude de la crise alimentaire 2004/2005 est la plus sévère de toute, en nombre de personnes affectées et en sévérité.

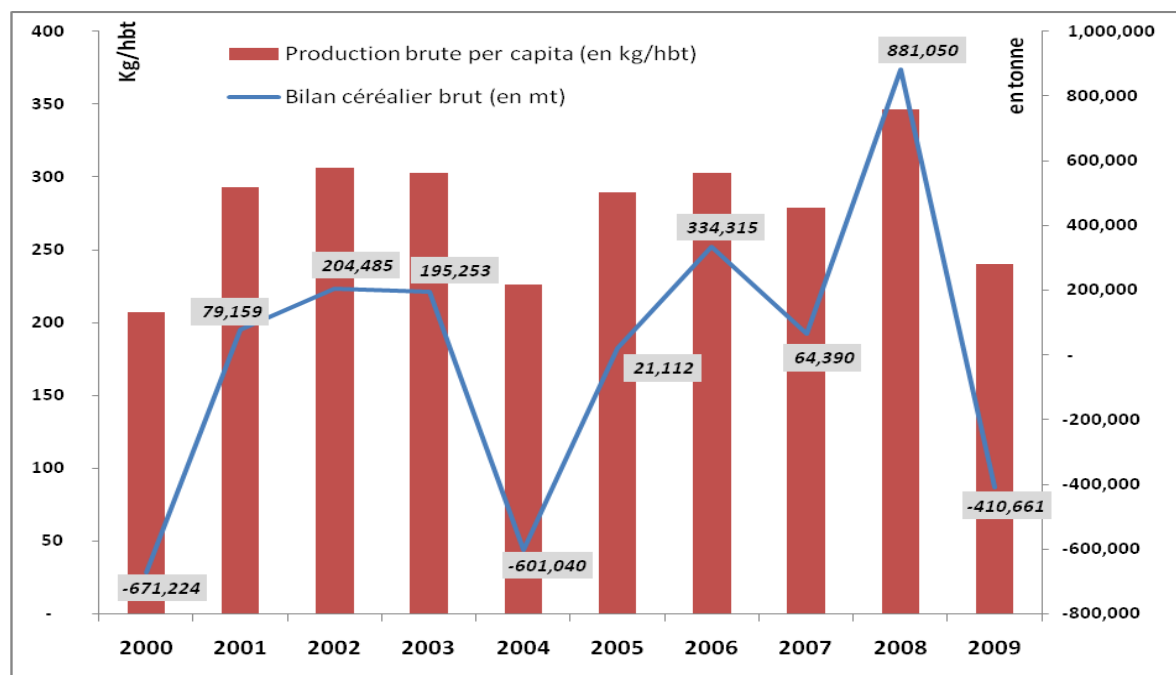
## **3.2 DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET PRIX**

### **3.2.1 Une production agricole et pastorale 2009/2010 déficitaire**

#### *Vue d'ensemble sur l'évolution de la production agricole au Niger*

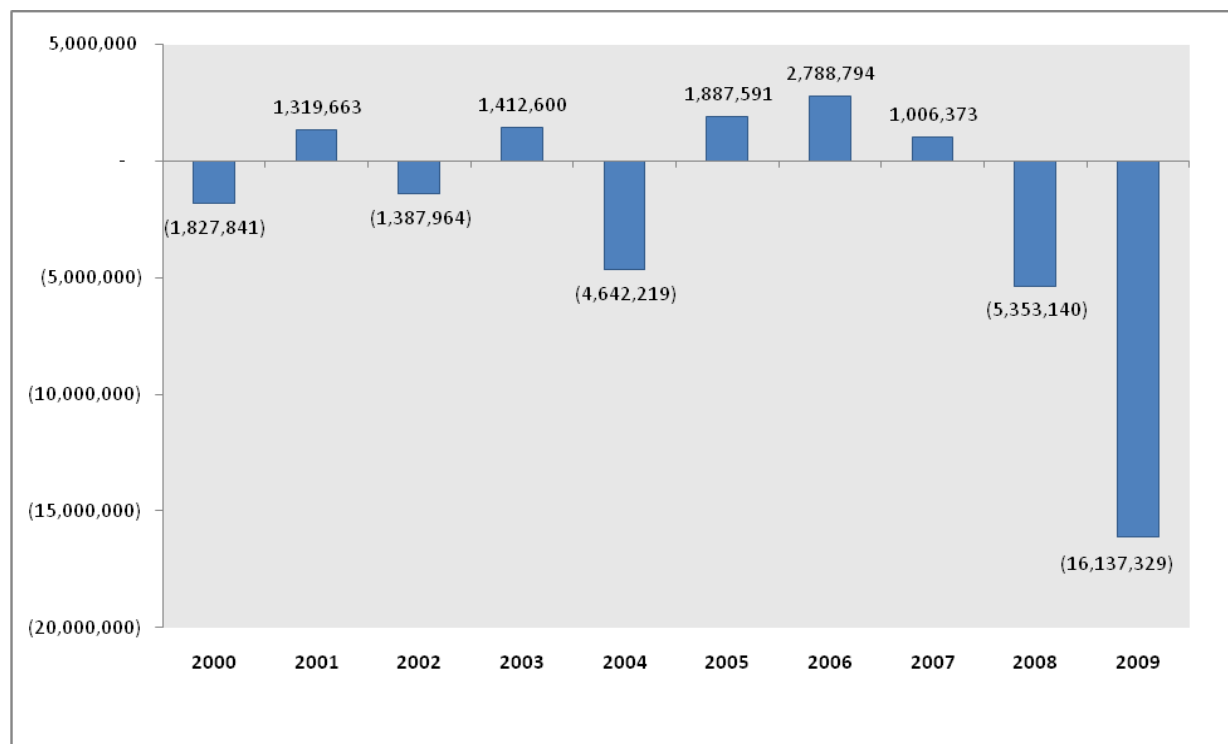
L'insuffisance et la mauvaise répartition des pluies pendant la campagne agricole 2009/2010 ont entraîné des déficits importants de production agricole et agro pastorale. La production céréalière pour la campagne 2009/2010 a été estimée à 3 421 122 tonnes contre 4 905 200 tonnes en 2008 soit une baisse de 30% (Graphique1). Quant à la production fourragère, elle a enregistré un déficit record de 16 137 329 tonnes soit 67% des besoins du cheptel national. Déjà la campagne pastorale précédente (2008/2009) s'était soldée par un déficit fourrager de 31% (Graphique2). Cette année, l'insuffisance de la production fourragère a affecté toutes les régions du pays. Des mouvements de transhumances vers les zones de pâturages ont commencé très précocement et semblaient être la seule option de survie pour les éleveurs et leur bétail. L'accès à l'eau a été une source de préoccupation importante, l'absence de pluies en 2009 ayant conduit au tarissement rapide des sources d'eau. D'après les rapports de mission effectuée par le ministère de l'élevage, plusieurs éleveurs et leurs bétails ont été piégés dans les enclaves pastorales du nord faute de disponibilité suffisante en pâturage et en eau qui ont engendré un affaiblissement général des animaux.

**Tableau 2: Evolution de la production céréalière brute per capita et du bilan céréalier au Niger (2000-2010)**



Source : Ministère du développement agricole (MDA)

**Tableau 3: Evolution du bilan fourrager**



Source : Ministère du développement agricole (MDA)



### 3.2.2 Production agricole en 2010 qui s'annonce excédentaire

La campagne agricole et pastorale 2010 s'est bien déroulée au Niger et d'après le ministère du développement agricole, les résultats préliminaires de l'évaluation de la campagne agricole 2010/2011 estiment la production céréalière à 5.5 millions de tonnes soit une augmentation de 41% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 62% par rapport à 2009. La production de niébé a également enregistré une augmentation importante avec une production estimée à 1.972.826 tonnes contre 1.543.943 tonnes en 2008 et 787.472 tonnes en 2009. Cependant en raison de déficit pluviométrique localisé, des inondations, et des attaques localisées des ennemis des cultures, 2266 villages agricoles sont signalés à risque de déficit de production soit 20% de l'ensemble des villages agricoles du Niger. Ces villages à risque de déficit de production totalisent une population totale de 1.799.048 personnes.

La production céréalière régionale est également bonne<sup>10</sup>. Globalement, la production céréalière prévisionnelle 2010/2011 au Sahel et en Afrique de l'Ouest à l'exception du Sénégal et du Mali est de 51 031 000 Tonnes contre 45 486 000 Tonnes (2009/2010), soit une hausse relative de 12 % par rapport à l'année dernière. Par rapport à l'année dernière, des hausses significatives de productions céréalières sont attendues au Tchad, au Niger et au Burkina Faso.

La production de riz est estimée à 9 850 000 tonnes (soit +5% par rapport à 2009/2010). Des baisses de production de riz sont prévues au Bénin, au Togo et au Niger. La production de maïs (15 439 000 tonnes) est en hausse de 3% par rapport à 2009/2010. Les prévisions de production des autres cultures se chiffrent à 55 462 000 tonnes (igname) et 76 304 000 tonnes (manioc).

De même la production pastorale est abondante dans les zones et enclaves pastorales des pays du sahel mais les feux de brousse constituent une menace réelle.

---

<sup>10</sup> CILSS : Avis sur les résultats préliminaires de la campagne agricole 2010-2011 au Sahel

### **3.2.3 L'approvisionnement des marchés locaux en 2010 s'est fait essentiellement à partir des flux transfrontaliers et régionaux**

Contrairement à 2005, le fonctionnement des marchés en 2010 a été sans entraves majeures avec des importations régulières en provenance des pays voisins notamment le Nigeria et le Bénin.

La régularité et le caractère soutenu des flux de céréales en provenance des marchés transfrontaliers en particulier du Nigeria et du Bénin ont permis d'améliorer l'offre et limiter la hausse des prix sur les marchés locaux. Le rapport d'évaluation conjointe des marchés CILSS/FAO/FEWS NET/PAM de février 2010, estime qu'en cette période là, le Niger importait chaque semaine 10.000 tonnes de céréales sèches en provenance du Nigeria, du Bénin et du Burkina Faso<sup>11</sup>. Cependant, d'après le rapport d'analyse approfondie (SIMA/PAM/FEWS NET) des marchés, l'intensité de ces flux à destination du Niger a diminué au cours du temps. Cette tendance est surtout liée entre autre à l'augmentation saisonnière de la demande sur les marchés céréaliers du nord du Nigeria, à l'appréciation certes lente mais progressive de la naira par rapport au CFA rendant de plus en plus chère les importations du Niger à partir du Nigeria. Les estimations montrent que le franc CFA s'est déprécié de 10% par rapport au naira depuis décembre 2009. Le fonctionnement des marchés céréaliers au Niger en 2010 a été normal et même les distributions de vivres pendant la période de soudure n'ont pas occasionné des tendances inflationnistes avec une envolée spectaculaire des prix.

### **3.2.4 Des prix des céréales toujours en hausse depuis la flambée historique de 2008**

Suite à la hausse historique des prix des denrées alimentaires de base enregistrée en 2008 tant sur le marché international que local, les prix des céréales se sont maintenus à des niveaux très élevés. Selon l'étude de marché conduite en 2010 par le SIMA, FEWS NET et le PAM, le prix des céréales a augmenté de 20% dans toutes les régions par rapport aux prix moyens lors de la période 1991-2009<sup>12</sup>.

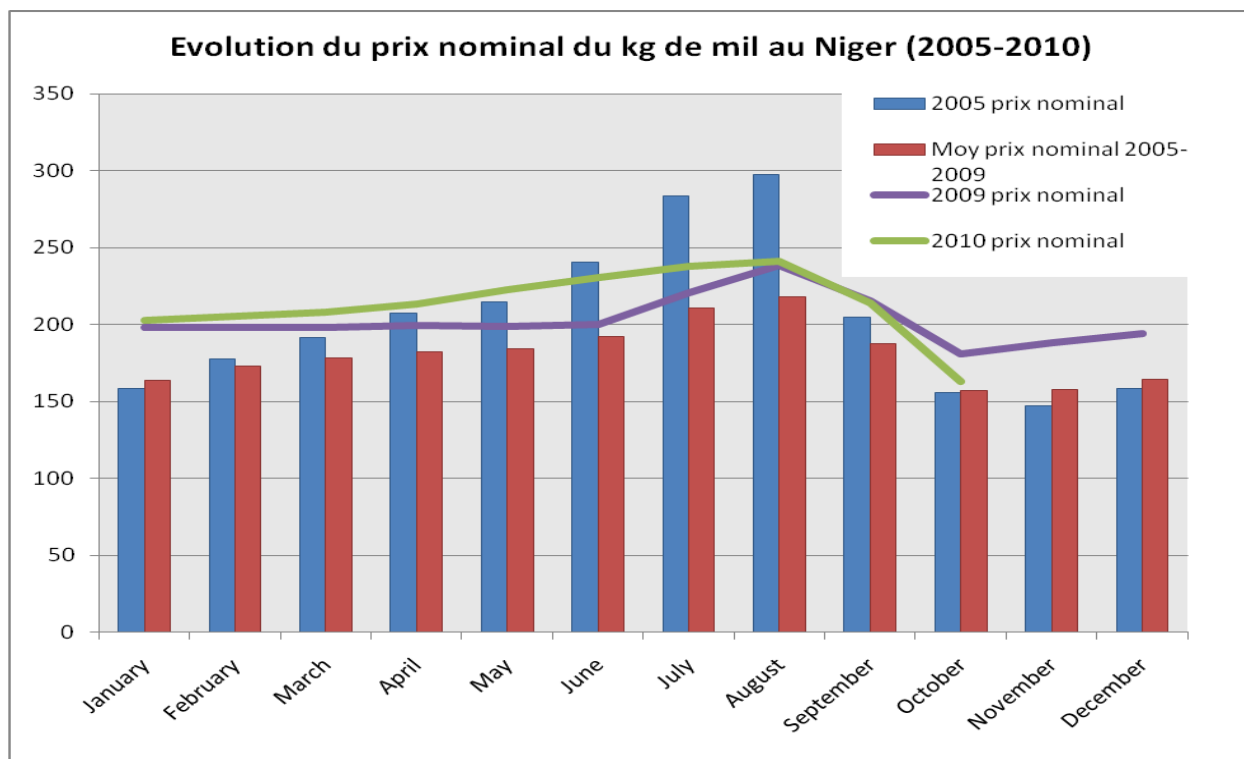
Bien que maintenus à des niveaux relativement plus élevés que la moyenne quinquennale, les prix des principales céréales n'ont pas atteint le niveau de la crise alimentaire de 2005. En août 2010 par exemple le prix nominal du kg de mil est de 19% inférieur à celui de la même période en 2005 mais de 12% plus élevé que la moyenne sur la période de 2005 à 2009. Les prix des principales céréales se situent à des niveaux normaux en Octobre 2010 par rapport à 2009. Le prix du kg de mil a chuté de 10% en octobre 2010 par rapport à son niveau à la même période en 2009.

---

<sup>11</sup> Marchés et sécurité alimentaire dans le Bassin Est : CILSS/FAO/FEWS NET/PAM (Février 2010)

<sup>12</sup> Albichi- Mensuel d'Analyse approfondie des marchés (SIMA/PAM/FEWS), N°3, janvier 2010

Graphique 3: Evolution du prix nominal du kg de mil au Niger



Source des données : SIMA

### 3.3 ACCES DES MENAGES A LA NOURRITURE

#### 3.3.1 Des termes de l'échange bétail-céréales en dégradation en 2010

Les conditions pastorales particulièrement difficiles cette année ont contribué à réduire significativement le pouvoir d'achat des ménages pastoraux et agro pasteurs qui dépendent beaucoup des marchés pour leur alimentation. Après la crise alimentaire de 2005, la reconstitution du cheptel a été favorisée par trois années successives de bonne production pastorale (2005, 2006, 2007). En outre, la forte demande du bétail nigérien en provenance des pays de la sous région et en particulier du Nigeria a permis de maintenir les termes de l'échange à des niveaux élevés favorisant ainsi l'accès des ménages pastoraux à la nourriture. Malheureusement les deux années de déficit cumulé successifs (2008, 2009) ont fini par inverser la tendance et on a assisté en 2010 à une détérioration brusque et rapide des termes de l'échange bouc/mil qui mesurent en même temps le pouvoir d'achat des éleveurs. Entre avril et juillet

2010, les termes de l'échange ont suivi une baisse de l'ordre de 14% à 31% (en juin) par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Selon le Système d'Information sur le Marché à Bétail du Niger (SIMB), à la mi-mars, le prix de la vache a chuté de 19% par rapport à la même période en 2009. Les termes de l'échange seraient en baisse pour toutes les catégories de bétail et l'ampleur de la baisse varie selon les espèces et les marchés. Sur le marché de N'Guigmi (zone pastorale dans la région de Diffa), les termes de l'échange ont enregistré une baisse de 41% en mars 2010 par rapport à la même période de l'année 2009.

Selon FEWS NET<sup>13</sup> les ménages pastoraux et agro pastoraux les plus pauvres sont les plus touchés par la dégradation des termes de l'échange et la décapitalisation. Ces ménages sont dans l'incapacité de se procurer des aliments bétail dont les prix sont deux fois plus élevés cette année par rapport à l'année précédente.

Le graphique ci-dessous montre que de façon générale, le niveau de dégradation du pouvoir d'achat est certes plus fort que la normale mais reste d'ampleur relativement plus faible que ce qui a prévalu en 2005 et l'inversion des tendances a été plus rapide et plus nette cette année. Déjà en août cette année, les termes de l'échange se sont améliorés de façon significative et se situent au-dessus de la moyenne des cinq dernières années alors qu'ils étaient tombés à des niveaux largement en dessous entre avril et juillet 2010. En 2005, la reprise de l'amélioration des termes de l'échange n'ont été véritablement sensible qu'à partir du mois d'octobre 2005.

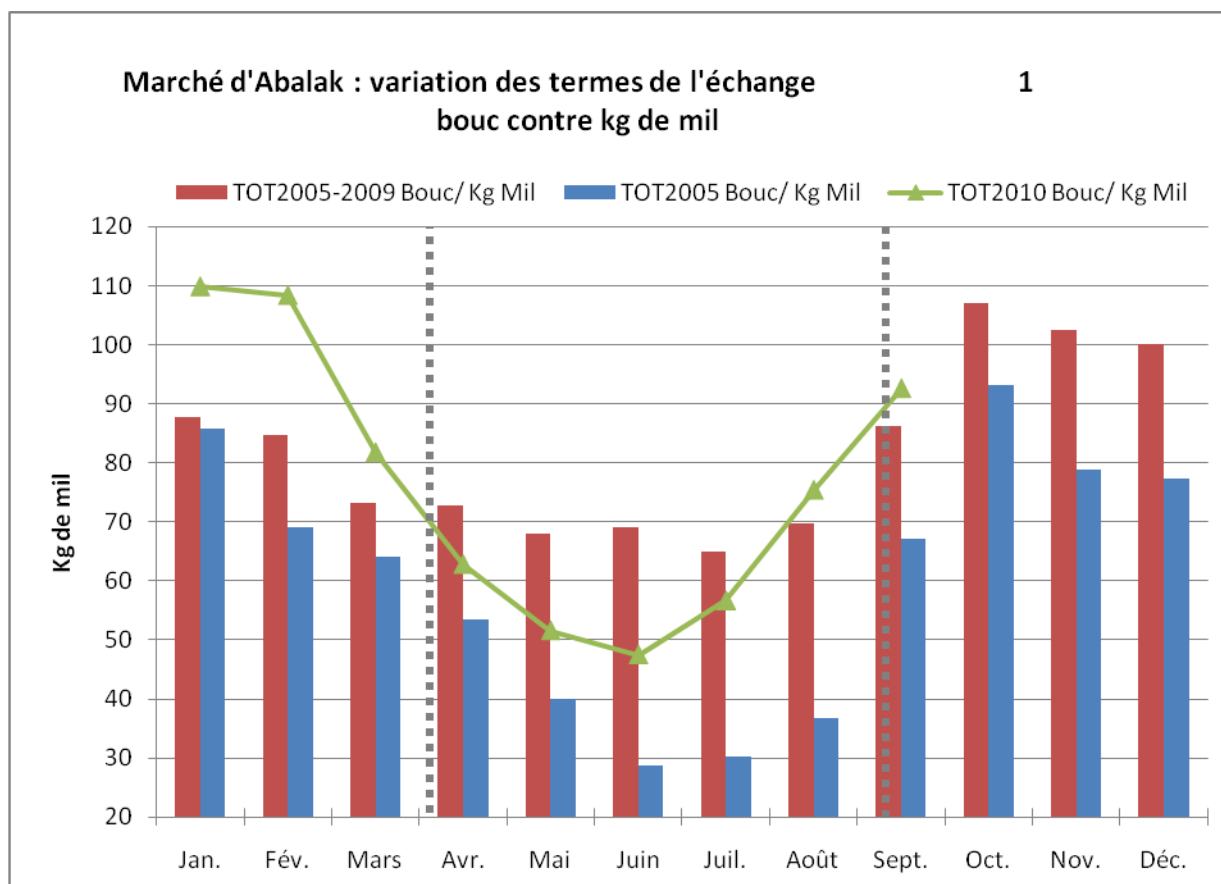
Il est également possible que cette situation favorable soit en partie liée à la baisse des prix des céréales qui ont amorcé une baisse précoce dès août 2010 en raison d'une campagne agricole prometteuse alors qu'ils ont continué à augmenter à la même période en 2005 (août par rapport à juillet).

***La normalisation progressive de la situation pastorale et l'appréciation des termes de l'échange ne profiteront malheureusement pas aux petits éleveurs pastoraux et agro pastoraux pauvres qui ont perdu ou vendu la quasi-totalité de leur bétail. Ces derniers continueront à faire face à des difficultés d'accès à la nourriture dans les prochains mois.***

---

<sup>13</sup> FEWS NET : Niger perspectives sur la sécurité alimentaire-avril à septembre 2010

Graphique 4: Evolution des termes de l'échange bouc/mil sur le marché d'Abalack



### 3.3.2 Des revenus agricoles et de la migration en baisse en 2010

L'année 2009 a été marquée par une faible production des cultures de rente notamment le niébé occasionnant des pertes de revenu agricole importantes pour les producteurs. De plus, sous l'effet conjugué de la rareté des emplois saisonniers et d'une offre exceptionnellement plus élevée de la main d'œuvre dans les centres urbains du Niger et du Nigeria. Selon FEWS NET, en 2009, les revenus journaliers seraient en baisse de moitié par rapport à la normale.

Cette année, en raison d'une production très bonne de niébé, les revenus tirés de la vente de ce produit devraient connaître une nette amélioration mais en absence d'appui à la commercialisation comme l'opération niébé de 2008, les prix aux producteurs seraient faibles. Actuellement (octobre) dans les zones de production de niébé comme Maradi le prix du sac de 100 kg se situe à 15.800 F CFA contre environ 20.000 F CFA à la même période en 2008 soit une baisse d'environ 20%.

### 3.3.3 Stratégies développées par les ménages pour faire face aux différents chocs et leur impact sur les actifs et les moyens de subsistance des ménages

La vulnérabilité étant définie comme l'exposition à un risque atténuée par la capacité à y faire face, les stratégies développées par les ménages pour se procurer de la nourriture constituent une dimension importante dans l'analyse de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire des ménages. Plusieurs approches dans la littérature utilisent un indicateur composite des stratégies développées par les ménages au cours d'une période déterminée pour mesurer l'accès des ménages à la nourriture<sup>14</sup>. Ces dernières années, des recherches conjointes entreprises par plusieurs institutions internationales spécialisées et des institutions de recherche ont développé une méthodologie commune aussi bien dans la phase conceptuelle que dans la phase d'analyse. Une pondération a été universellement déterminée mais tout en restant modulable et adaptable au contexte local.

Les enquêtes approfondies sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire conduites au Niger ont développé ce module sur les stratégies des ménages suivant les derniers développements méthodologiques en vigueur<sup>15</sup>.

Le graphique ci-dessous donne l'évolution des stratégies collectées de façon similaire au cours des différentes enquêtes et à différentes périodes de l'année et permet d'observer que les ménages ruraux nigériens se sont confrontés à des difficultés d'accès alimentaires de manière plus intensive et massive en 2009 par rapport à une année de bonne production agricole comme celle de 2008. Tandis qu'en décembre 2008 seulement 24% des ménages ont eu recours à la consommation d'aliments moins préférés que d'habitude, en décembre 2009 environ 45% des ménages et 52% en avril 2010 ont eu recours à cette stratégie. Si de façon générale le recours à la consommation d'aliments moins préférés est considérée comme une stratégie normale d'adaptation, son utilisation par une proportion élevée de ménages dès les récoltes est un signe d'alertes en ce qui concerne la mauvaise situation alimentaire qui se développait. Sur l'ensemble des stratégies considérées, on a noté que la proportion de ménages qui ont eu recours aux différentes stratégies : consommation d'aliments moins préférés, emprunt de nourriture, diminution de la quantité consommée... en fin de campagne agricole de 2009 et pendant la période de soudure de 2010 est de deux à quatre fois plus élevée par rapport à une année normale comme celle de 2008.

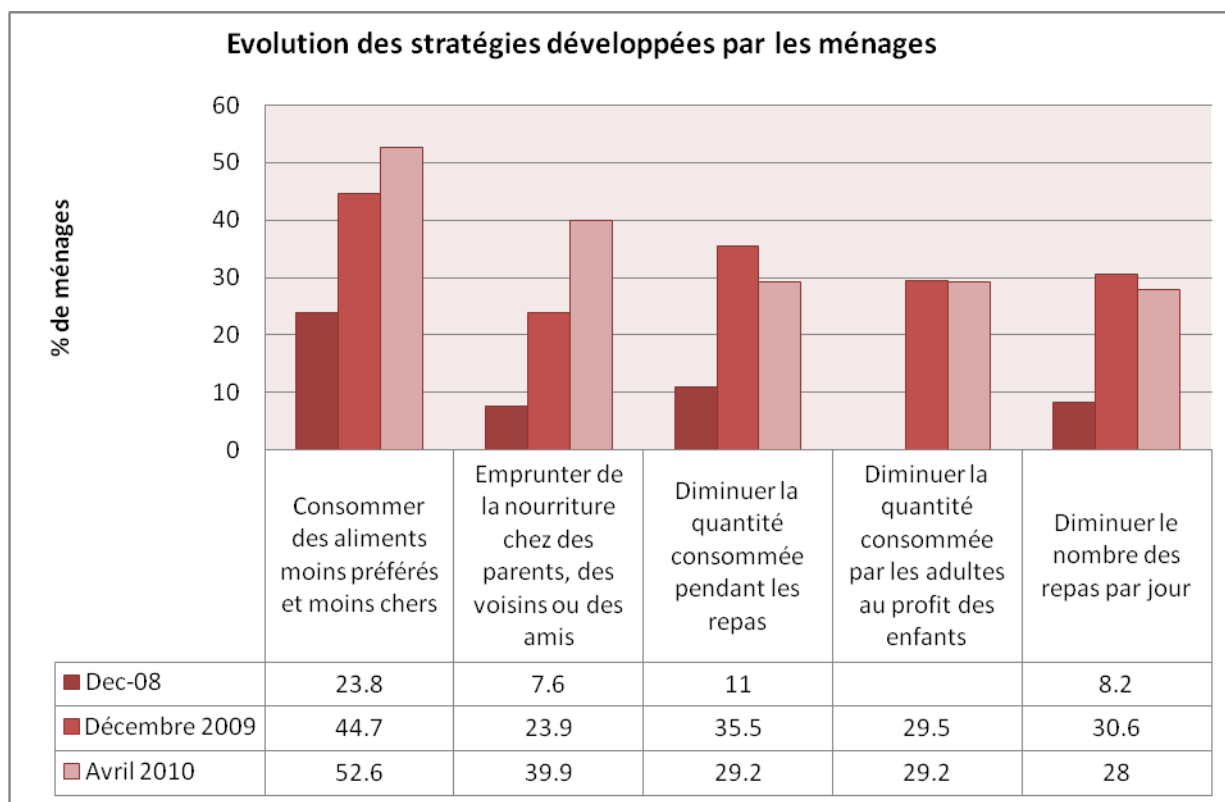
---

<sup>14</sup> Voir notamment Echelle de l'Accès déterminant

**l'Insécurité alimentaire des Ménages (HFIAS) pour la Mesure de l'Accès alimentaire des Ménages : Guide d'Indicateurs (FANTA) ;**

<sup>15</sup> **Coping strategy index manuel (CARE, USAID, WFP, FIC, TANGO)**

Graphique 5 : Evolution des stratégies développées par les ménages



Le tableau ci-dessous examine la proportion des ménages qui ont développé ces stratégies selon leur niveau d'insécurité alimentaire à partir des données de l'enquête ménage d'avril 2010 et permet d'observer que les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire sont également ceux qui ont le plus développé ces stratégies. Par exemple 16,6% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont consommé les semences contre 9,4% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée, 7,4% des ménages à risque d'insécurité alimentaire et 3,8% pour les ménages en sécurité alimentaire. De même la consommation d'aliments de pénurie, le départ inhabituel d'actifs ou la vente d'animaux reproducteurs ont concerné davantage une proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée.

**Tableau 4 : Stratégies de survie des ménages**

Stratégies de survie	Classes d'insécurité alimentaire				Ensemble
	Sévère	Modérée	A risque	En sécurité alimentaire	
Consommer des aliments moins préféré car moins chers	78,9	45,1	53,9	28,7	52,6
Emprunter de la nourriture ou dépendre de l'aide des amis ou parents	46,2	20,2	16,2	6,5	22,1
Diminuer la quantité consommée lors des repas	74,9	33,9	34,6	16,1	39,9
Diminuer la quantité consommée par les adultes au profit des enfants	62,6	24,2	22,2	9,3	29,2
Diminuer le nombre de repas par jour	59,7	23,7	20,3	10,7	28,0
<b>Moyenne indice de stratégie de survie (reduced coping strategie index)</b>	<b>17,4</b>	<b>7,2</b>	<b>5,3</b>	<b>2,6</b>	<b>7,9</b>
Consommation des semences	16,6	9,4	7,4	3,8	9,3
Consommation d'aliments de pénéurie	39,4	17,7	13,4	5,2	18,8
Passer toute une journée sans manger	19,0	8,1	4,0	1,8	8,0
Départs inhabituels d'actifs	23,4	11,6	12,9	7,9	13,9
Vente d'animaux reproducteurs	28,4	21,2	26,3	20,6	24,4
Vente de biens non productifs	7,0	3,4	3,3	2,3	3,9
Vente de biens productifs	4,3	2,5	4,5	5,3	4,0

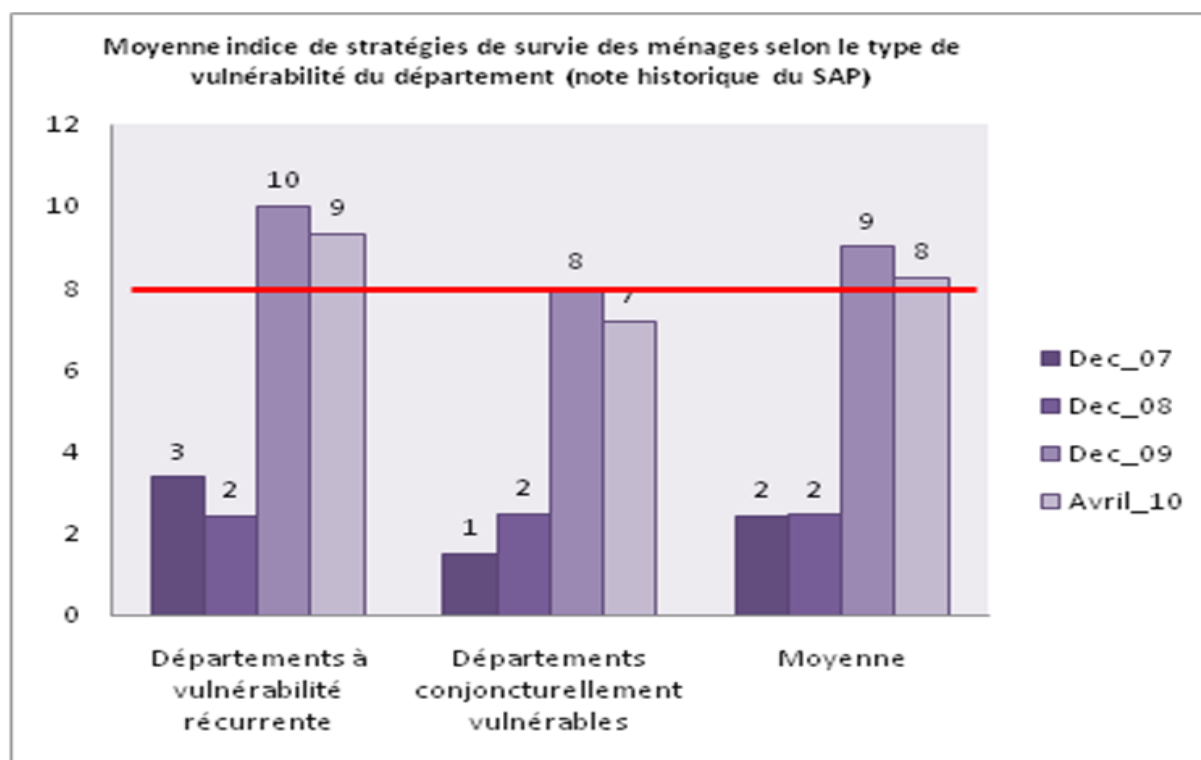
Les graphiques N°15 en annexe permettent également d'examiner l'évolution de l'indice de stratégie de survie selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et selon leur niveau de pauvreté économique. Il ressort que les ménages les plus pauvres sont ceux qui ont eu un recours intensif à ces stratégies de résilience au cours du temps. Ces résultats montrent que l'utilisation répétée de ces stratégies même de premier ordre finit par affecté durablement les capacités de recouvrement de ces ménages et les enfonce au fil des années dans une situation de précarité alimentaire avec un affaiblissement continue de leur capacité de résistance aux chocs.

Une décomposition de l'indice selon le niveau de vulnérabilité des départements suivant l'analyse historique de la note de vulnérabilité du SAP, révèle que les ménages des départements à vulnérabilité récurrente majoritairement concentrés dans la zone agro pastorale et pastorale



sont ceux qui ont eu le plus recours à ces stratégies. En d'autres termes, les difficultés d'accès et l'érosion progressive de la capacité de résilience des ménages suite aux chocs récurrents ont été plus marqués dans les zones pastorales et agro pastorale du pays.

**Graphique 6: Evolution de l'indice moyen de stratégie de survie selon niveau de vulnérabilité des départements**



L'examen des autres stratégies développées par les ménages notamment la décapitalisation (la vente de biens productifs et d'animaux reproducteurs) ainsi que le départ inhabituel d'actifs en exode qui sont souvent considérées comme des stratégies extrêmes et la manifestation d'une crise aiguë nous conduit à formuler également plusieurs conclusions. La décapitalisation a été très importante cette année pour l'ensemble des ménages par rapport à la normale. Le pourcentage de ménages qui ont vendu des animaux pour faire face à des difficultés alimentaires est passé d'environ 13% en décembre 2007 qui est une année de bonne production agricole et pastorale à 41% en décembre 2009. En ce qui concerne la zone pastorale, on note une augmentation progressive de la proportion de ménages qui ont vendu des animaux reproducteurs depuis 2007 (21,8% des ménages en décembre 2007, 33,6% en décembre 2008 et 52,1% en décembre 2009 soit un ménage sur deux). La proportion des ménages qui ont vendu des animaux reproducteurs en zone agro pastorale dès décembre 2009 est de 41,4% contre 30,6% en zone

agricole. De même, 20% des ménages de la zone pastorale ont déclaré avoir vendu des biens productifs dès décembre 2009 contre 13% en zone agro pastorale et 9% en zone agricole.

Il ressort également que les ménages les plus pauvres sont ceux qui ont eu un recours plus intensif à ces stratégies de résilience au cours du temps.

Bien que certaines de ces stratégies permettent aux ménages de faire face aux chocs à court terme et les aident à arrondir leur revenu, en réalité ils décapitalisent les ménages de leurs actifs productifs (capital naturel, capital humain et capital financier), les rendant ainsi plus vulnérables à une insécurité alimentaire future. Le tableau ci-dessous examine la proportion des ménages qui ont développé ces stratégies selon leur niveau d'insécurité alimentaire à partir des données de l'enquête ménage d'avril 2010 et permet d'observer que les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire sont également ceux qui ont le plus développé ces stratégies extrêmes. Par exemple 16,6% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont consommé les semences contre 9,4% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée, 7,4% des ménages à risque d'insécurité alimentaire et 3,8% pour les ménages en sécurité alimentaire. De même la consommation d'aliments de pénurie, le départ inhabituel d'actifs ou la vente d'animaux reproducteurs ont concerné davantage une proportion de ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée. Globalement la vente d'animaux reproducteurs a concerné 24,4% des ménages, la consommation d'aliments de pénurie a touché 18,8% des ménages tandis que le départ inhabituel d'actif a affecté 13,9% des ménages.

**Tableau 5: Stratégies extrêmes développées par les ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire**

Stratégies	Classes d'insécurité alimentaire				Ensemble
	Severe	Modérée	A risque	Sécurité alimentaire	
Consommation des semences	16.6%	9.4%	7.4%	3.8%	9.3%
Consommation d'aliments de pénurie	39.4%	17.7%	13.4%	5.2%	18.8%
Passer toute une journée sans manger	19.0%	8.1%	4.0%	1.8%	8.0%
Départs inhabituels d'actifs	23.4%	11.6%	12.9%	7.9%	13.9%
Vente d'animaux reproducteurs	28.4%	21.2%	26.3%	20.6%	24.4%
Vente de biens non productifs	7.0%	3.4%	3.3%	2.3%	3.9%
Vente de biens productifs	4.3%	2.5%	4.5%	5.3%	4.0%
Vente de terres	3.4%	1.1%	1.4%	0.7%	1.6%

*Ces résultats montrent que l'utilisation répétée de ces stratégies même les moins sévères a fini par affecté durablement les capacités de recouvrement de ces ménages et les enfonce au fil des années dans une situation de précarité alimentaire avec un affaiblissement continue de leur capacité de résistance aux chocs.*

### 3.3.4 Endettement des ménages

*L'affaiblissement du pouvoir d'achat lié à la perte de revenus agricoles et de l'élevage suite aux chocs récurrents a poussé beaucoup de ménages dans un cercle vicieux d'endettement.*

*Bien que les données collectées portent sur une période relativement courte (fin des récoltes 2009 à avril 2010) et ne concernent pas la majeure partie de la période de soudure pendant laquelle les ménages s'endettent beaucoup, l'exploitation des données montre que 38,6% des ménages se sont déjà endettés. Le montant de ces dettes varie d'environ un sac et demi de céréales (127,8 kg dont 90 kg de mil et 15 kg de sorgho) plus environ 38.000 F CFA par ménage. En équivalent mil, les dettes contractées par les ménages représentent déjà en ce début de période de soudure environ 3 sacs et demi de mil de 100 kg. Le taux d'endettement ainsi que le montant des dettes sont plus élevés dans la zone pastorale suivie de la zone agro pastorale et de la zone agricole. En dépit du fait que le taux d'endettement des ménages les plus pauvres et les plus affectés par l'insécurité alimentaire soit plus élevé en termes de proportion (53% des ménages en insécurité alimentaire sévère sont endettés contre 37% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 23% seulement pour les ménages en sécurité alimentaire), le volume moyen de l'endettement est nettement plus élevé chez les ménages les plus aisés traduisant ainsi un pouvoir d'achat et un degré de solvabilité plus élevé chez ces derniers. Le montant moyen des dettes des ménages en sécurité alimentaire est de 142 kg de céréales et de 54.500 F CFA contre 129 kg de céréales et 33.800 F CFA pour les ménages en insécurité alimentaire sévère.*

L'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages d'avril 2010 a introduit des questions relatives à l'endettement des ménages. Les résultats montrent qu'une proportion importante des ménages (38,6%) s'est endettée depuis les dernières récoltes (celles de 2009). Selon les groupes de moyens de subsistance, on note que le taux d'endettement est pratiquement le même. Ce taux dépasse toutefois les 40% pour les groupes de ménages qui dépendent principalement de la vente de bois et de paille (42,3%) de l'artisanat (41,9%).

Le montant de ces dettes varie d'environ un sac et demi de céréales (127,8 kg dont 90 kg de mil et 15 kg de sorgho) plus environ 38.000 F CFA par ménage. En équivalent mil, les dettes contractées par les ménages représentent déjà en début de la période de soudure environ 3 sacs et demi de mil de 100 kg. On note aussi des différences significatives suivant les régions et suivant les zones agro écologiques. Le taux d'endettement est plus élevé dans les zones pastorales (51,5% des ménages) et dans les zones agro pastorales (41,3%) que dans la zone agricole (36,1%). Ce taux se situe à 45,3% des ménages dans la région de Diffa, à 43,4% dans la région de Tahoua et à 41,0% dans la région de Tillabéri. Ils sont en dessous de la moyenne nationale dans les régions de Zinder (38,3%) de Maradi (34,8%) et de Dosso (32,1%). S'agissant du

montant des dettes, on note également qu'il est plus élevé aussi bien en nature qu'en espèce dans les zones pastorales du pays.

**Tableau 6: Endettement des ménages**

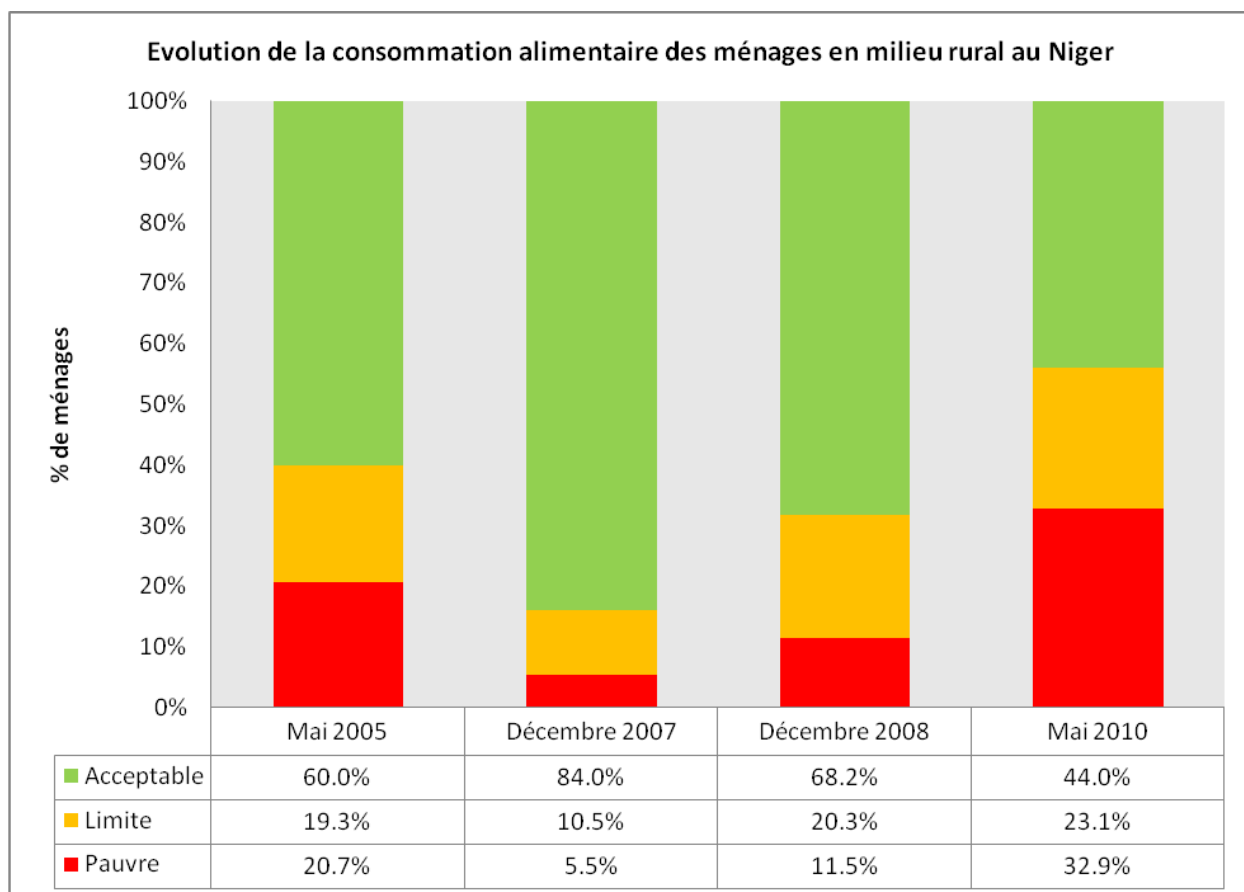
Régions	% de ménages endettés	Mil (en kg)	Sorgho (en kg)	Toutes les céréales (en kg)	En espèce (en F CFA)
Agadez	Nd	Nd	Nd	Nd	nd
Diffa	45.3%	108	4	160.0	42,689.2
Dosso	32.1%	84	7	144.3	33,492.3
Maradi	34.8%	84	9	96.9	28,374.5
Tahoua	43.4%	122	29	165.2	47,230.6
Tillabéry	41.0%	84	20	157.6	41,529.0
Zinder	38.3%	69	10	87.2	36,820.2
Niamey	29.1%	89	2	261.5	50,366.0
<b>Milieu de résidence</b>					
Rural	39.1%	90	15	128.2	37,763.1
Centres urbains	24.0%	53	3	105.0	49,778.0
<b>Zone agro écologique</b>					
Zone agricole	36.1%	80	11	110.1	33,779.9
Zone agro pastorale	41.3%	100	21	146.1	39,179.4
Zone pastorale	51.5%	109	15	164.3	57,447.4
<b>Total</b>	<b>38.6%</b>	<b>90</b>	<b>15</b>	<b>127.8</b>	<b>37,974.0</b>

### 3.3.5 Consommation alimentaire des ménages

*Seules sont présentées ici les données des années pour lesquelles les informations sur la consommation alimentaire des ménages ont été collectées de façon similaire ou comparables d'un point de vue méthodologique suivant les directives du PAM. Ainsi par exemple pour les données de Mai 2006 pour lesquelles des manquements ont été notés en ce qui concerne la consommation des huiles et graisses, les résultats en termes de score de consommation alimentaire ne sont pas présentés dans cette partie.*

La présente session analyse l'évolution de la consommation alimentaire des ménages en termes de fréquence et de diversité alimentaire. Les récentes évaluations conjointes sur la vulnérabilité conduites au Niger ont systématiquement collecté les données sur cette variable. La période de référence porte sur les sept derniers jours et un indicateur composite est calculé (le score de consommation alimentaire) dont la méthodologie de calcul est présentée en annexe du document. Cette analyse permet de catégoriser les ménages en trois groupes : i) consommation alimentaire pauvre (ménages dont le score de consommation alimentaire est en dessous de 28) ii)

consommation alimentaire limite (ménage dont le score de consommation alimentaire est compris entre 28 et 42) iii) consommation alimentaire acceptable (ménage dont le score de consommation alimentaire est supérieur à 42).



L'analyse tendancielle montre clairement que l'indicateur est sensible à la saisonnalité. Les périodes post récoltes (décembre) sont marquées par une meilleure disponibilité au niveau des ménages et donc une meilleure consommation alimentaire. En revanche les périodes de soudure (à partir du mois de Mai) sont marquées par une détérioration de la consommation alimentaire avec une augmentation de la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre. La proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre est estimée à 5,5% en décembre 2007 et à 11,5% en décembre 2008 tandis qu'elle est de 20,7% en mai 2005 contre 32,9% en mai 2010. Parallèlement, la proportion de ménages avec une consommation alimentaire limite est passée de 10,5% en décembre 2007 à 20,3% en décembre 2008 et de 19,3% en mai 2005 à 23,1% en mai 2010.

Au regard de cette analyse, plusieurs observations peuvent être formulées. En premier lieu on note une dégradation importante de la consommation alimentaire des ménages entre décembre 2007 et décembre 2008 en dépit d'une production agricole relativement meilleure en 2008 qu'en 2007 (314 kg par habitant en 2008 contre 280 kg par habitant en 2007). Plusieurs arguments militent en faveur d'une telle configuration des résultats. Il y a tout d'abord la dégradation générale des conditions de vie liée à la faible productivité agricole, à la stagnation économique et à la forte croissance démographique qui ont négativement affecté les indicateurs macro économiques au cours de ces dernières années. Ensuite, l'année 2008 a été surtout marquée par une crise alimentaire induite par la hausse générale des prix des denrées des premières nécessités sur le plan mondial avec des répercussions négatives sur le plan national malgré les efforts d'atténuation entrepris par le gouvernement et ses partenaires.

En second lieu la tendance de l'évolution de la consommation alimentaire entre 2005 et 2010 qui correspondent toutes à une année de crise alimentaire montre que la situation est davantage plus précaire en 2010 qu'en 2005. La proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre étant passée de 20,7% en mai 2005 à 32,9% en mai 2010 tandis que la proportion de ménages avec une consommation alimentaire limitée est passée de 19,3% à 23,1% sur la même période.

### **3.3.5.1 Evolution de la consommation alimentaire selon les zones agro écologiques**

Le tableau ci-dessous donne les tendances de la consommation alimentaire des ménages et montre également une relative dégradation entre d'une part décembre 2007 et 2008 et d'autre part entre mai 2005 et mai 2010 dans toutes les zones. Cette dégradation de la consommation alimentaire est plus marquée dans les zones agricoles et agro pastorales que dans la zone pastorale où on note une situation similaire entre 2005 et 2010. La proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limitée est passée de 39,7% en mai 2005 en zone agricole à 57,6%, de 38,4% à 54,2% en zone agro pastorale contre 44,5% à 49,1% en zone pastorale sur la même période.

**Tableau 7: Evolution de la consommation alimentaire pauvre et limite (% de ménages) selon les zones agro écologiques**

Zones agro écologiques	Mai 2005	Décembre 2007	Décembre 2008	Mai 2010
Zone agricole	39,7 (20,1)	14,9 (5,0)	33,2 (12,3)	57,6 (33,9)
Zone agro pastorale	38,4 (18,7)	16,1 (5,5)	28,2 (9,1)	54,2 (31,9)
Zone pastorale	44,5 (28,0)	12,9 (2,9)	42,2 (14,2)	49,1 (27,7)
Total	40,0 (20,7)	15,1 (5,0)	31,8 (11,3)	56,0 (32,9)

Les chiffres entre parenthèse indiquent les taux de pauvre consommation alimentaire

De même la proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre est passée de 20,1% à 33,9% en zone agricole, de 18,7% à 31,9% en zone agro pastorale contre 28,0% à 27,7% en zone pastorale sur la même période. Cette configuration des résultats montre que la situation alimentaire en 2010 est tout aussi précaire que celle qui prévalait dans la zone pastorale en 2005 et encore plus dans les zones agricoles et agropastorales du pays. Même dans les zones agricoles et agro pastorales, la majorité des ménages ruraux dépendent des marchés pendant la période de soudure pour leur alimentation. De ce fait la vente de bétail constitue le principal moyen d'accès de ces ménages à la nourriture pendant cette période. La dégradation des termes de l'échange en raison d'une mise sur le marché précoce et massive du bétail suite à des difficultés de pâturage et la faible production agricole a engendré un effondrement du pouvoir d'achat aussi bien des éleveurs que des agro pasteurs.

### 3.3.5.2 Evolution de la consommation alimentaire selon les régions

L'analyse de la distribution spatiale de la consommation alimentaire par région montre également que la consommation alimentaire des ménages s'est considérablement dégradée entre 2005 et 2010 dans toutes les régions. Si l'on analyse globalement la proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite, on note une plus forte dégradation de la consommation alimentaire dans les régions de Maradi, Zinder, Tillabéri et Tahoua (cf tableau ci-dessous). Dans l'ensemble, on note une différence allant de 11 à 31 points de pourcentage entre la situation en 2005 et celle de 2010 traduisant aussi bien la sévérité et l'ampleur de la situation alimentaire et nutritionnelle actuelle.

**Tableau 8: % de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite par région**

Régions	Mai 2005	Décembre 2007	Décembre 2008	Mai 2010
Agadez	45,8 (16,8)	19,7 (4,6)	47,8 (15,3)	-
Diffa	44,0 (18,0)	9,5 (1,6)	41,7 (15,2)	55,2 (32,0)
Dosso	48,7 (17,4)	19,7 (8,2)	34,9 (13,5)	60,1 (31,9)
Maradi	30,9 (20,6)	16,3 (6,5)	33,0 (11,0)	62,2 (36,7)
Tahoua	27,0 (12,0)	5,2 (1,3)	25,9 (12,9)	43,8 (28,3)
Tillabéry	48,9 (22,6)	20,8 (10,0)	29,2 (11,1)	66,7 (45,8)
Zinder	32,9 (25,7)	17,1 (2,5)	33,6 (7,8)	51,7 (24,5)
Niamey rural	-	28,1 (10,2)	19,3 (5,4)	55,4 (33,8)
<b>Total</b>	<b>40,0 (20,7)</b>	<b>15,1 (5,0)</b>	<b>31,8 (11,3)</b>	<b>56,0 (32,9)</b>

Les chiffres entre parenthèse indiquent les taux de pauvre consommation alimentaire

### **3.4 IMPACT CUMULE DES CHOCS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**

#### **Note méthodologique enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages**

Mesurer la sécurité alimentaire des ménages est un défi auquel font face les humanitaires, les acteurs de développement et les universitaires depuis plusieurs années. La complexité du phénomène d'étude ainsi que sa grande variabilité dans le temps et l'espace rendent difficile toute harmonisation à une échelle universelle. Ces dernières années, des efforts substantiels ont été faits pour développer des outils adaptés aux besoins et aux spécificités locales sans pour autant se passer pour des méthodes standard et universelles. Au Niger, la mesure de la vulnérabilité a été très longtemps bâtie autour de la production et du déficit agricole sous forme de calcul d'une note de vulnérabilité avec un système de pondération et de seuils par rapport auxquels la sévérité de la situation alimentaire est appréciée. Les récentes recherches sur la sécurité alimentaire ont montré la nécessité de prendre en compte non seulement la disponibilité mais également l'accès des ménages ainsi que l'utilisation des aliments. Depuis 2005, plusieurs améliorations ont été apportées à l'identification des populations vulnérables notamment par la réalisation d'une enquête ménages préalable. Ces enquêtes couvrent plusieurs aspects dont les moyens de subsistance, les dépenses et les revenus, les stratégies développées, la qualité et la diversité des aliments consommés des ménages, la consommation alimentaire des enfants de moins de 24 mois.

La démarche analytique adoptée pour la détermination des populations en insécurité alimentaire basée sur l'analyse des résultats de ces enquêtes peut être résumée en 5 étapes. i) identification des indicateurs d'analyse qui reflètent les 3 dimensions d'analyse de la sécurité alimentaire, ii) une analyse statistique multidimensionnelle des indicateurs retenus, iii) une classification statistique des ménages par rapport aux différents indicateurs retenus en se fondant sur les résultats obtenus à l'étape ii) ; iv) un regroupement de la classification obtenue en groupes homogènes suivant une échelle de sévérité (sévère, modérée, à risque, en



sécurité alimentaire) v) une caractérisation des différents groupes obtenus en se basant sur les caractéristiques sociaux économiques, les moyens de subsistance des ménages ...

Il faut noter que plusieurs options d'analyses sont développées dans la littérature. L'approche par la mesure des kilocalories avec des seuils en dessous duquel un ménage est considéré comme en insécurité alimentaire est utilisée dans plusieurs études de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Dans la pratique, il est toujours très délicat de mesurer avec une certaine exactitude les quantités consommées par les ménages au cours d'une période donnée. Seules les enquêtes à passages multiples telles que les enquêtes budget consommation permettent d'entreprendre une telle démarche. Or ces enquêtes sont très lourdes très coûteuses et demandent beaucoup de temps. Une autre famille d'approche méthodologique est regroupée sous le thème « d'économie alimentaire des ménages » qui varie beaucoup suivant les options et les institutions. Malgré la pertinence et la validité de ces méthodes, elles restent très limitatives à une échelle nationale. Par exemple le « Household Economic Approche » combine une approche qualitative et une approche quantitative qui demande un regroupement à priori des ménages sur une échelle de pauvreté. Elle exige qu'une étude qualitative soit préalablement menée dans la zone d'étude. Pour atténuer toutes ces difficultés plusieurs approches sont développées dans la littérature pour servir d'indicateurs proxy de mesures de la sécurité alimentaire. Les quantités consommées seraient par exemple très liées à la fréquence et à la diversité du régime alimentaire. L'utilisation d'un indicateur basé sur le score de consommation au cours des derniers 24 H ou au cours de la semaine précédant l'enquête pourrait être utilisée pour mesurer l'insécurité alimentaire courante. De même dans la littérature, le coping strategy index (indice de stratégie de survie) est également citée comme un bon indicateur proxy de la sécurité alimentaire des ménages. Si ces indicateurs proxy sont très pertinents dans certains contextes (les populations déplacées, les camps de réfugiés) ou des évaluations sur une communauté donnée, ils le sont moins dans un contexte de vulnérabilité conjoncturelle ou structurelle comme celui du sahel. Par exemple l'utilisation de certaines stratégies est devenue normale à certaines périodes de l'année. De même après les récoltes les ménages ont tendance à avoir des scores de consommation alimentaire très élevés sans pour autant que cela traduise une certaine amélioration de la qualité des aliments consommés. Le bétail joue également un rôle central dans la sécurité alimentaire des ménages sahéliens dont il faut tenir compte dans l'analyse. De plus l'objectif des enquêtes menées après les récoltes est non seulement de mesurer la situation alimentaire courante mais également de faire une projection dans les prochains mois. Les résultats sont généralement utilisés pour mettre en œuvre des actions d'atténuations au profit des populations les plus vulnérables qui sont généralement mises en œuvre 3 à 4 mois après l'enquête. De ce fait les critères de ciblage doivent tenir compte de la capacité future des ménages à faire face aux difficultés alimentaires.

Dans ce contexte, combiner les différentes dimensions d'analyse permettrait de tenir compte de tous ces aspects et refléterait mieux ainsi la situation alimentaire dans le pays. Une combinaison de ces indicateurs fondée sur un système de pondération serait à priori appropriée. En d'autres termes quel poids doit-on accorder à chaque indicateur? La difficulté majeure découle de la réponse à cette question. Un tel système de pondération si il existe devrait être validé à une échelle internationale et nationale. Ce qui n'est pas malheureusement pas le cas. Des techniques statistiques avancées permettent de résoudre ce problème. Une analyse en composantes principales sur les indicateurs d'analyse permet de synthétiser l'information en de nouvelles variables qui sont des combinaisons linéaires des anciennes. Ces nouvelles variables sont exprimées dans une même unité. Les ménages sont ensuite classés suivant les valeurs qu'ils obtiennent par rapport à ces nouvelles variables.

### **Indicateurs utilisés dans le cadre de l'analyse de la vulnérabilité au Niger**

#### **Indicateurs directs pour l'analyse multidimensionnelle**

Score de consommation alimentaire (accès /utilisation) ;  
 roportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales (accès) ;  
 Durée des stocks (disponibilité à l'échelle du ménage ou accès) ;  
 Possession de bétail exprimé en UBT (accès) ;  
 Indice de stratégie de survie (accès)

#### **Indicateurs indirects**

Revenus des ménages ;  
 Dépenses totales ;

Les indicateurs indirects sont utilisés pour d'une part mieux interpréter les résultats obtenus en faisant une analyse en composantes principales sur les indicateurs directs et d'autre part pour valider les classes obtenues et de faire des réajustement si possibles. Par exemple un ménage peut avoir un score de consommation alimentaire très faible mais disposer beaucoup d'animaux, avoir un revenu élevé ou disposer d'un pouvoir d'achat élevé.

**Limites de la méthode.**

Si cette méthodologie permet de tenir compte des différentes dimensions d'analyse de la sécurité alimentaire avec une validité scientifique, elle demande une certaine expertise technique dans la manipulation, le traitement et l'interprétation des données. De plus il n'existe pas des seuils standard en dessous duquel un ménage peut être considéré comme en insécurité alimentaire. Des pseudos seuils sont cependant calculés par le logiciel d'analyse qui permet d'opérer une séparation entre les différentes catégories d'insécurité alimentaire. Par ailleurs les classes obtenues sont généralement trop nombreuses et l'analyse doit opérer des regroupements en un nombre plus restreint de classes (dans ce cas 4 classes). Ce qui demande également une expertise et une bonne connaissance du milieu. Généralement, le regroupement est fait par une équipe d'expert pour aboutir à une bonne classification.

Les chocs, comme la sécheresse, la hausse des prix des denrées alimentaires, les inondations, les invasions acridiennes, les épidémies et les chocs économiques,<sup>16</sup> ont non seulement un impact immédiat sur la sécurité alimentaire des ménages, mais ils peuvent également avoir des conséquences à long terme sur leur capacité de production, augmenter leur niveau d'endettement et de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Bien que le Niger soit exposé à un nombre croissant de chocs de tout genre, ils ne provoquent pas tous des crises alimentaires ou de même envergure. L'impact du choc étant surtout lié à sa sévérité, son ampleur, son échelle mais également à des actifs et stratégies de gestion de risque à l'échelle ménage, communautaire, régionale et nationale. La présente section analyse donc l'impact des différents chocs sur la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux au Niger.

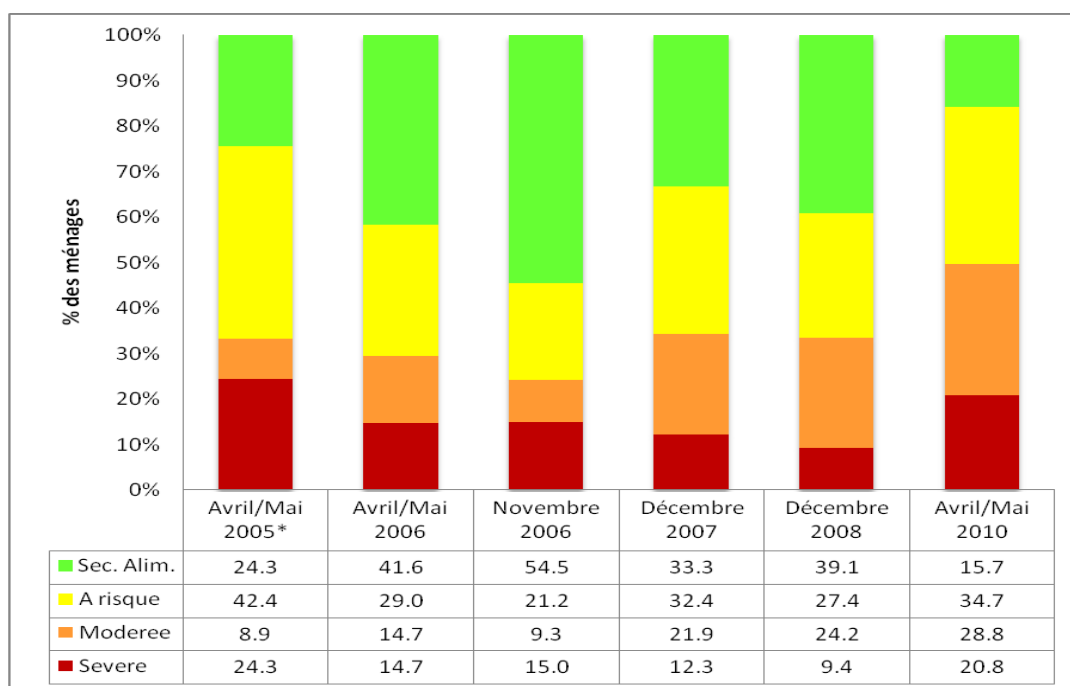
---

<sup>16</sup> L'UNDP (2007) observe deux principaux types de facteurs de risque au Niger: les conflits (entre éleveurs et agriculteurs) et les chocs naturels, comme la sécheresse et les chocs de production.

### 3.4.1 Sur la situation alimentaire des ménages

La présente section analyse l'évolution du nombre de population affectée par l'insécurité alimentaire au Niger au cours des cinq dernières années. Depuis Mai 2006, des évaluations sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ont été conduites au Niger sur la base de méthodologies de collecte et d'analyse similaires et permettent ainsi de donner une tendance sur l'évolution du nombre et de la proportion de personnes affectées par l'insécurité alimentaire dans le temps.

**Graphique 7 : Evolution de l'insécurité alimentaire au Niger : % de ménages**



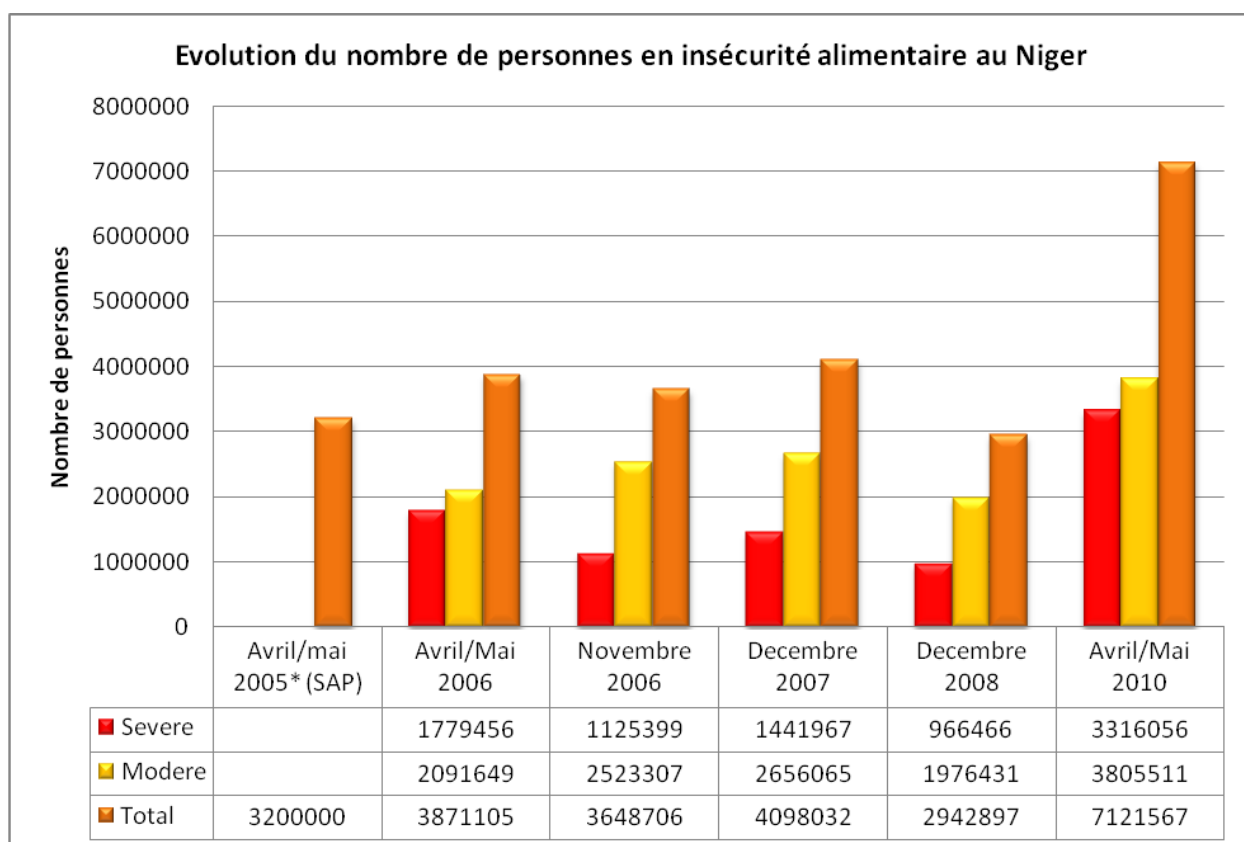
Les évaluations disponibles pour 2005 ne permettent pas de faire une estimation sur la même base. En 2005, le nombre de personnes assistées par l'aide alimentaire a été estimé à 3.200.000 personnes sans qu'il ne soit possible d'opérer une distinction claire entre les personnes sévèrement affectées par l'insécurité alimentaire et celles qui le sont de façon modérée. En d'autres termes, les estimations du Système d'Alertes précoces n'étaient pas basées sur une enquête statistique mais plutôt sur des informations qualitatives collectées au niveau local puis centralisées et traitées à Niamey. La mise en place des enquêtes statistiques à partir de mai 2006 a permis de combler en partie ces insuffisances.

Globalement sur la période pour laquelle ces informations sont disponibles le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère et modérée varie de 3 millions de personnes (soit environ 20% de la population) à 7 millions de personnes (soit environ 48%) de la

population. Le nombre de personnes affectées par l'insécurité sévère varie quant à elle de 900.000 à 3.300.000 personnes soit 9% à 25% de la population rurale. Cette variation montre qu'une majorité des ménages basculent de manière transitoire en insécurité alimentaire tandis qu'une autre partie est dans une forme d'insécurité alimentaire permanente.

L'insécurité alimentaire de type transitoire est liée à des chocs conjoncturels tels que le déficit de production et de pâturage qui affectent la disponibilité alimentaire et réduit le pouvoir d'achat des ménages. La précarité de la situation de cette année a fait basculer un nombre important de la population en insécurité alimentaire sévère ou modérée puisque le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère a augmenté de 86% en mai 2010 (environ 3.3 millions de personnes) par rapport à mai 2006 (environ 1.8 millions de personnes). Globalement, le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère et modérée a augmenté de 84% passant de 3.8 millions en mai 2006 à 7.1 millions en mai 2010.

**Graphique 8 : Evolution du nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire au Niger**



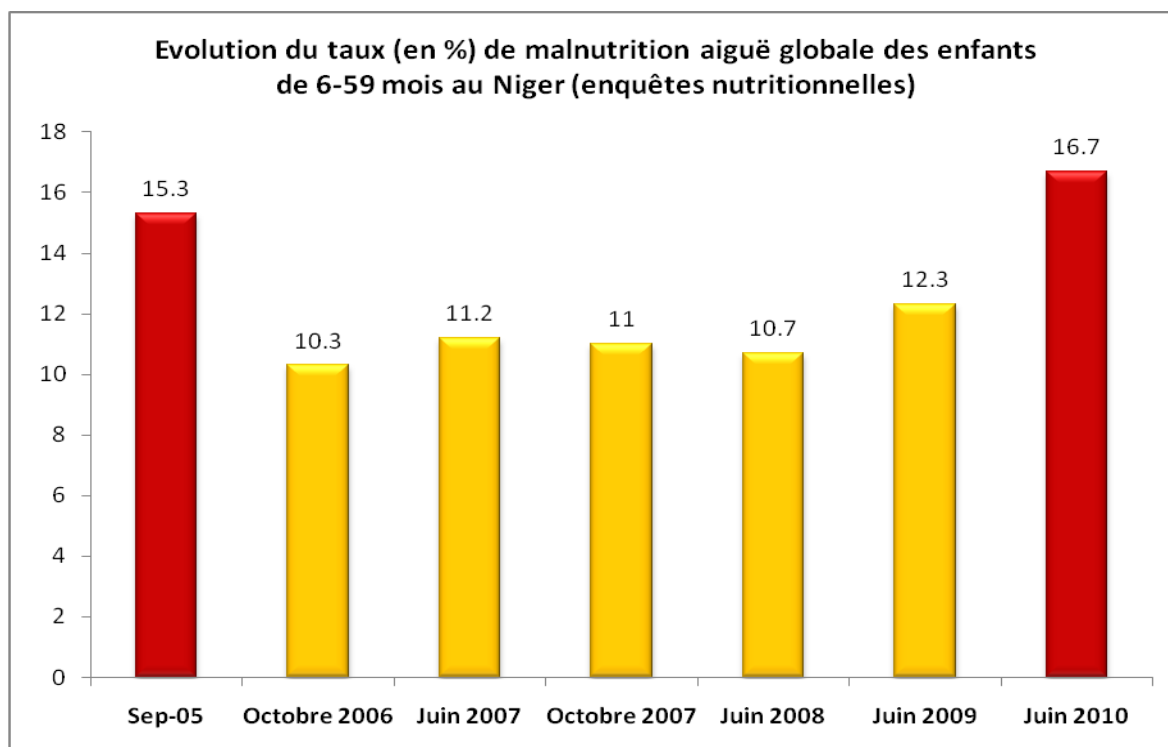
\* Estimation du SAP basée sur les données du suivi permanent.

### 3.4.2 Sur la situation nutritionnelle

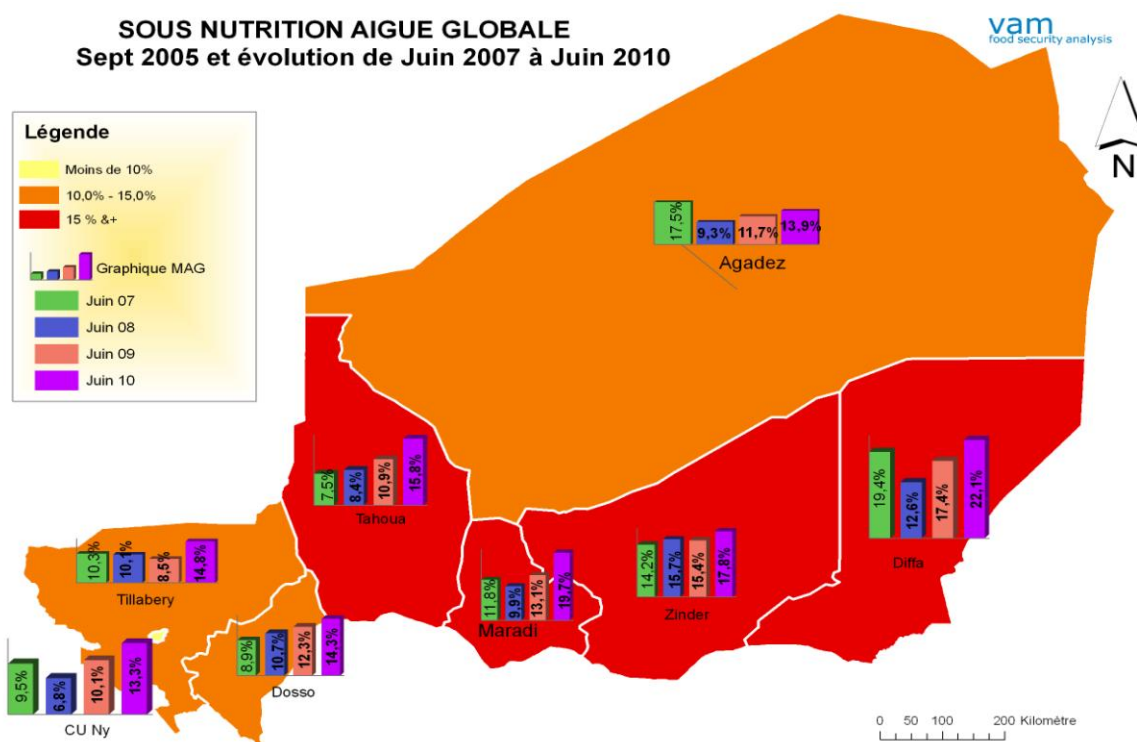
La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans reste préoccupante au Niger. L'évolution du taux de malnutrition aiguë global depuis 2005 montre que les périodes de pic de malnutrition correspondent à des années de crise alimentaire mais la situation reste à un niveau critique même dans les années normales. Le taux de malnutrition aiguë global se situe au-dessus des seuils d'urgence de 15% en 2005 et en 2010 et se maintient à des niveaux variant entre 10% et 12% entre les deux périodes. De même le taux de malnutrition chronique varie entre 40% et 50% indiquant des niveaux de malnutrition anormalement élevés dans le pays depuis des années. La tranche d'âge de 6 à 23 mois est la plus affectée par la malnutrition. La situation de la malnutrition aiguë est très volatile dans le pays et toutes les régions sont affectées. Au cours de ces quatre dernières années, la région de Diffa a enregistré des taux de malnutrition aiguë globale au dessus du seuil d'urgence de 15% et celle de Zinder trois années sur les quatre. En 2010, on a noté une dégradation quasi générale de la situation nutritionnelle des enfants avec des taux de malnutrition aiguë globale se situant à 22,1% dans la région de Diffa, 19,7% dans la région de Maradi, 17,8% dans la région de Zinder et 15,8% dans la région de Tahoua. Des taux de malnutrition aiguë de plus de 15% étaient également enregistrés dans les mêmes régions pendant la crise alimentaire de 2005.

La malnutrition touche également les femmes et les nouveaux nés. Selon l'enquête démographique et de santé de 2006, 19% des femmes en âge de procréer ont un indice de masse corporelle inférieur à 18,5 et sont de ce fait malnutries. En outre, 20,5% des enfants naissent avec un poids inférieur à 2,5 kg avec des variations allant de 7,5% à Tillabéri à 43% à Tahoua. D'après la même enquête, la prévalence de l'anémie chez les enfants de 6 à 56 mois est de 84%, de 61% chez les femmes enceintes et de 42% chez les femmes allaitantes.

Graphique 9 : Evolution du taux de malnutrition aiguë global



Carte 4: Evolution de la sous nutrition aiguë globale



## **4 ANALYSE COMPLEMENTAIRE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES MENAGES RURAUX A PARTIR DE L'ENQUETE VULNERABILITE DES MENAGES D'AVRIL 2010**

### **4.1.1 Insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance**

L'analyse selon les groupes de moyens de subsistance revêt une importance particulière pour connaître les catégories de ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire pour le ciblage des interventions appropriées. En pratique, la définition de ces groupes de moyens de subsistance s'avère complexe en raison d'une part des difficultés pour collecter d'informations fiables sur les sources de revenu et d'autre part de la forte variance qui caractérise ces données. Plusieurs approches sont adoptées dans la pratique. L'approche à priori consiste à définir les groupes de moyens de subsistance avant même de collecter les données (Household economy approach par exemple) tandis que celle à posteriori consiste à fonder l'analyse sur les données déjà collectées. Cette dernière approche est utilisée par le PAM dans le cadre des enquêtes sur la sécurité alimentaire au Niger. Les questionnaires développés renseignent sur les différentes sources de revenu ainsi que leur contribution au revenu global. Une classification est à cet opérée en fonction de la configuration des données pour regrouper les ménages suivant leurs sources de revenu et leurs contribution à l'aide de méthode statistique avancée (analyse en composante principale suivie de classification). Bien que moins coûteuse et plus rapide en pratique, cette méthodologie comporte cependant une limite majeure : celle de la comparabilité dans le temps étant donné que les résultats sont fonction des données collectées. Néanmoins une telle analyse reste pertinente pour orienter les décisions du moment.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de cette analyse (effectuée sur les données collectées en avril 2010) et montre la prédominance des activités agro pastorales dans les sources de revenu des ménages comme on s'y attendait. L'association de l'agriculture et de l'élevage (agro pasteurs) constituent les principales sources de revenu pour 18% des ménages tandis que l'agriculture constitue à elle seule la principale source de revenu pour 17% des ménages. Environ 5% seulement des ménages dépendent exclusivement de l'élevage mais ce résultat est certainement lié au fait que l'échantillonnage est essentiellement constitué de ménages sédentaires et inclus donc très peu de ménages pastoraux transhumants. Au total, les activités agro pastorales constituent la principale source de revenu pour environ 40% des ménages ruraux nigériens. Si cette dépendance vis-à-vis des activités agro pastorale reste importante, on note que les différentes mutations qui ont affecté les systèmes de production sahéliens ces dernières années ont favorisé l'émergence d'activités génératrices de revenu et de survie comme le petit commerce qui constitue la source de principale pour 23% des ménages, le travail journalier (9% des ménages) et la dépendance des transferts des migrants (9.4% des ménages). La proportion de

ménages qui dépendent des autres sources de revenu est plutôt marginale : salarié (3,5%), artisanat (3,3%), vente de bois et de paille (2,9%), commerce (1,8%).

Si l'on focalise plus spécifiquement l'analyse sur les revenus de la migration, plusieurs conclusions peuvent être formulées. Tout d'abord comme dans la plupart des pays en voie de développement, le Niger connaît également un exode rural massif particulièrement intense au cours de ces dernières années.

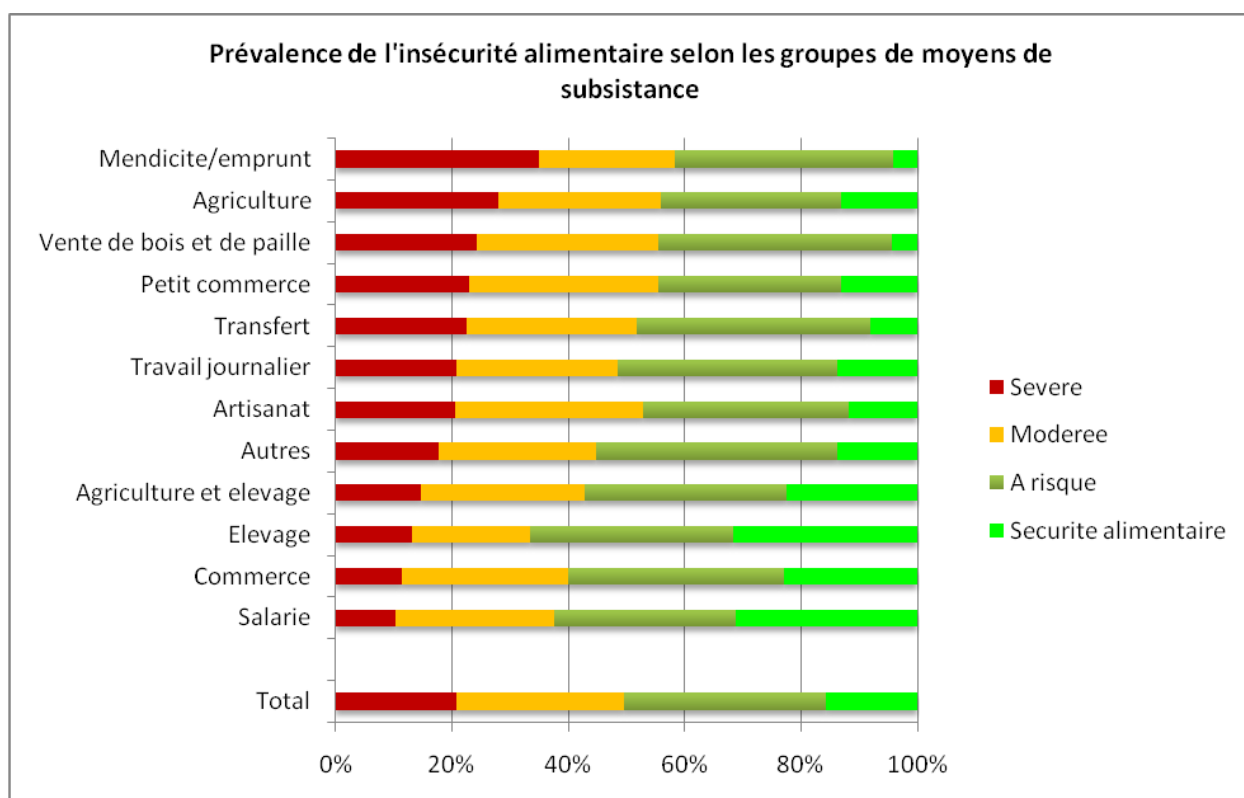
En plus de cet exode rural traditionnel et souvent définitif privant ainsi le monde rural d'une partie de sa main d'œuvre valide, se greffe un exode de type transitoire dont l'intensité et la durée varient selon la configuration de la campagne agricole. Les années de faible production agricole sont souvent accompagnées d'un exode massif et précoce dont la destination varie en fonction souvent des opportunités économiques et de la proximité géographique. Les principales destinations sont les grandes villes internes mais également le Nigeria et d'autres pays de la région : Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Ghana voire la Libye. Souvent cet exode est soumis à des aléas de tout genre et les revenus tirés sont trop instables et trop faibles pour couvrir les besoins du reste de la famille restée sur place. En particulier, une plus grande incertitude caractérise les revenus de courte durée parce que également fonction des opportunités économiques du moment et surtout de l'offre de main d'œuvre. Dans les années difficiles comme celles-ci l'offre de main d'œuvre dépasse de loin les possibilités d'emploi et en conséquence les taux de rémunération sont souvent ajustés à la baisse augmentant ainsi la vulnérabilité des ménages. Traditionnellement, la zone agro pastorale est celle qui est la plus affectée par des phénomènes migratoires en raison de sa grande vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et l'extrême sud de la zone agricole à cause de sa proximité avec le Nigeria. A cet égard, l'analyse de la distribution des ménages suivant les zones agro écologiques montre que 10.1% des ménages de la zone agro pastorale et 9.2% des ménages de la zone agricole sont dépendants des revenus des transferts contre 7.7% pour la zone pastorale.

L'analyse de la distribution de l'insécurité alimentaire selon ces groupes de moyens de subsistance montre des prévalences **d'insécurité alimentaire sévère plus élevées parmi : les ménages très vulnérables dépendants de la mendicité et des réseaux de solidarité (35% des ménages de ce groupe sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère), les ménages dépendants uniquement des revenus agricoles (28% des ménages de ce groupe) sans doute très touchés par le choc de production, les ménages dépendants des sources de revenu précaires comme la vente de bois et de paille (24,3% des ménages), le petit commerce (23,1% des ménages), les ménages dépendants des transferts (22,5%). Il est également possible que le taux d'insécurité alimentaire des éleveurs soit en réalité plus élevé que le niveau affiché en raison de l'échantillonnage basé uniquement sur les ménages sédentaires et n'incluant donc pas les éleveurs transhumants.**



**Tableau 9: Insécurité alimentaire selon les groupes de moyen de subsistance**

Groupes de moyens de subsistance	% de ménages	Classes d'insécurité alimentaire				Total
		Severe	Modérée	A risqué	Sécurité alimentaire	
Agriculture et élevage	17.5%	14.6%	28.2%	34.7%	22.5%	100%
Agriculture	16.9%	28.0%	27.8%	31.0%	13.1%	100%
Élevage	5.1%	13.1%	20.3%	34.8%	31.7%	100%
Petit commerce	22.9%	23.1%	32.4%	31.5%	13.1%	100%
Travail journalier	10.4%	20.8%	27.7%	37.6%	13.8%	100%
Transfert	9.4%	22.5%	29.2%	40.1%	8.1%	100%
Vente de bois/paille	2.9%	24.3%	31.2%	40.2%	4.3%	100%
Salarié	3.5%	10.2%	27.3%	31.3%	31.1%	100%
Artisanat	3.3%	20.5%	32.3%	35.4%	11.8%	100%
Commerce	1.8%	11.5%	28.4%	37.2%	22.9%	100%
Mendicité/emprunt	1.2%	35.0%	23.3%	37.5%	4.2%	100%
Autres	5.0%	17.7%	27.0%	41.6%	13.7%	100%
<b>Total</b>	<b>100.0%</b>	<b>20.8%</b>	<b>28.8%</b>	<b>34.7%</b>	<b>15.7%</b>	<b>100%</b>

**Graphique 10: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance**

Si globalement le nombre moyen de sources de revenu par ménage est de deux, on note une large gamme d'activités pour lesquelles les ménages optent. En dehors des ménages qui dépendent uniquement de la production agricole ou de l'élevage pour lesquelles la contribution de ces activités au revenu global du ménage atteint 90% et plus, la contribution des autres activités dans les autres groupes de moyens de subsistance est comprise entre 50% et 60%. Par exemple la contribution du travail journalier dans le revenu global des ménages qui dépendent principalement de cette source de revenu est de 60%. Celle du petit commerce pour les ménages qui en dépendent principalement est de 64%.

#### **4.1.2 Dimension spatiale des moyens de subsistance**

Au-delà de ces constats, le recoupement de cette analyse avec les zones agro écologiques confirme les différentes mutations qui s'opèrent en ce qui concerne la diversification des sources de revenu en dehors des activités traditionnelles qui caractérisent chaque zone. On peut noter par exemple que les activités agro pastorales ne se limitent plus uniquement à la zone agro pastorale mais concernent davantage plus de ménages de la zone agricole : l'association de l'agriculture et de l'élevage étant la principale source de revenu pour 18,8% des ménages de la zone agricole contre 14,9% des ménages de la zone agro pastorale et 17,2% des ménages de la zone pastorale. On note en revanche que les activités génératrices de revenu telles que le petit commerce sont maintenant plus répandues dans la zone agro pastorale (25,6% des ménages) suivie de la zone agricole (22,7% des ménages) contre 13,6% pour la zone pastorale. Pour la zone pastorale, l'élevage constitue naturellement l'une des principales activités (il constitue la principale source de revenu pour 18,7% des ménages de cette zone) suivie des activités agro pastorales (17,2% des ménages).

**Tableau 10: Répartition en % des ménages selon les groupes de moyens de subsistance**

Groupe de moyens de subsistance	Zone agricole	Zone agro pastorale	Zone pastorale et désertique	Total
Agriculture et élevage	18.8%	14.9%	17.2%	17.5%
Agriculture	19.2%	14.1%	7.1%	16.9%
Elevage	3.8%	4.9%	18.7%	5.1%
Petit commerce	22.7%	25.6%	13.6%	22.9%
Travail journalier	9.3%	12.3%	13.3%	10.4%
Transfert	9.2%	10.1%	7.7%	9.4%
Vente de bois et de paille	3.0%	2.7%	3.3%	2.9%
Salarie	3.3%	3.9%	3.7%	3.5%
Artisanat	2.7%	4.1%	5.4%	3.3%
Commerce	1.7%	2.2%	1.9%	1.8%
Mendicite/emprunt	1.4%	0.9%	1.1%	1.2%
Autres	5.1%	4.4%	7.0%	5.0%
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

### 4.1.3 Pauvreté et insécurité alimentaire

#### *L'insécurité alimentaire touche avant tout les ménages les plus pauvres*

##### *Les différentes approches de la pauvreté*

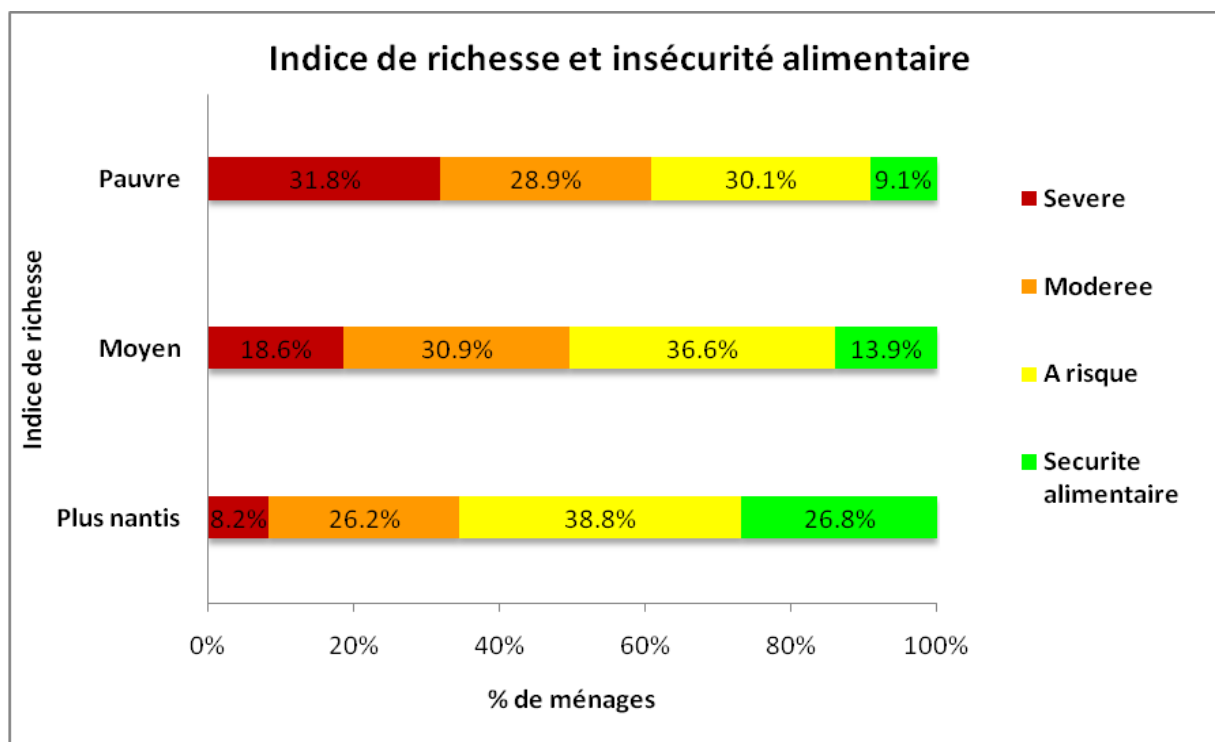
*Deux approches sont souvent citées dans la littérature en ce qui concerne la pauvreté. Les approches dites welfaristes et celles dites non welfaristes. L'approche welfariste ou utilitariste se réfère au concept microéconomique de l'utilité c'est-à-dire la satisfaction que les individus tirent de leur consommation de bien et services. La pauvreté serait donc associée à un niveau de satisfaction ou d'utilité jugé insuffisant ou inacceptable. Quant au courant non welfariste, il se distingue en deux approches : i) l'approche selon les besoins de base et ii) l'approche selon les capacités de Amartya Sen. L'approche selon les besoins de base met l'accent sur un sous ensemble de biens et services spécifiquement identifiés et perçus comme besoin de base de tous les individus ou ménages de la population. La pauvreté serait donc associée à la non satisfaction des besoins de base. Quant à l'approche suivant les capacités, la pauvreté serait associée à un manque de capacité à réaliser un fonctionnement acceptable dans la société. Les fondements de ces approches portent en particulier sur le choix de l'indicateur pour mesurer le niveau de vie. L'école welfariste privilégie l'utilisation des revenus et des dépenses pour mesurer le bien-être tandis que l'école non welfariste privilégie plusieurs indicateurs unidimensionnels tels que l'éducation, la santé, l'eau, le logement, les indicateurs d'accès et de capacité.*

Il apparaît que la mesure des indicateurs tels que les revenus et les dépenses s'avère complexe et difficile à collecter avec un niveau de précision acceptable dans la plupart des enquêtes socio économiques telles que les enquêtes sur la sécurité alimentaire ou les enquêtes démographiques et de santé. Seules les enquêtes budget et consommation destinées à mesurer le niveau de vie des ménages peuvent fournir de telles informations avec un certain niveau de fiabilité. En revanche, la plupart des enquêtes socio économiques incluent des informations sur les caractéristiques socio économiques des ménages tels que les caractéristiques du logement, l'accès à l'eau potable, le niveau d'éducation ainsi que sur les avoirs des ménages. Ces dernières années, plusieurs développements méthodologiques ont été menés dans le but de mieux valoriser ces données et de construire un indicateur simple pour déterminer le statut économique des ménages (voir notamment : The DHS wealth index). Le PAM utilise aussi cet indicateur dans la plupart de ses analyses (voir Comprehensive Food Security & Vulnerability Analysis Guidelines). La méthodologie est basée sur une analyse multidimensionnelle<sup>17</sup> des avoirs et dans certains cas des indicateurs d'accès des ménages pour finalement classer les ménages suivant leur statut économique : pauvre, moyen ou plus nantis. Ces résultats sont obtenus en ordonnant l'indicateur composite obtenu à la suite de l'analyse multidimensionnelle soit en quintile ou en tercile (ici les terciles).

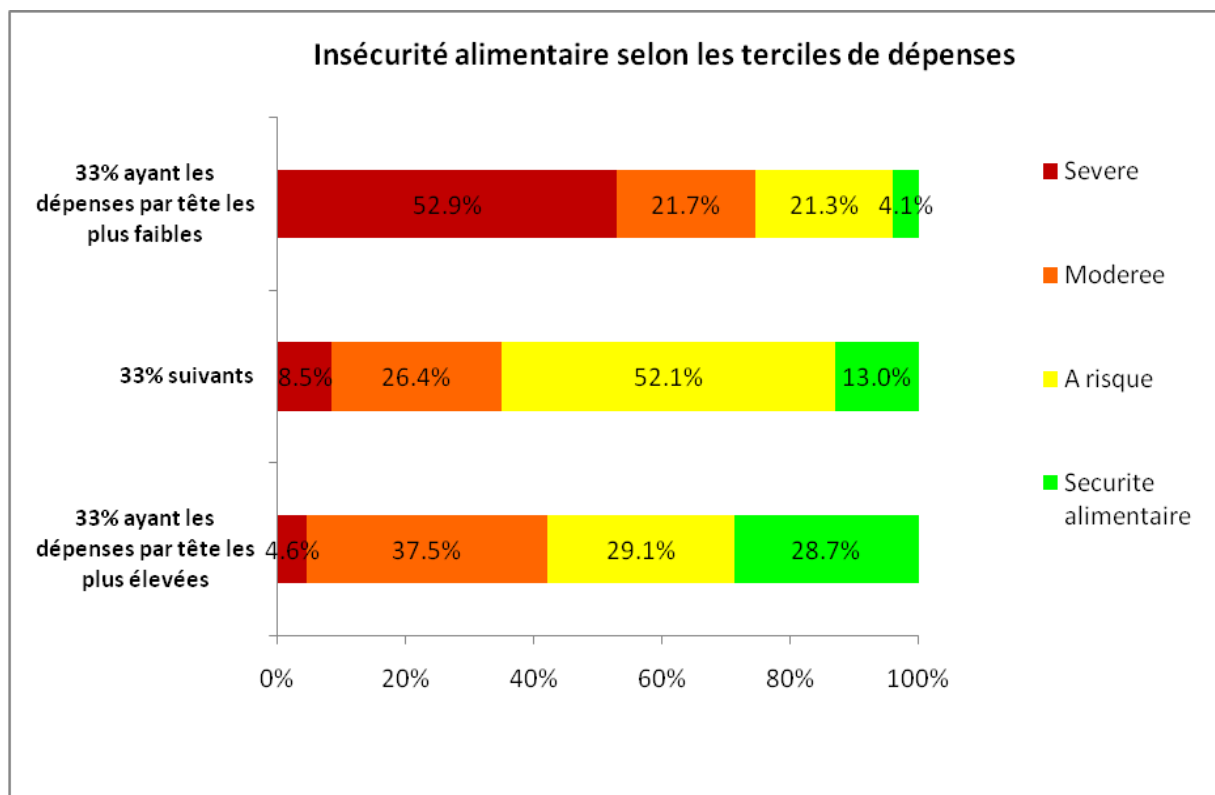
---

<sup>17</sup> Voir la liste des avoirs utilisés dans le cadre de cette analyse en annexe du document

Graphique 11: Distribution de l'insécurité alimentaire (% des ménages) suivant l'indice de richesse



Graphique 12: Distribution de l'insécurité alimentaire (% des ménages) suivant les terciles des dépenses



Les graphiques ci-dessus permettent d'analyser la distribution de l'insécurité alimentaire au sein des groupes de ménages les plus pauvres suivant deux méthodologies différentes favorisant ainsi une triangulation des résultats. Le premier graphique (N°10) donne la distribution de l'insécurité alimentaire selon le niveau de richesse des ménages mesuré par l'indice de richesse basé sur une analyse multi variée des différents biens possédés par les ménages. Les ménages sont regroupés en trois catégories : pauvre (33% qui possèdent les valeurs les plus faibles pour l'indice), moyen (les 33% suivants) et plus nantis (les derniers 33%).

Le second graphique (N° 11) est basé sur la catégorisation des dépenses globales par tête des ménages en trois groupes. Le premier groupe (33% de la population) est celui qui enregistre les dépenses par tête les plus faibles, le troisième groupe concerne les 33% de la population qui ont des dépenses globales par tête les plus élevées tandis que les valeurs du second groupe se situent entre ces deux groupes extrêmes.

L'analyse de la distribution de l'insécurité alimentaire selon le niveau de pauvreté des ménages montre que l'insécurité alimentaire touche avant tout les ménages les plus pauvres. Le taux d'insécurité alimentaire sévère parmi les ménages les plus pauvres est de 31,8% contre 18,6% pour les ménages « moyens » et 8,2% seulement pour les ménages les plus nantis. Globalement, l'insécurité alimentaire sévère et modérée affecte 60,7% des ménages les plus pauvres, 49,5% des ménages moyens et 34,4% des ménages les plus nantis. Les mêmes tendances sont observées en ce qui concerne l'analyse selon les terciles de dépenses : Le taux d'insécurité alimentaire sévère parmi les 33% disposant des revenus les faibles de la population est de 52,9% contre 8,5% pour le groupe suivants et 4,6% seulement pour le dernier groupe le moins pauvre.

#### **4.1.4 Dépenses des ménages et insécurité alimentaire**

Au Niger, environ 62% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté avec des différences significatives en ce qui concerne sa répartition spatiale. Comme dans bien d'autres pays d'Afrique subsaharienne, la pauvreté est plus importante en zone rurale (65,7 pour cent) qu'en zone urbaine (55,5 pour cent). Les variations régionales de la pauvreté suivent également ce modèle de répartition: les régions majoritairement rurales du pays comme Maradi (79,7 pour cent), Tillabéry (68,9 pour cent) et Dosso (67,3 pour cent) ont l'incidence de pauvreté la plus élevée alors que dans les régions majoritairement urbaines de Niamey, cette incidence n'atteint que 27.1 pour cent. La forte dépendance des activités agricoles de subsistance soumises à de fortes variations climatiques combinée avec le faible taux de croissance économique et une forte

croissance démographique ont maintenu l'incidence de la pauvreté à un niveau constant depuis 1993.

Cette section analyse la distribution des dépenses alimentaires et non alimentaires des ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire ainsi que la part moyenne du budget affectée à l'alimentation par les ménages. Il faut noter que les données collectées sur les dépenses des ménages ne sont pas exhaustives comme dans les enquêtes budget et consommation qui permettent d'estimer avec plus de précision les dépenses des ménages. Les résultats constituent néanmoins des indications assez fiables pour établir le profil d'insécurité alimentaire. Globalement les dépenses moyennes mensuelles par ménage sont estimées à 47.045 F CFA soit environ 290 F CFA (environ 0.58 \$ US) par jour et par tête. Les dépenses alimentaires mensuelles par ménage sont estimées à 33.653 F Cfa tandis que les dépenses non alimentaires sont estimées à 13.392 F CFA. L'analyse montre également que d'une manière générale au moment de l'enquête (avril 2010), les ménages affectent en moyenne 70% de leur budget à l'achat de la nourriture leur laissant ainsi très peu de marge de manœuvre pour faire face aux autres dépenses vitales comme la santé et l'éducation. En dehors des ménages en sécurité alimentaire qui affectent moins de 70% de leurs dépenses à l'alimentation (64%), il n'y a pas de différences significatives suivant le niveau d'insécurité alimentaire des autres groupes de ménages qui consacrent entre 70 et 72% de leur budget à l'achat de la nourriture. De même si l'on regarde la distribution des dépenses selon le niveau de richesse des ménages, on note une corrélation très forte entre le niveau des dépenses et le niveau de richesse calculé selon une approche qualitative (voir section précédente). Bien que le déclin de la part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales des ménages soit plus visible selon le niveau de richesse des ménages (par exemple les 20% des ménages les plus pauvres consacrent 74% de leurs dépenses à l'achat de la nourriture contre 65% pour les 20% de ménages les plus nantis), on note que la part de l'alimentation dans le budget des ménages est très élevée au Niger quelque soit le niveau de revenu du ménage témoignant ainsi de l'ampleur générale de la pauvreté dans le pays.

En outre, les dépenses en céréales représentent une part prépondérante des dépenses alimentaires des ménages. Le mil et le sorgho restent de loin les céréales les plus consommées et les dépenses consacrées pour ces denrées représentent respectivement 31% et 11% des dépenses alimentaires et 50% à 17% des dépenses en céréales. Les dépenses en céréales représentent globalement 63% des dépenses alimentaires et environ 47% des dépenses globales des ménages. Les autres postes de dépenses représentent des parts marginales : santé (2.3%), éducation (0.5%), transports (3,9%), énergie (2,1%).

Pour les ménages en insécurité alimentaire sévère, les dépenses en céréales représentent 70% des dépenses alimentaires et environ 54% des dépenses globales. Pour les ménages en insécurité alimentaire modérée, ces proportions sont respectivement de 64% et 49%.

L'exploitation des données suggère également qu'il existe une inégalité assez forte entre les ménages les plus pauvres et ceux relativement plus nantis en ce qui concerne le montant des dépenses. Les ménages en insécurité alimentaire sévère consacrent environ 22.649 F CFA aux dépenses alimentaires par mois tandis que les ménages en sécurité alimentaire y dépensent plus du double (48.095 F CFA). De même selon le niveau de richesse, les dépenses alimentaires mensuelles moyennes des 20% des ménages les plus pauvres sont évaluées à 25.562 F Cfa contre 45.884 F Cfa pour les 20% les moins pauvres soit également près du double. Ces différences de niveau de vie se traduisent généralement par des capacités d'ajustement et de recouvrement après un choc très inégalitaires. Les ménages les plus pauvres étant souvent plus affectés et plus affaiblis par les chocs.

Bien que la majorité des ménages ruraux au Niger soient engagée dans des activités agro pastorales ils sont nettement dépendants des marchés pour leur alimentation sur une période relativement longue de l'année puisque leur propre production ne suffit à couvrir leurs besoins de consommations que sur une durée moyenne allant de 2 à 5 mois selon que la saison agricole soit mauvaise ou bonne.

**Tableau 11: Répartition des dépenses des ménages suivant le niveau d'insécurité alimentaire et les quintiles de dépenses**

Classe d'insecurite alimentaire	Dépense s totales par mois en F CFA	Dépense s totales par tête et par jour en FCFA	Dépenses alimentaire s par mois en F CFA	Dépenses de céréales ar mois en F CFA	Dépenses non alimentai res par mois en F CFA	Part des dépenses en céréales dans les dépenses alimentaire s (%)	Part des dépenses alimentaire s dans les dépenses globales (%)
Severe	29,804.1	161.6	22,649.0	17,602.4	7,155.2	69.5	72.0
Moderee	40,044.4	270.8	29,750.7	21,332.5	10,293.7	63.8	71.5
A risque	50,749.3	308.2	37,046.5	25,937.4	13,702.8	62.4	70.5
Securite alimentaire	74,939.0	456.7	48,095.7	29,224.0	26,843.3	52.6	64.3
Quintile1 indice de richesse	32,605.7	252.8	25,562.3	18,881.1	7,043.4	65.8	74.3
Quintile2 indice de richesse	38,950.0	243.9	29,285.4	21,258.7	9,664.6	65.0	72.2
Quintile3 indice de richesse	43,537.5	272.3	31,978.1	22,994.8	11,559.4	63.4	70.0
Quintile4 indice de richesse	48,330.4	289.8	34,996.5	24,352.0	13,334.0	60.7	69.0
Quintile5 indice de richesse	70,983.4	390.1	45,884.9	29,065.3	25,098.5	58.7	65.4
<b>Total</b>	<b>47,045.2</b>	<b>289.9</b>	<b>33,653.1</b>	<b>23,370.2</b>	<b>13,392.1</b>	<b>62.7</b>	<b>70.2</b>

L'analyse de la dimension spatiale des dépenses confirme également des différences selon la région, le milieu de résidence et les zones agro écologiques. Globalement les dépenses par tête sont plus faibles dans les régions de Maradi, de Tillabéri et de Tahoua et plus élevées dans celles de Diffa et de Niamey. S'agissant des zones de résidence, elles sont beaucoup plus faibles en

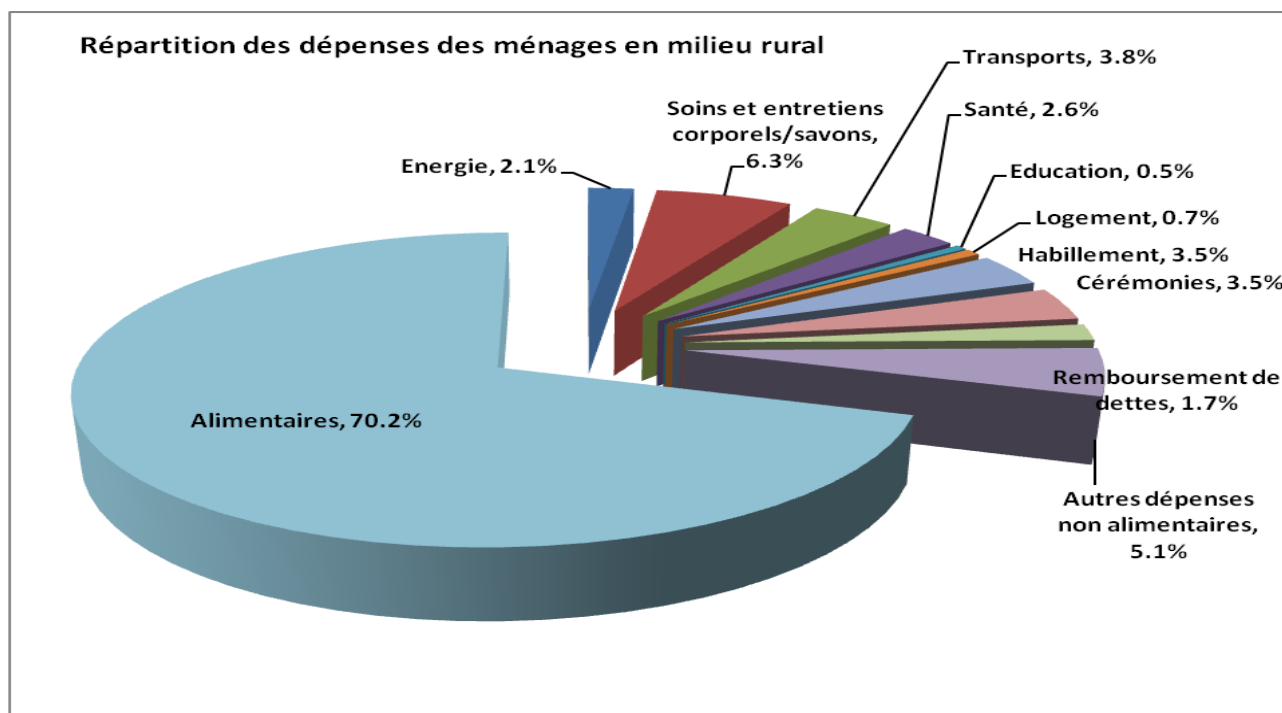


milieu rural (280.7 F cfa par jour et par personne) qu'en milieu urbain (579.4 F cfa soit plus du double). Cette configuration des résultats confirme le très fort niveau de pauvreté qui caractérise le milieu rural. Selon les zones agro écologiques, l'analyse montre qu'elles sont plus faibles en zone agricole suivie de la zone agro pastorale mais beaucoup plus élevée en zone pastorale. En revanche, en ce qui concerne la part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales, en dehors de Niamey et des autres centres urbains (hors Agadez) où elle est de 65%, il n'y a pas de différence significative selon les régions où les ménages affectent en moyenne entre 68% et 71% de leurs budgets à l'achat de nourriture.

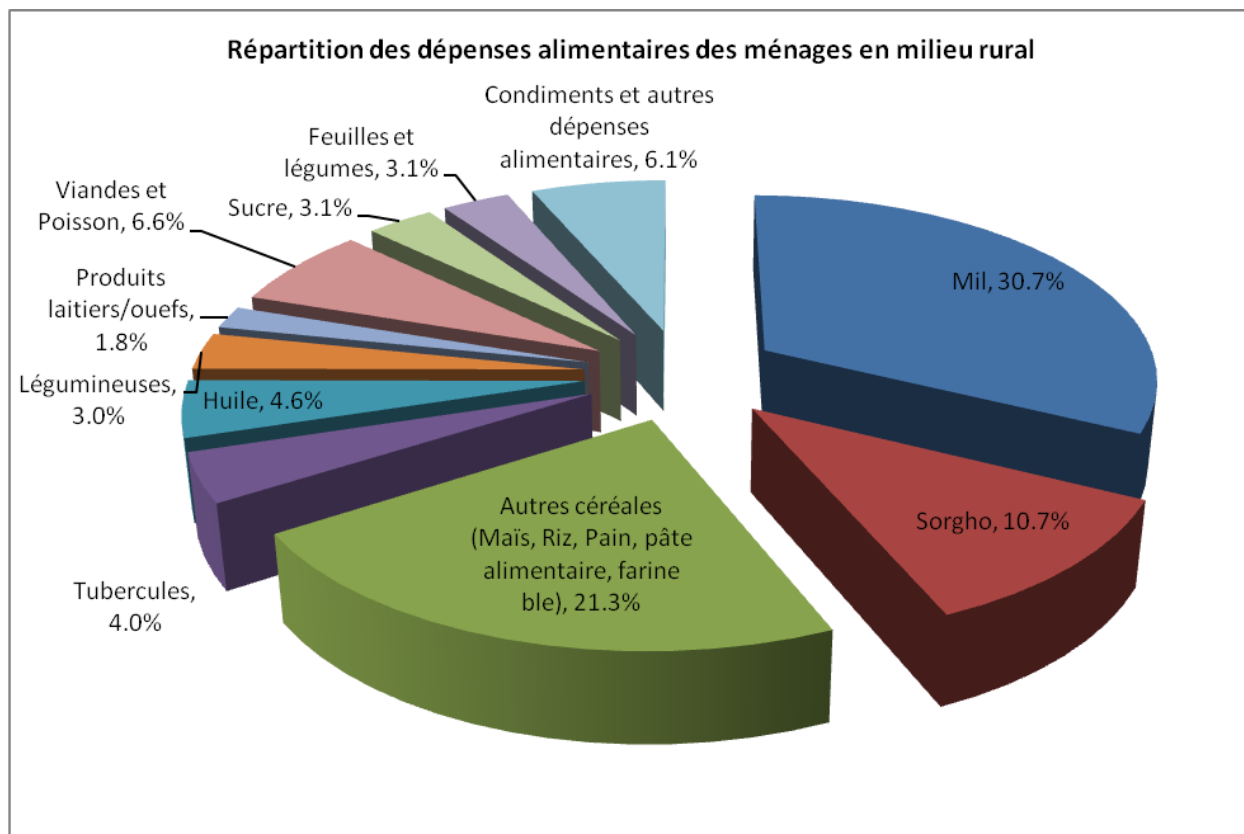
**Tableau 12: Répartition des dépenses des ménages selon la région, le milieu de résidence et les zones agro écologiques**

Régions	Dépense s totales par mois	Dépense s totales par tête et par jour	Dépenses alimentaire s par mois	Dépense s de céréales par mois	Dépenses non alimentaire s par mois	Part des dépenses de céréales dans les dépenses alimentaire s	Part des dépenses alimentaire s dans les dépenses globales
Agadez	Nd	nd	Nd	Nd	nd	nd	Nd
Diffa	60,455.4	410.8	42,500.3	28,204.9	17,955.2	64.3	71.0
Dosso	51,983.7	310.7	35,976.3	25,604.2	16,007.4	62.7	68.8
Maradi	38,467.0	209.6	26,764.2	17,931.8	11,702.8	59.4	68.9
Tahoua	46,320.0	304.3	34,183.8	24,462.6	12,136.2	67.6	71.3
Tillabéry	45,265.7	259.1	32,076.0	23,121.8	13,189.8	62.7	69.3
Zinder	51,241.8	336.4	37,411.6	25,121.9	13,830.2	60.5	71.5
Niamey	73,929.7	407.9	48,068.9	32,024.9	25,860.8	65.1	65.6
<b>Milieu de résidence</b>							
Rural	45,837.1	280.7	33,034.6	23,162.6	12,802.5	62.8	70.3
Urbain	85,403.4	579.4	53,290.5	30,716.6	32,112.9	59.4	65.4
<b>Zone agro écologique</b>							
Zone agricole	44,531.4	274.2	31,349.0	21,614.3	13,182.4	61.7	69.2
Zone agro pastorale	48,344.4	297.2	35,054.8	24,954.2	13,289.6	64.8	71.1
Zone pastorale et désertique	65,348.3	407.2	49,509.2	33,579.0	15,839.2	63.6	74.8
<b>Total</b>	<b>47,045.2</b>	<b>289.9</b>	<b>33,653.1</b>	<b>23,394.4</b>	<b>13,392.1</b>	<b>62.7</b>	<b>70.2</b>

Graphique 13: Structure des dépenses globales des ménages en milieu rural



Graphique 14: Structure des dépenses alimentaires des ménages en milieu rural



#### 4.1.5 Sources des aliments consommés par les ménages

Analyser les sources de provenance des aliments consommés par les ménages permet d'évaluer leur autosuffisance mais également leur dépendance par rapport au marché. Dans les faits il est très difficile de collecter des données fiables sur les quantités achetées ou sur l'autoconsommation des ménages. Les enquêtes ménages du PAM permettent de calculer la diversité alimentaire à travers le score de consommation alimentaire et permettent en même temps d'avoir une idée sur les sources de provenance des aliments consommés par les ménages au cours des sept jours précédant l'enquête. Les données ainsi collectées permettent de calculer un indicateur proxy des sources de provenance des aliments consommés par les ménages. Le tableau ci-dessous présente le pourcentage des aliments consommés par les ménages qui provient des différentes sources. La répartition montre que les ménages dépendent majoritairement des marchés pour leur alimentation puisqu'environ 81% des aliments consommés au cours des sept derniers jours ont été achetés. Seulement environ 11% des aliments consommés par les ménages sont produits par eux-mêmes. Les autres sources de provenance représentent des parts marginales. Si l'on analyse la distribution selon le niveau d'insécurité alimentaire et de pauvreté, on note que le niveau de dépendance par rapport au marché est très élevé quelque soit le statut du ménage. Cette configuration des résultats reflète la très forte dépendance des ménages par rapport au marché pendant la période de soudure puisque les stocks propres ne couvrent les besoins des ménages que sur une période très courte.

**Tableau 13: Sources des aliments consommés par les ménages (% des aliments consommés qui provient de la source)**

Classe d'insécurité alimentaire	Propre production	Achat	Chasse et cueillette	Dons/Zakat	Troc	Aide	Emprunt	Autre	Total
Severe	7.6	80.9	5.1	2.4	1.9	1.1	0.9	0.1	100
Moderee	11.1	81.2	3.7	1.3	1.8	0.6	0.2	0.1	100
A risque	10.7	82.5	3.1	0.8	2.5	0.3	0.1	0.1	100
Securite alimentaire	16.5	78.1	3.3	0.5	1.3	0.2	0.1	0.1	100
Quintile1 indice de richesse	9.4	78.4	4.7	2.7	2.2	1.7	0.7	0.1	100
Quintile2 indice de richesse	10.9	79.6	4.6	1.3	2.6	0.6	0.3	0.1	100
Quintile3 indice de richesse	11.8	81.1	3.6	0.9	2.0	0.2	0.3	0.0	100
Quintile4 indice de richesse	11.6	82.1	3.1	0.9	2.0	0.1	0.2	0.1	100
Quintile5 indice de richesse	11.7	83.9	2.6	0.5	1.1	0.2	0.1	0.1	100
<b>Total</b>	<b>11.1</b>	<b>81.1</b>	<b>3.7</b>	<b>1.2</b>	<b>2.0</b>	<b>0.5</b>	<b>0.3</b>	<b>0.1</b>	<b>100</b>

Le tableau N°18 en annexe affiche également les résultats par région et montre que le niveau de dépendance par rapport au marché est plus élevé dans la région de Diffa où 92.9% des aliments consommés sont achetés. Ce taux est plus faible dans les régions de Dosso et de Maradi où 76,3% et 77% des aliments consommés au cours de la semaine précédant l'enquête sont achetés sur le marché. Selon le milieu de résidence, la dépendance par rapport au marché est naturellement plus élevé en milieu urbain où 90.7% des aliments consommés au cours des 7 derniers jours précédents l'enquête sont achetés contre 80.8% pour le milieu rural. L'analyse montre corrélativement que le niveau de dépendance par rapport au marché est plus élevé dans la zone pastorale (87% des aliments consommés au cours des 7 derniers jours sont achetés) contre 84.8% pour la zone pastorale et 78.8% pour la zone agricole.

Même si l'analyse ci-dessus donne des indications intéressantes par rapport aux sources de d'approvisionnement des ménages, elle ne permet pas de disposer d'informations sur les proportions des ménages qui dépendent d'une telle ou telle source d'approvisionnement. Le paragraphe suivant focalise l'analyse sur la principale céréale consommée au Niger et permet de formuler également plusieurs conclusions pour compléter l'analyse dans ce sens.

Tout d'abord, on note que 96% des ménages ont consommé le mil au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête et 76% l'ont consommé tous les jours. Ensuite, l'analyse montre que la proportion des ménages qui ont consommé leur propre production de mil est de seulement 25,6% tandis que 67% des ménages l'ont acheté.

En outre on note que ces proportions varient suivant le niveau d'insécurité alimentaire et de richesse du ménage. Seuls les ménages les plus nantis disposent encore de stocks propres au moment de l'enquête. Environ 36,4% des ménages les moins pauvres ont consommé leur propre production de mil au cours des sept derniers jours précédant l'enquête contre 13.7% seulement pour les ménages les plus pauvres. De même la proportion de ménages qui ont consommé leur propre production de mil est de 41,7% pour les ménages en sécurité alimentaire contre seulement 11,6% des ménages en insécurité alimentaire sévère et 26,7% des ménages en insécurité alimentaire modérée.

**Tableau 14: Répartition des ménages (en %) suivant la source de provenance principale du mil consommé au cours des 7 derniers jours.**

Classes d'insécurité alimentaire et de quintile de dépenses	% de ménages qui ont consommé au cours des 7 derniers jours	% de ménages qui ont consommé tous les jours								
			Propre production	Achat mil	dons/zakat	Troc	Aide/assistance	Emprunt	Chasse/cueillette	Autres
Insécurité al. Sévère	94.2	65.9	11.6	76.0	3.0	0.5	1.2	1.5	0.0	1.2
Insécurité al. Mdérée	96.6	77.5	26.7	66.8	1.2	0.3	0.4	0.6	0.1	0.4
A risque d'insécu. Al	96.7	78.5	25.6	68.8	0.7	0.5	0.2	0.3	0.1	0.2
Securite alimentaire	97.1	78.9	41.7	53.6	0.4	0.4	0.2	0.2	0.0	0.2
Quintile1 indice de richesse	94.4	71.4	13.7	73.6	3.4	0.4	1.6	0.9	0.0	1.6
Quintile2 indice de richesse	96.1	74.5	20.9	71.1	1.2	0.5	0.5	0.7	0.0	0.5
Quintile3 indice de richesse	96.9	77.4	25.5	68.7	0.8	0.7	0.1	0.7	0.1	0.1
Quintile4 indice de richesse	97.7	79.5	30.5	65.0	1.0	0.2	0.0	0.7	0.1	0.0
Quintile5 indice de richesse	95.9	75.4	36.4	58.5	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.2
<b>Total</b>	<b>96.3</b>	<b>75.7</b>	<b>25.6</b>	<b>67.3</b>	<b>1.3</b>	<b>0.4</b>	<b>0.4</b>	<b>0.6</b>	<b>0.0</b>	<b>0.4</b>

L'analyse selon les régions (tableau n°19 en annexe) montre qu'au moment de l'enquête, les régions dans lesquelles les proportions de ménage qui dépendaient encore de leurs propres productions en ce qui concerne leur consommation en mil sont les plus élevées sont celles de Dosso et de Tillabéri où 47,1% et 35,9% respectivement ont consommé le mil provenant de leurs propres productions. En revanche les proportions des ménages qui ont acheté le mil sur le marché sont plus élevées dans les régions de Diffa (82,9%), de Tahoua (82,7%) et de Zinder (73,5%). La proportion de ménages qui ont acheté le mil pour leur consommation est de 64,3% dans la région de Maradi, de 59,4% dans les périphéries de Niamey, de 56,4% dans la région de Tillabéri et de 46,7% dans la région de Dosso.

S'agissant du milieu de résidence, on note qu'une plus forte proportion de ménages sont dépendants du marché en ce qui concerne le mil en milieu rural (67,5%) qu'en milieu urbain (60,6%) puisque le taux de consommation y est plus faible (86% des ménages ont consommé contre 97% en milieu rural).

#### 4.1.6 Les principaux chocs qui ont affecté les ménages en 2010

Les chocs idiosyncratiques affectent de manière individuelle les ménages et de ce fait possèdent un niveau de variabilité plus élevé : par exemple une maladie, une perte d'emploi ou encore le décès d'un membre du ménage. Cette catégorie de choc est analysée dans cette section. Le questionnaire développé par cette enquête permet d'analyser le pourcentage des ménages affectés par chaque catégorie de chocs. Le tableau ci-dessous affiche les résultats de cette analyse et permet de formuler plusieurs constats. *Premièrement, on note que l'augmentation du prix des denrées alimentaires est le choc le plus cité globalement par les ménages (63%) suivi de la sécheresse/irrégularité des pluies (47% des ménages), de la baisse des revenus (42% des ménages), de la maladie ou des dépenses exceptionnelles de santé (29%).*

Ensuite une décomposition des résultats suivant le niveau d'insécurité alimentaire des ménages, montre que la hausse des prix des denrées alimentaires et la sécheresse affectent davantage plus les ménages en insécurité alimentaire sévère : 70% et 56% respectivement. En dehors de ces deux chocs, les autres types de chocs affectent de façon similaire toutes les catégories de ménages. L'impact d'un choc sur la situation alimentaire et nutritionnelle d'un ménage est surtout fonction de la capacité de ce dernier à y faire face.

**Tableau 15: Chocs ayant affecté les ménages en 2010**

Type de chocs	Insécurité alimentaire				Total
	Severe	Moderee	A risque	Sécurité alimentaire	
Perte d'emplois	4%	5%	4%	3%	4%
Baisse des revenus	44%	39%	44%	38%	42%
Maladie / dépenses de santé exceptionnelles	31%	28%	30%	25%	29%
Décès d'un membre de la famille	13%	14%	13%	14%	14%
Augmentation des prix des denrées alimentaires	70%	60%	65%	52%	63%
Augmentation des prix du carburant / du transport	2%	3%	5%	7%	4%
Augmentation des prix du loyer	0%	1%	1%	1%	1%
Augmentation des prix des intrants agricoles	4%	6%	7%	8%	7%
Coupure d'électricité	0%	1%	1%	2%	1%
Insécurité / vols	5%	5%	5%	8%	5%
Remboursement de dettes	9%	6%	7%	5%	7%
Chômage de longue durée	5%	4%	3%	3%	3%
Catastrophes naturelles (inondation, incendie, vents)	5%	5%	5%	5%	5%
Irrégularité des pluies/sécheresse	56%	41%	50%	41%	47%
Autres	21%	21%	21%	21%	21%



#### 4.1.7 Population affectée par l'insécurité alimentaire selon le milieu de résidence

L'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages conduite conjointement par le Gouvernement et ses partenaires en avril 2010 reste la source d'information la plus récente en ce qui concerne l'insécurité alimentaire englobant aussi les aspects liés à l'accès des ménages à la nourriture. Elle constitue à cet effet la source d'information la plus exhaustive qui existe sur la situation alimentaire des ménages dans le pays.

Les résultats de cette enquête ont montré que **l'insécurité alimentaire sévère touche 22,2% de la population soit 3,3 millions de personnes tandis que l'insécurité alimentaire modérée affecte 25,5% de la population soit 3,8 millions de personnes. Globalement, l'insécurité alimentaire sévère et modérée affecte 47,7% de la population soit 7,1 millions de personnes.** Le tableau ci-dessous montre la distribution de l'insécurité alimentaire suivant le milieu de résidence et permet d'observer que les populations urbaines sont également très affectées.

**Tableau 16: Effectifs et taux des populations selon le niveau d'insécurité alimentaire par milieu de résidence**

Milieu de résidence	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère et modérée	
	% de la population	Population touchée	% de la population	Population touchée	% de la population	Population touchée
Urbain	25,8%	568.685	18,4%	404.621	44,2%	973.306
Rural	21,5%	2.732.972	26,7%	3.400.890	48,2%	6.133.862
<b>Niger</b>	<b>22,2%</b>	<b>3.301.657</b>	<b>25,5%</b>	<b>3.805.511</b>	<b>47,7%</b>	<b>7.107.168</b>

Source : Enquête sur la sécurité alimentaire des ménages en milieu rural net urbain au Niger (avril 2010)

#### 4.1.8 Distribution géographique de l'insécurité alimentaire

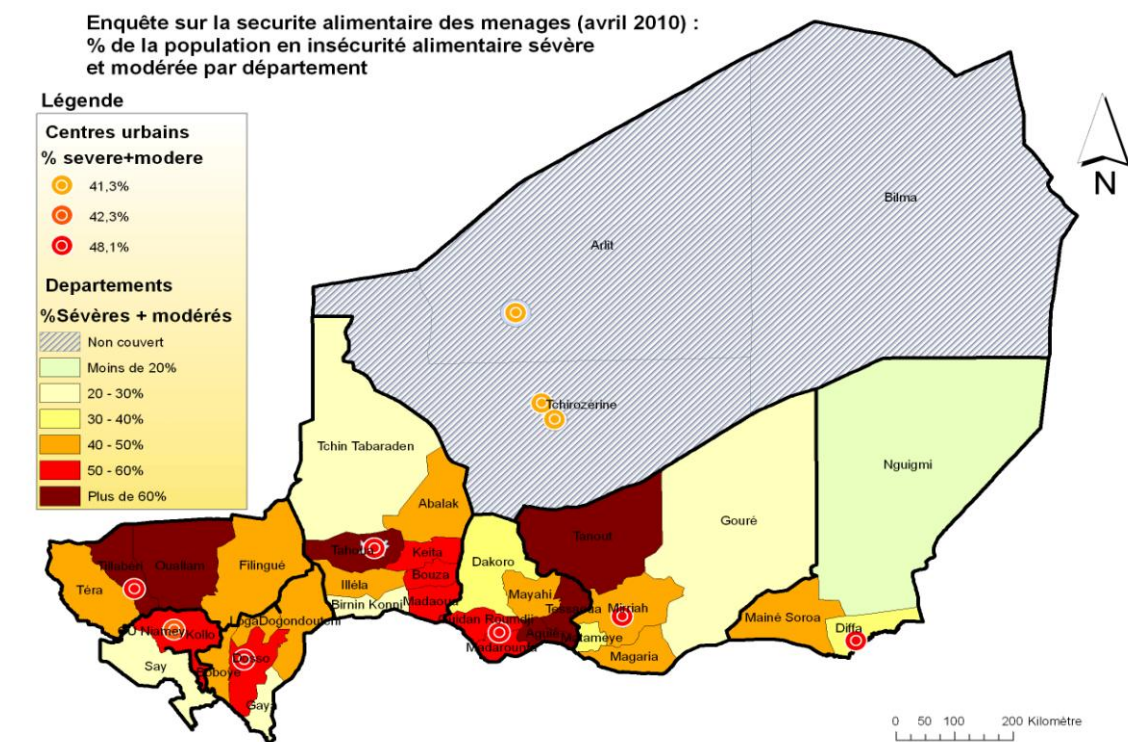
D'après les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages d'avril 2010, **les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire sévère en termes de proportion par rapport à leur population sont les suivantes:** Maradi (29,3%), Tahoua (24,5%), Tillabéri (24,0%). Suivent les régions de Diffa (15,6%), Zinder (14,9%), Dosso (12,8%) et la périphérie de Niamey (6,5%).

**Les départements les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère en termes de proportion par rapport à leur population sont :** Ouallam (64,1%), Tessaoua (56,9%), Bouza (37,6%), Keita (37,1%), Aguié (34,1%), Tillabéri (32,8%), Tanout (29,3%), Tahoua (28,9%), Madaoua (28,7%), Mayahi (26,6%), Guidan Roumdji (26%), Madarounfa (25,9%), Maine Soroa (23,3%). Ces 13 départements présentent des taux d'insécurité sévère alimentaire au-dessus de la moyenne nationale en milieu rural qui est de 21,5% selon l'enquête.





Carte 7: Distribution géographique de l'insécurité alimentaire sévère et modérée



#### 4.1.9 Profil courant de l'insécurité alimentaire au Niger (enquête vulnérabilité d'avril 2010)

##### 4.1.9.1 En milieu rural

L'analyse du profil des ménages en insécurité alimentaire au Niger permet de formuler plusieurs conclusions. Tout d'abord, s'agissant des caractéristiques socio démographiques, on note qu'en milieu rural les ménages dirigés par les femmes sont plus affectés par l'insécurité alimentaire<sup>18</sup> : le taux d'insécurité alimentaire au sein des ménages dirigés par les femmes est de 58% contre 48% pour ceux dirigés par les hommes ( $p=0.000$ ). Si l'on examine également la distribution de l'insécurité alimentaire suivant le statut matrimonial du chef de ménage, il apparaît aussi que les ménages dont le chef est divorcé (e) ou veuf (ve) enregistrent des taux d'insécurité alimentaire plus élevés. Cette configuration des résultats est en partie liée au fait que les ménages dirigés par les femmes sont majoritairement constitués de chefs de ménages veuves (59% de l'ensemble des ménages ayant à leur tête une femme sont dirigés par une veuve contre moins de 1% pour les

<sup>18</sup>  $P=0.000$  pour les tests de comparaison

ménages dirigés par les hommes). L'analyse révèle également qu'il n'y a pas de différence significative suivant la taille des ménages.

En second lieu, le profil socio économique des ménages en insécurité alimentaire montre qu'ils ne disposent ni suffisamment de revenus ni de stocks alimentaires pour couvrir leurs besoins alimentaires. Ils consacrent en moyenne entre 70 et 72% de leur budget à l'alimentation, disposant ainsi de très peu de ressources pour faire face à d'autres besoins vitaux tels que la santé et l'éducation. Ils éprouvent d'énormes difficultés d'accès à la nourriture et ont recours intensément à l'usage des stratégies de survie parmi lesquelles on peut citer :

- des stratégies de premier niveau, c'est-à-dire celles que les ménages appliquent pendant les chocs/crises de faibles ampleurs telles que la diminution de la quantité, de la qualité et de la fréquence des repas et le recours à la consommation inhabituelle d'aliments de pénurie ;
- des stratégies de niveau 2 c'est-à-dire, celles qui sont développées par les ménages pendant les chocs/crises d'ampleur moyenne notamment la vente de biens personnels et la vente d'animaux reproducteurs pour raison d'insécurité alimentaire ;
- des stratégies du niveau 3, c'est-à-dire celles qui sont développées par les ménages pendant les chocs/crises aiguës et qui se traduisent par la décapitalisation des moyens de production ou des principales ressources de base telles que la vente de biens d'équipements (animaux de trait, matériels agricoles, champs, parcelles).

Par ailleurs, l'examen de la distribution de l'insécurité alimentaire selon les sources de revenus des ménages montre que toutes les couches sociales de la population rurale sont affectées mais de manière plus prononcée pour les agro pasteurs, les travailleurs journaliers, les ménages fortement dépendants des transferts des migrants, ceux dépendants de la vente de bois et de paille.

#### **4.1.9.2 En milieu urbain**

Le profil de l'insécurité alimentaire des ménages en milieu urbain présente des similarités avec celui du milieu rural. Ainsi les ménages dirigés par les femmes affichent des taux d'insécurité alimentaire plus élevés que ceux dirigés par les hommes. Environ 35% des ménages dirigés par les femmes connaissent une insécurité alimentaire sévère contre 25% pour ceux dirigés par les hommes. L'analyse de la distribution de l'insécurité alimentaire suivant le statut matrimonial du chef de ménage indique corrélativement que les ménages dont le chef est divorcé constituent de loin la catégorie de ménages les plus affectées. En effet, les résultats indiquent que 41,5% des ménages de ce groupe sont en insécurité alimentaire sévère contre 29,4% pour les ménages ayant à leur tête des veufs (ves), 27,1% pour les ménages dont le chef est polygame et 24,6% pour les ménages dont le chef est monogame et 24,3% pour les ménages dont le chef est un célibataire.

Cette configuration des résultats recoupe largement celle suivant le sexe du chef de ménage. La grande majorité des chefs de ménages divorcés (80%) ou veufs/ves (91%) est constituée de femmes. Le taux d'insécurité alimentaire parmi les ménages les plus pauvres<sup>19</sup> est de 55% contre 10% pour ceux plus nantis.

Les informations recueillies en milieu urbain permettent également de stratifier les ménages suivant la durée d'installation dans les villes enquêtées. En effet, en raison de la précarité de la situation alimentaire en milieu rural, la migration a touché plus d'un ménage sur cinq (22%). Ces informations recueillies au niveau des centres urbains du pays ne suffisent pas pour cerner toute l'histoire des ces ménages notamment leur lieu de provenance, les raisons et leur nombre précis mais peuvent fournir des indications sur leur situation alimentaire. L'analyse des données collectées montre que le taux d'insécurité alimentaire est nettement plus élevé parmi les ménages qui se sont installés dans ces villes il y a moins de six mois c'est-à-dire parmi les nouveaux migrants. Globalement, l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) affecte 56% de ces nouveaux migrants contre 44% pour les autres catégories de la population urbaine. Quant à l'insécurité alimentaire sévère, elle affecte 37% des ménages nouvellement installés contre 26% en moyenne pour l'ensemble du milieu urbain.

## **5 LES FACTEURS DE RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU NIGER**

Bien que les causes de l'insécurité alimentaire soient multiples et multiformes, les analyses disponibles distinguent deux formes de facteurs de risque d'insécurité alimentaire au Niger : i) les facteurs structurels et ii) les facteurs conjoncturels.

### ***5.1 Les facteurs structurels***

Parmi les facteurs les souvent cités, figurent la forte dépendance de la majorité de la population d'activités agro pastorales elles mêmes affectées par des aléas climatiques de tout genre. Les techniques de production n'ont pas suivi d'évolution majeure et la forte croissance démographique entraîne l'expansion des cultures sur des terres marginales non adaptées à la culture pluviale. L'accès à la terre devient également problématique et les tailles des superficies cultivées ont suivi des morcellements continus. Le faible niveau d'éducation est également souvent cité comme un facteur qui affecte le développement agricole. Le faible niveau de revenu lié à la pauvreté constitue également un facteur de risque d'insécurité alimentaire et nutritionnel majeur. A ces problèmes s'ajoutent le manque d'infrastructures routières et de santé, le faible

---

<sup>19</sup> La classification des ménages en pauvres moyens et nantis a été basée sur l'analyse des biens possédés basée sur une approche statistique multi variée.

accès à l'eau potable, le pouvoir de décision à l'intérieur des ménages presque exclusivement détenu par les hommes, les habitudes alimentaires qui ont un impact direct ou indirect sur la situation nutritionnelle des enfants. En outre les naissances rapprochées ainsi que la faible implication des hommes dans le planning familial, le faible taux d'allaitement exclusif avec des aliments de sevrage non adaptés à l'âge des enfants, les charges de travail très élevées pour les femmes ainsi que les pesanteurs socio culturelles constituent également des causes citées pour expliquer la malnutrition des enfants au Niger.

## ***5.2 Les facteurs conjoncturels***

La variabilité climatique entraîne des chocs de production récurrents qui précipitent plusieurs ménages agro pastoraux dans une insécurité alimentaire transitoire pendant les années de faible production agricole et ou pastorale. En outre le maintien des prix des denrées alimentaires de base à des niveaux relativement élevés depuis 2008 dans un contexte de dégradation continue du pouvoir d'achat des ménages a des répercussions négatives sur l'accès des ménages à la nourriture. L'insécurité civile et la dégradation des conditions sécuritaires dans plusieurs endroits du pays affectent également les activités productives locales et les revenus tirés des activités touristiques en particulier dans les régions nord du pays.

## **6 CONCLUSION ET PERSPECTIVES**

Les chocs des 10 dernières années ont particulièrement touché les zones pastorales et agro-pastorales, et davantage plus les ménages socio-économiquement les plus vulnérables. Ils ont conduit à une érosion progressive des actifs des ménages et à une incapacité à recouvrer leurs moyens de subsistance. Ce qui a eu pour conséquence une diminution de la capacité de production des ménages, un exode prolongé, un affaiblissement de réseaux sociaux et une dépendance plus élevée de l'aide extérieure. Le faible niveau de production combiné au faible niveau de revenu contraint les ménages ruraux à vendre leurs stocks à la récolte pour faire face à d'autres besoins vitaux et dépendre des marchés pour leur alimentation au moment où les prix sont les plus élevés. Le fonctionnement des marchés céréaliers au Niger est soumis à des facteurs tant internes qu'externes contribuant à augmenter les incertitudes et la volatilité des prix. Le Niger dépend particulièrement des importations de céréales des pays voisins surtout dans les années de faibles production agricole et fait face parfois à des barrières protectionnistes qui accroissent le niveau de prix et augmentent la vulnérabilité des ménages comme pendant la crise alimentaire de 2005. Les causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sont multiples et sont d'ordre structurel et conjoncturel. Elles sont liées à la structure de l'économie dominée par

les activités agro pastorales elles mêmes soumises aux aléas de tout genre, à la forte croissance démographique, aux manques d'infrastructures sanitaires et d'eau, au faible niveau d'éducation, aux facteurs culturels, à la volatilité de la production agricole et des prix...

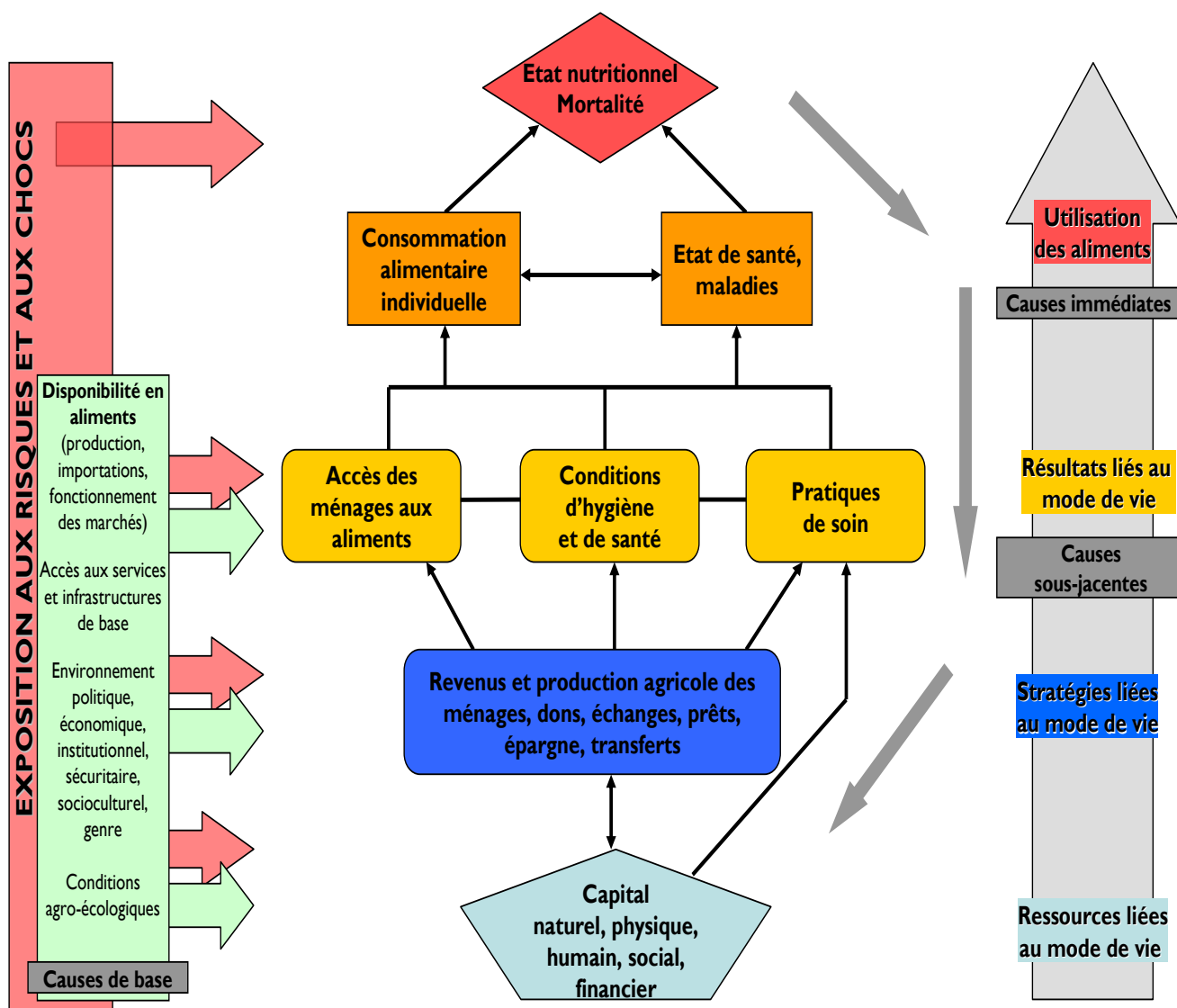
La crise alimentaire de 2010 a été particulièrement sévère mais sa gestion et l'activation à temps des modalités des réponses ont permis de limiter son impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Néanmoins, en dépit des perspectives d'une bonne campagne agro pastorale, plusieurs ménages continueront à faire face à des difficultés alimentaires en raison de la décapitalisation, à la perte d'actifs, de l'endettement et de l'affaiblissement général de leurs moyens de subsistance. De plus, des poches de déficit de production agricole persisteront dans des zones structurellement vulnérables et dans certaines zones de la bande agricole en raison de déficit pluviométrique résiduel, des inondations, des ennemis de cultures. ***En conséquence, les moyens de subsistance des populations pastorales et agro pastorales ayant perdu leur bétail et leurs actifs ne sauraient être entièrement restaurés dans le court terme.***

Au regard de cette analyse, il ressort que la situation alimentaire et nutritionnelle au Niger reste précaire et nécessite à la fois des actions de court terme avec une vision de long terme. La plupart des mécanismes de transferts existants servent à assurer l'accès immédiat des ménages à la nourriture mais leur courte durée dans le temps ne permet pas d'assurer le redressement des ménages les plus affectés par les chocs récurrents.

## 7 ANNEXE

Figure 1: CADRE CONCEPTUEL DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

### Cadre Conceptuel de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle



**Tableau 17: Calcul du score de consommation alimentaire**

Le score de consommation alimentaire (SCA) des ménages est calculé en utilisant la formule suivante :

$$\text{Score} = a_{\text{cereale}}x_{\text{cereale}} + a_{\text{legmnsse}}x_{\text{legmnsse}} + a_{\text{leg}}x_{\text{leg}} + a_{\text{fruit}}x_{\text{fruit}} + a_{\text{animal}}x_{\text{animal}} + a_{\text{sucres}}x_{\text{sucres}} + a_{\text{lait}}x_{\text{lait}} + a_{\text{huile}}x_{\text{huile}}$$

Avec :  $a_i$  = Poids attribué au groupe d'aliments.  $x_i$  = Nombre de jours de consommation relatif à chaque groupe d'aliments ( $\leq 7$  jours)

Types d'aliments	Groupes d'aliments	Poids
Maïs, mil, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes alimentaires	<i>Céréales et tubercules</i>	2
Manioc, ignames, banane plantain, autres tubercules	<i>(aliments de base)</i>	
Arachides/Légumineuses (haricot, niébé, pois, lentilles, etc.)	<i>Légumineuses</i>	3
Légumes (+ feuilles)	<i>Légumes et feuilles</i>	1
Fruits (mangues, oranges, bananes, etc.)	<i>Fruits</i>	1
Viandes, poissons, fruits de mers, escargot, œufs	<i>Protéines animales</i>	4
Laits/Produits laitiers	<i>Produits laitiers</i>	4
Sucre, miel, autres sucreries	<i>Sucres</i>	0.5
Huiles et graisses	<i>Huiles</i>	0.5
Condiments, épices	<i>Condiments (*)</i>	0

Les seuils définis pour le Niger sont les suivants : score  $\leq 28$ , consommation alimentaire pauvre ; 28,5 à 42 consommation alimentaire limitée et score  $\geq 42,5$  consommation alimentaire acceptable



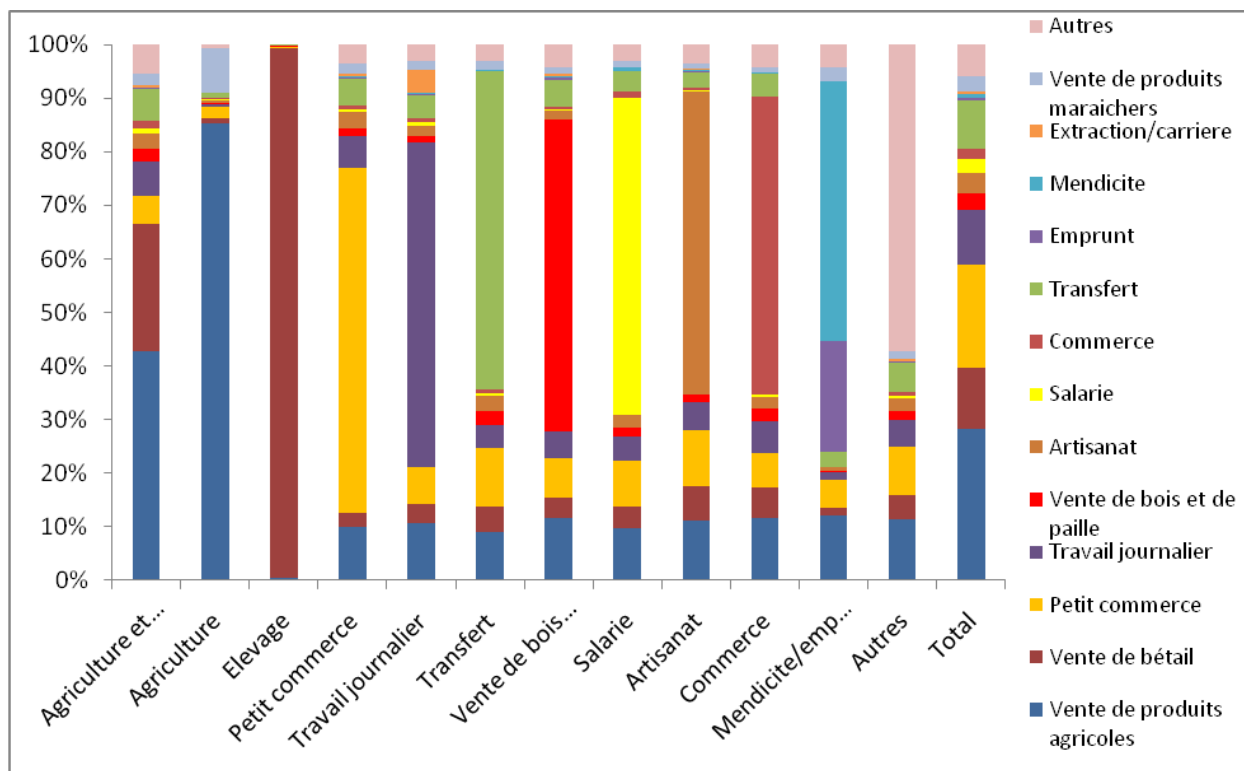
**Tableau 18: Sources de provenance des aliments consommés selon les régions (% des aliments consommés)**

Région	Propre production	Achat	Chasse et cueillette	Dons/Zakat	Troc	Aide	Emprunt	Autre	Total
Agadez	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	Nd
Diffa	3.7	92.9	0.2	0.8	0.6	1.4	0.4	0.0	100
Dosso	15.2	76.3	4.6	1.0	2.2	0.5	0.1	0.1	100
Maradi	14.6	77.0	5.9	1.5	0.5	0.3	0.1	0.1	100
Tahoua	6.1	85.9	0.8	1.6	4.9	0.2	0.5	0.1	100
Tillabéry	12.0	81.5	2.9	1.2	1.4	0.4	0.5	0.0	100
Zinder	11.1	80.4	5.3	0.9	0.9	1.1	0.2	0.1	100
Niamey	4.9	93.1	0.3	0.3	0.8	0.6	0.0	0.0	100
Milieu de résidence									
Rural	11.3	80.8	3.8	1.2	2.0	0.5	0.3	0.1	100
Urbain	5.4	90.7	0.5	1.2	1.2	1.0	0.0	0.1	100
Zones agro écologiques									
Zone agricole	12.9	78.8	4.2	1.2	2.0	0.6	0.3	0.1	100
Zone agro pastorale	7.6	84.8	3.0	1.5	2.3	0.4	0.5	0.1	100
Zone pastorale	8.7	87.0	2.5	0.8	0.5	0.4	0.1	0.0	100
<b>Total</b>	<b>11.1</b>	<b>81.1</b>	<b>3.7</b>	<b>1.2</b>	<b>2.0</b>	<b>0.5</b>	<b>0.3</b>	<b>0.1</b>	<b>100</b>

**Tableau 19: Source de provenance du mil consommé au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête par les ménages (% de ménages dont le mil consommé provient de la source) selon les régions**

Région	Propre production	Achat	dons/zakat	Troc	Aide/assistance	Emprunt	Chasse/cueillette	Autres
Agadez	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Diffa	4.5%	82.9%	0.3%	0.2%	0.7%	0.7%	0.0%	0.7%
Dosso	47.1%	46.7%	1.2%	0.6%	0.4%	0.3%	0.0%	0.4%
Maradi	29.2%	64.3%	2.6%	0.3%	0.3%	0.3%	0.2%	0.3%
Tahoua	6.8%	82.7%	1.2%	0.7%	0.2%	1.5%	0.0%	0.2%
Tillabéry	35.9%	56.4%	0.9%	0.1%	0.6%	0.8%	0.0%	0.6%
Zinder	23.0%	73.5%	0.8%	0.3%	0.6%	0.0%	0.0%	0.6%
Niamey	15.1%	59.4%	0.0%	1.1%	1.2%	0.4%	0.0%	1.2%
Milieu de résidence								
Rural	25.7%	67.5%	1.3%	0.4%	0.4%	0.6%	0.0%	0.4%
Urbain	21.4%	60.6%	1.0%	0.0%	1.1%	0.0%	0.0%	1.1%
Zones agro écologiques								
Zone agricole	31.6%	62.0%	1.1%	0.6%	0.5%	0.4%	0.0%	0.5%
Zone agro pastorale	15.5%	75.5%	1.9%	0.1%	0.3%	1.2%	0.0%	0.3%
Zone pastorale	11.6%	82.9%	0.8%	0.1%	0.5%	0.0%	0.0%	0.5%
<b>Total</b>	<b>25.5%</b>	<b>67.3%</b>	<b>1.3%</b>	<b>0.4%</b>	<b>0.4%</b>	<b>0.6%</b>	<b>0.0%</b>	<b>0.4%</b>

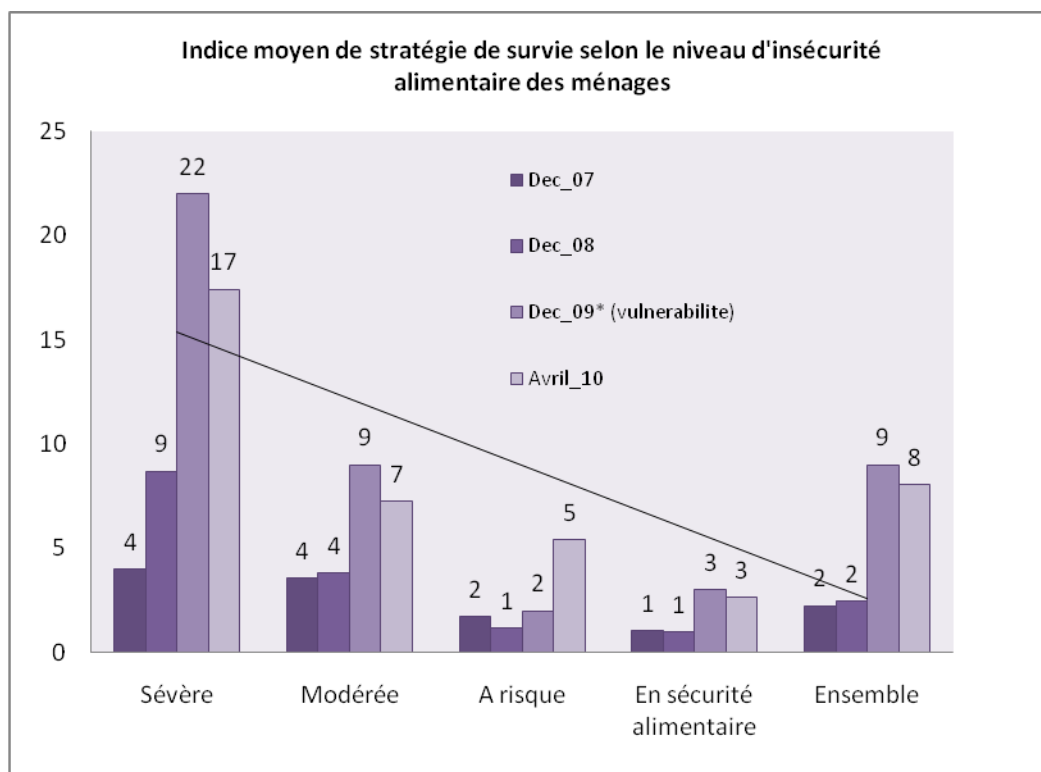
**Graphique 15: Contribution des différentes sources de revenu au revenu global selon les moyens de subsistance**



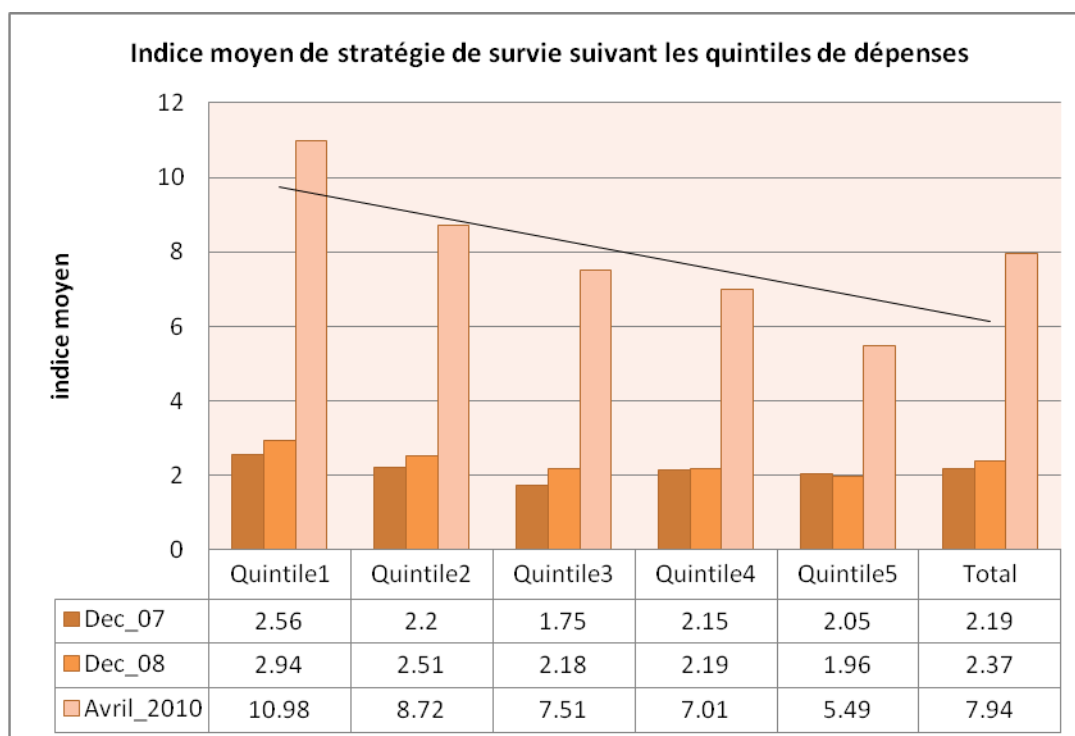
**Tableau 20: Taux et niveau d'endettement suivant les groupes de moyens de subsistance des ménages**

Groupes de moyens de subsistance	% de ménages endettés	Niveau d'endettement		Toutes les céréales (en kg)	En espèce (en F CFA)
		Mil (en kg)	Sorgho (en kg)		
Agriculture et élevage	37.9%	95.0	17.0	135.3	40,856.0
Agriculture	38.6%	94.0	12.0	129.9	37,965.5
Elevage	38.5%	98.0	15.0	128.7	56,557.1
Petit commerce	39.4%	92.0	15.0	134.2	38,096.4
Travail journalier	38.5%	77.0	14.0	106.0	32,564.9
Transfert	36.7%	80.0	11.0	112.7	32,589.7
Vente de bois et de paille	42.3%	83.0	13.0	137.8	34,629.4
Salarie	37.7%	66.0	9.0	104.5	35,572.8
Artisanat	41.9%	91.0	15.0	123.1	36,401.7
Commerce	38.8%	109.0	11.0	135.3	37,972.8
Mendicite/emprunt	39.7%	59.0	5.0	73.3	43,573.4
Autres	38.1%	97.0	32.0	157.4	33,928.8
<b>Total</b>	<b>38.6%</b>	<b>90.0</b>	<b>15.0</b>	<b>127.8</b>	<b>37,974.0</b>

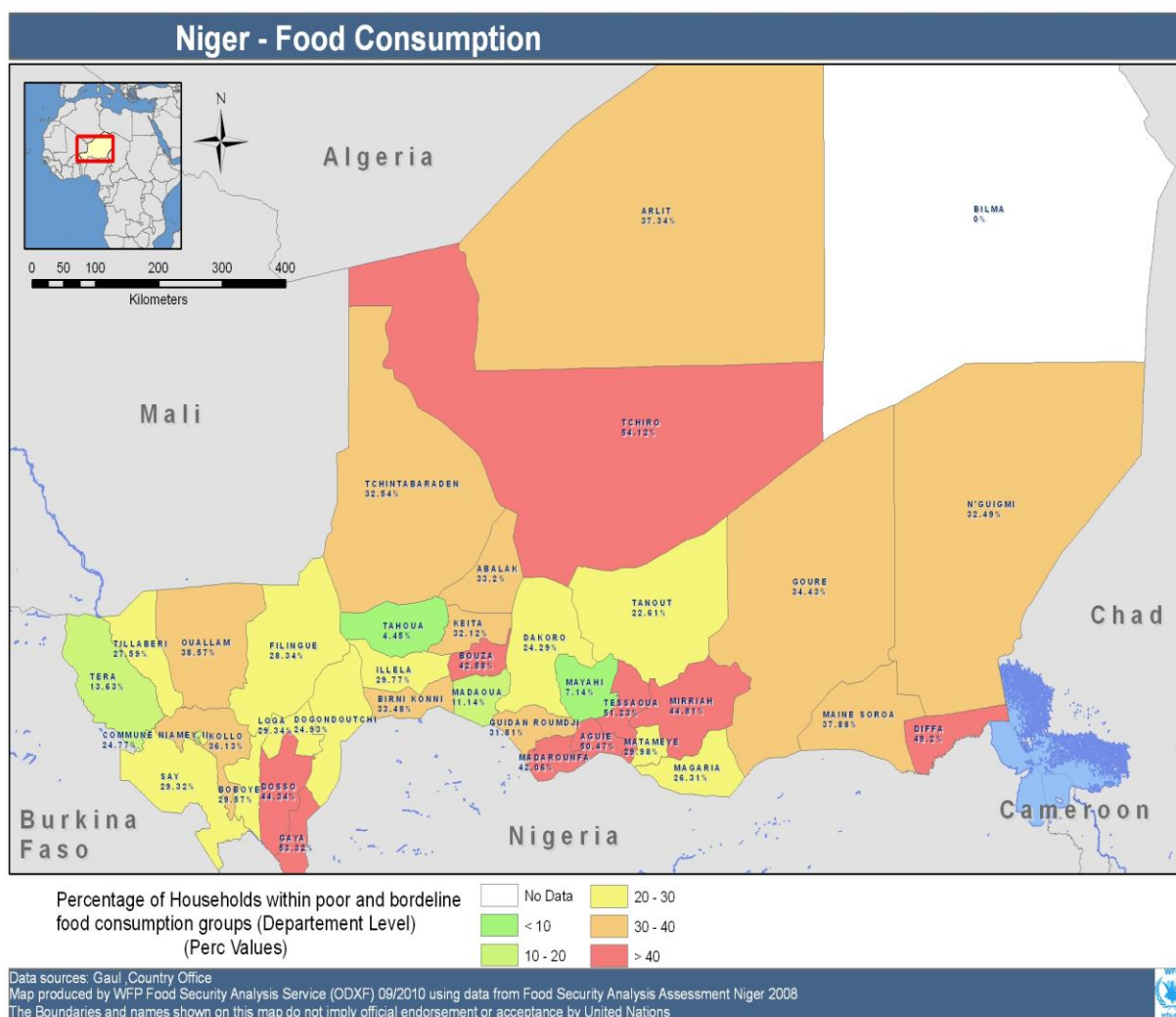
Graphique 16: Evolution de l'indice moyen de survie selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages



Graphique 17: Evolution de l'indice de stratégie de survie suivant le niveau de pauvreté des ménages



**Carte 8: % de ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite selon les départements (avril 2010)**



## 8 BIBLIGRAPHIE SOMMAIRE

BANQUE MONDIALE « Sécurité alimentaire et filets sociaux au Niger », Décembre 2008 ;

FAO/PAM/BANQUE MONDIALE, « Mission multi agences (FAO/PAM/Banque Mondiale) de consultation avec le Gouvernement et les partenaires au développement pour la définition d'un Plan d'Actions national à court et moyen termes », Octobre 2008

Gov/UNICEF/PAM « Enquête sur la nutrition et la survie des enfants de 6 à 59 mois au Niger : rapports », Octo 2006, Juin 2007, Octobre 2007, Juin 2008, Juin 2009, Juin 2010.

Ministère du Développement Agricole MDA « Pré-évaluation de la campagne de la campagne agricole d'hivernage 2010/2011 et résultats prévisionnels », Octobre 2010.

PAM, « Niger : Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de le Vulnérabilité », Mai 2005 ;

SAP « Enquête rapide sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ruraux : données brutes » Décembre 2010 ;

SAP, « Note de vulnérabilité », 2001-2009.

SAP/INS/PAM/FAO/UNICEF/FEWS NET « Enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ruraux : données brutes », Mai 2006, Novembre 2006, Décembre 2007, Décembre 2008.

SAP/INS/PAM/FAO/UNICEF/FEWS NET/PNUD « Enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ruraux : données brutes », Avril 2010.

SAP/INS/PAM/FAO/UNICEF/FEWS NET/PNUD « Enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ruraux : résumé exécutif », Avril 2010.

SIMA, « Bulletin et données mensuels », 2005 à 2010